

Jean PERRIER

DOCTEUR EN DROIT

LE
STATUT JURIDIQUE
DU PRISONNIER

1938

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LE
STATUT JURIDIQUE
DU PRISONNIER

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

PAR

Jean PERRIER

Licencié en Droit

Diplômé d'études pénales

Diplômé d'études administratives et financières

Lauréat de la Faculté de Droit de Montpellier

Avocat - Attaché au Parquet Général de Nîmes

NÎMES

SOCIÉTÉ ANONYME DES IMPRIMERIES AZÉMARD COUSINS

1938



FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire de Droit.

DIJOL, chargé de Cours de Capacité.

ELLUL, chargé de Cours.

VALERY, Doyen honoraire, Correspondant de l'Institut.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY

MM. LÉGAL, Président.

BECQUÉ

assesseurs.

DEMONTÈS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

L'état social impose à tout homme des rapports avec ses semblables, des relations de voisinage d'où il résulte souvent des collisions d'intérêts.

Pour que l'ordre règne dans la société, chacun doit renoncer à l'usage de la force, et se conformer à des règles qui tendent à éviter ou à résoudre les conflits entre associés.

De telle sorte que, si l'on ne peut séparer l'homme de la société, on ne peut pas davantage concevoir un ordre social sans législateur.

Le droit est un produit nécessaire de la société, mais il ne garantit les conditions de la vie sociale que dans la mesure où il est respecté. Pour assurer le triomphe du droit, nous trouvons dans toute société politique, un pouvoir, une force collective, un gouvernement organisé, qui a pour mission d'imposer aux hommes les règles de droit.

Si un individu méconnaît ses obligations sociales, le pouvoir social doit les lui rappeler et au besoin appliquer des sanctions dont la gravité variera selon l'importance de la faute commise. S'il le faut on infligera à cet individu une peine, c'est-à-dire une sanction particulièrement rigoureuse, une punition sévère.

Nous ne discuterons pas longuement sur le fondement et la légitimité du droit de punir.

Constatons seulement qu'il existe dans tous les Etats comme un attribut normal et indispensable de la puissance publique. Il est normal en effet, que l'on impose les lois par la force quand elles ne sont pas volontairement respectées.

On peut facilement admettre la nécessité de la répression ; il est plus difficile de lui assigner des limites.

Les juristes les plus qualifiés n'ont pas réussi à poser un principe précis de limitation de l'Etat. Au cours de l'histoire on a admis les conceptions les plus différentes et les systèmes politiques et répressifs les plus variés.

Certaines époques ont reconnu à l'individu des droits fondamentaux qui devaient échapper à la puissance étatique ; à d'autres moments de l'histoire l'homme s'est trouvé livré sans aucune réserve au pouvoir social.

Dans le monde antique les droits de l'Etat étaient illimités. Sous la République comme sous l'Empire, l'individu n'avait jamais un droit propre qu'il put opposer à l'Etat.

Au moyen âge il existait, au contraire, un sentiment très fort du droit individuel. Les vassaux étaient liés selon les contrats qu'ils avaient consentis.

Avec la monarchie on est revenu au droit absolu de l'Etat, qui d'après Bossuet ne trouvait de limite que dans la religion.

Au XVIII^e siècle, des philosophes et des publicistes ont affirmé l'existence des droits fondamentaux de la personne humaine, « droits naturels, inaliénables et imprescriptibles que le pouvoir social ne doit pas méconnaître. »

Fortement imprégnés de ces principes individualistes et humanitaires, les constituants de 1789 ont jugé opportun de rédiger une déclaration solennelle des droits fondamentaux de l'homme, afin qu'à l'avenir ils soient mieux respectés. A l'heure actuelle, au contraire on dénonce chaque jour la faillite de l'idéologie révolutionnaire et on proclame officiellement dans certaines nations la toute-puissance de l'Etat et la nécessité d'asservir l'individu aux fins collectives du groupe.

Individualisme ou étatisme, respect des droits de l'homme ou « Etat totalitaire », tandis que ces idées s'affrontent, il

nous a paru intéressant d'examiner la situation juridique d'une catégorie d'individus, ou mieux d'une minorité d'hommes, qui sont privés d'une grande partie de leurs droits, qui vivent en marge de la société dans des prisons, parce qu'ils ont enfreint la loi du groupe et qu'à titre de peine on les a privés de liberté.

Notre droit connaît plusieurs incapacités fondées sur l'âge, le sexe ou l'état mental de ceux qui les subissent. L'incapacité des prisonniers a des causes bien différentes.

D'une part le prisonnier est incapable parce qu'il est en fait privé de liberté. Son incapacité est la conséquence directe de son incarcération, de cette mesure purement matérielle qui atteint gravement le prisonnier dans l'exercice de ses droits. Tout individu quel que soit le motif pour lequel il est emprisonné, par le seul fait qu'il passe la porte d'une prison pour vivre un certain temps entre les murailles d'un établissement pénitentiaire, devient incapable d'exercer certains droits parce qu'il lui est matériellement impossible de sortir de sa prison ou d'avoir des rapports suffisants avec les personnes et les biens dont il a été séparé. Quel que soit le titre en vertu duquel il est détenu, le prisonnier est sous le coup d'une incapacité de fait.

D'autre part le législateur a organisé accessoirement à certaines condamnations pénales des incapacités et des déchéances, des privations de droits à titre de peine. Certains détenus, ceux qui subissent sous forme d'emprisonnement ces condamnations auxquelles sont attachées des incapacités ou des déchéances, perdent l'exercice ou la jouissance d'une partie plus ou moins importante de leurs droits.

Pour eux une incapacité juridique résultant de leur titre de détention viendra s'ajouter à l'incapacité de fait qui est la conséquence de tout emprisonnement.

Au cours des développements qui vont suivre, nous étudierons comment et dans quelle mesure cette double incapacité modifie la situation juridique du prisonnier.

Avant d'aborder cette étude, nous nous demanderons depuis quelle époque il y a des prisons et quel était autrefois le sort des prisonniers. Nous dirons quelles ont été les principales déchéances pénales et les diverses incapacités qui au cours de l'histoire pouvaient résulter des condamnations en général et plus particulièrement des condamnations à l'emprisonnement.

Il ne nous était pas possible de faire deux exposés chronologiques distincts. Nous traiterons donc parallèlement deux choses différentes mais également importantes, d'une part les prisons et les prisonniers, d'autre part les incapacités et les déchéances pénales.

Cet aperçu historique constituera la première section de cette introduction. Dans une section deuxième nous traiterons des diverses catégories de prisonniers ; dans la section trois nous décrirons les prisons actuelles ; enfin dans une dernière section nous énumérerons les diverses peines privatives de droits.

Nous avons pensé que cette longue introduction était nécessaire avant d'aborder dans le détail l'étude des différents droits du prisonnier. Le statut du prisonnier résulte à la fois de son emprisonnement et des incapacités prévues par la loi. Il nous a semblé utile de décrire avant toute chose l'emprisonnement et les peines privatives de droits puisque les difficultés que nous voulons examiner dans notre travail ont leur base dans ces deux sortes de peines.

SECTION I

Historique

L'emprisonnement est une peine de récente origine. On considérait, autrefois, que c'était un moyen de répression inefficace et insuffisant. Depuis longtemps il y a des prisons, mais elles servaient à un emprisonnement de garde et non

à un emprisonnement pénal. On les utilisait pour s'assurer de la personne d'individus qui n'étaient pas encore jugés ou qui attendaient un autre châtiment.

Droit Romain. — Les romains connaissaient trois sortes de prisons.

La prison privée où le pater familias pouvait incarcérer les personnes en sa puissance, femme, enfants, esclaves, ou les débiteurs qui ne payaient pas leurs dettes.

La prison publique était celle qui se rapprochait le plus de nos conceptions modernes. Il existait toute une organisation pénitentiaire, analogue à la nôtre, avec un directeur, appelé commentariensis, à la tête de chaque prison. Les commentariens étaient tenus de signaler chaque mois aux autorités judiciaires l'état de la population pénale.

On trouvait enfin à Rome la pratique de la prison libre. La loi Valeria permettait de confier le citoyen romain, que l'on venait d'arrêter, à un magistrat ou à un sénateur chez lequel il restait in libera custodia. En aucun cas la prison n'était utilisée comme peine.

La perte de la liberté était parfois infligée à titre pénal, mais le condamné devenait esclave et non prisonnier.

Au point de vue des incapacités, on est frappé en étudiant le droit romain par le nombre de personnes qui étaient déchues d'une partie, ou de la totalité de leurs droits. Il fallait distinguer les ingénus, les affranchis et les esclaves, les citoyens romains et les pérégrins, les sui juris et les personnes en puissance.

Même sans subir une condamnation pénale, un individu pouvait ne pas avoir une personnalité juridique complète. A telle enseigne que les romains ont établi la théorie de la capitis deminutio pour réglementer les diverses modifications possibles au statut juridique d'une personne. Tout individu pouvait perdre la liberté, le droit de cité romaine ou les droits de famille.

Les condamnations aux peines non capitales entraînaient l'infâmie.

Tous les condamnés aux peines capitales encouraient la confiscation de leurs biens.

Les condamnés à mort ou aux mines perdaient la liberté. C'était un cas de *capitis deminutio maxima*. Ils devenaient « esclaves de la peine ». Leur condition était pire que celle des esclaves ordinaires, on les assimilait à des morts quant à leur capacité juridique. Ils perdaient leurs droits de cité et de famille. Ils ne pouvaient pas agir pour leur maître, ni recevoir un legs, sauf à titre d'aliments, ils ne pouvaient ni tester, ni recueillir une succession, leurs biens étaient vendus publiquement. Ils n'existaient plus que comme des êtres physiques.

Ancien droit français. — Dans l'ancien droit français nous allons retrouver cette mort juridique, attachée aux condamnations les plus graves.

Les condamnés à mort, au bannissement et aux galères perpétuelles encouraient la « mort civile ». L'institution a changé de nom, mais il faut y reconnaître la servitude de la peine et la *capitis deminutio maxima* du droit romain.

La mort civile frappait également les femmes condamnées aux galères et les hommes dont la peine avait été commuée en emprisonnement perpétuel.

Nous ne pouvons pas insister sur les effets de la mort civile. La déchéance était complète au point de vue du droit public et pour ce qui est du droit civil Merlin disait : « le sujet condamné est absolument retranché de la société, on doit concevoir que son incapacité s'étend à tous les actes civils sans aucune limitation ni réserve. »

Pothier dans son traité des personnes était moins absolu. « Non seulement, disait-il, les morts civils ne peuvent ni tester ni recevoir par testament, ni hériter ni transmettre leur succession ; ils ne peuvent encore, ni contracter, ni

acquérir, ni posséder ; ils peuvent cependant recevoir des aliments, parce que tous ceux qui ont la vie naturelle en sont capables. » (1)

En somme le législateur essayait, par une fiction, de faire produire à la mort civile tous les effets de la mort naturelle.

Il avait réservé cette peine très rigoureuse aux condamnations les plus graves.

Les peines légères ne modifiaient pas la capacité de ceux qui les subissaient.

Les condamnations au blâme, à l'amende honorable, au fouet, au pilori, au carcan, à la fleur de lys, au bannissement ou aux galères à temps étaient infâmant. L'infamie avait pour principaux effets l'exclusion des charges publiques et l'incapacité de porter témoignage. Elle survivait à l'expiration de la peine. Même pendant la durée de leur peine, les condamnés infâmes n'étaient pas privés de leurs droits civils.

Telles étaient dans l'ancien droit français les conséquences des condamnations pénales. En les étudiant nous avons énuméré les diverses pénalités en honneur dans l'ancienne France. Parmi ces peines nous n'avons pas trouvé l'emprisonnement. Comme le droit romain notre ancien droit ignorait l'emprisonnement pénal. Cela ne veut pas dire que sous la monarchie il n'y avait pas de prisons. Elles étaient extrêmement nombreuses. Le roi, les seigneurs, les officialités et les villes, toutes les communautés avaient leurs prisons. Mais elles n'abritaient pas des condamnés ; on y retenait les accusés contre lesquels était rendue une ordonnance de prise de corps, ou les débiteurs qui n'avaient pas payé leurs dettes malgré un jugement. On incarcérait aussi par mesure administrative les personnes de mauvaise vie et les mendiants.

Les prisons d'Etat abritaient les destinataires des lettres

(1) Pothier, « Traité des personnes ». Partie I. Titre III.

de cachet, c'est-à-dire des individus emprisonnés en vertu d'un ordre d'arrestation absolument arbitraire.

Enfin dans les maisons de force on trouvait exceptionnellement des prisonniers qui subissaient une peine ; c'était des femmes condamnées aux galères ou des hommes dont la peine des galères avait été commuée par le Roi en emprisonnement perpétuel. Ces condamnés mis à part, dans le cours ordinaire des lois, l'emprisonnement restait une mesure préventive, qui n'était pas forcément de courte durée. Il n'était pas rare de voir la détention préventive se prolonger des années et quelquefois même se transformer en détention perpétuelle.

Cet état de chose était d'autant plus regrettable que les titres de détention n'émanaient pas toujours des tribunaux. Beaucoup d'innocents languissaient dans des prisons infectes et ténébreuses sans connaître la cause de leur détention.

En 1535, François I^{er} recommandait d'interroger le prévenu le lendemain de son arrestation, mais cette mesure n'a pas été appliquée avant le milieu du règne de Louis XIV.

Dans l'ancienne France, l'emprisonnement était presque toujours de longue durée et très souvent arbitraire. Il était encore aggravé par l'horrible état des lieux de détention. La plupart des prisons étaient des cachots humides et obscurs où les détenus entassés se communiquaient leurs maladies et leurs vices.

M. Albert Desjardins écrivait en 1885 dans la *Revue pénitentiaire*, que les prisons de l'ancienne France étaient « des lieux infects et malsains où ne pénétraient ni le jour, ni l'air, une nourriture insuffisante et mauvaise, pour coucher de la paille souvent pourrie; en cas de maladie un peu ou pas de secours et le mal se propageant inévitablement, les sexes réunis, les hommes accusés des crimes les plus divers mêlés entre eux et confondus avec les détenus pour dettes, les cachots isolant quelques-uns non pour les préserver mais pour aggraver leurs souffrances, les détenus livrés à

l'oisiveté, les secours religieux avarement mesurés ou même absolument interdits, des geôliers cruels et intéressés. »

Le pouvoir royal n'avait pas été insensible à cette situation fâcheuse. Ses actes en font foi.

En 1557, une ordonnance de Henri II, considérant que les prisons « qui ont été faites pour la garde des prisonniers, leur apportent plus grande peine qu'ils n'ont méritée » autorisait les magistrats à veiller à ce qu'ils fussent traités avec plus d'humanité.

Après la réunion des Etats Généraux d'Orléans, sous Charles IX, l'ordonnance de 1560 tentait d'introduire quelques réformes dans les prisons. Un article 55 défendait aux seigneurs l'usage des cachots au-dessous du sol. Il prescrivait la construction « de prisons sûres, de hauteur et largeur suffisantes, non infectes, bâties à rez-de-chaussée et non plus bas ». Malgré ce texte l'usage des prisons en sous-sol se maintint, même à Paris.

L'ordonnance criminelle de 1670, dans son titre XIII, traitait de la question pénitentiaire. Elle recommandait d'avoir des prisons bien disposées pour la santé des prisonniers et de payer les geôliers suffisamment afin qu'ils soient plus intègres. L'article 35 enjoignait aux procureurs du Roi de visiter leurs prisons une fois par semaine et l'article 20 ordonnait de mettre les hommes et les femmes en chambres séparées.

Ces réformes n'ont guère amélioré le sort des détenus. En 1679, Colbert écrivait à l'intendant de Tours : « Je sais, à n'en pouvoir douter, que les juges et les procureurs du roi partagent entre eux ces sommes et se soucient fort peu du pain des prisonniers qu'ils abandonnent aux charités... ». (1)

Les parlements essayaient, eux aussi, d'améliorer le régime de l'emprisonnement. Deux arrêts du Parlement de Paris, en date du 18 juin et du 1^{er} septembre 1717, fixaient

(1) Colbert à M. Tubeuf, intendant à Tours, 9 avril 1679. Lettres. Tome IV, page 129.

la quantité et la qualité du pain et prescrivait le renouvellement de la paille, tous les quinze jours dans les cachots noirs et tous les mois dans les cachots clairs.

Ces prescriptions n'étaient pas mieux obéies que les ordonnances royales. Seules les prisons du clergé offraient quelques garanties. Deux arrêts de règlement en témoignent, qui défendaient de mettre les enfants de famille par correction, dans aucune autre prison que celle de l'officialité.

Les prisons des seigneurs étaient pires que les prisons royales.

Quant aux prisons d'Etat elles échappaient à toute surveillance. L'œil du magistrat n'y pénétrait jamais ; elles ne s'ouvraient et se fermaient qu'en vertu d'ordres émanés du cabinet du roi. Ce n'était pas le régime que l'on accusait, c'était l'institution même

Ni les ordonnances royales, ni les instructions des ministres, ni les arrêts de la magistrature, ni la charité publique n'ont corrigé les abus et sous Louis XVI ils étaient dénoncés avec la plus grande rigueur. Malesherbes fut chargé par le roi d'une grande enquête à la suite de laquelle il exposa la triste situation des prisonniers de France. Montesquieu et Voltaire dénoncèrent avec beaucoup de force l'état scandaleux de nos prisons. Le 30 août 1780, Louis XVI signa, sur la proposition de Necker, une déclaration qui donnait une première satisfaction à l'opinion publique. Le Roi constatait que des soins avaient été donnés à la Conciergerie, que des infirmeries aérées et spacieuses y avaient été installées, qu'on se proposait d'y prendre toutes les mesures exigées par l'ordre et l'humanité. Il annonçait en outre un règlement sur la police intérieure des prisons afin de prévenir l'oisiveté, la débauche et l'abus des pouvoirs subalternes. Le règlement promis était enregistré par le Parlement en février 1782. Il ne devait pas réussir à faire cesser les plaintes.

Les cahiers de 1789 (1) contenaient des vœux nombreux relatifs au régime et à l'état des prisons. Ils réclamaient des prisons sûres, des lits de paille, la séparation des hommes et des femmes, des accusés et des prisonniers pour dettes, des services religieux réguliers et des livres de morale. Le Tiers-Etat de Paris demandait l'organisation d'ateliers de travail, et le cahier du clergé d'Evreux proposait de faire de l'emprisonnement une peine de droit commun.

Droit intermédiaire. — La Révolution allait apporter dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres des idées nouvelles et des réformes importantes.

Le 27 août 1789, l'Assemblée Constituante affirmait dans une déclaration solennelle les droits naturels et sacrés de l'homme.

Aux termes de l'article IX « tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi ».

Ce texte visait nettement les atteintes à la dignité humaine et à la liberté individuelle, trop fréquentes sous l'ancien régime.

Pour l'avenir les constituants prescrivaient que « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme » ; que « la loi doit établir des peines strictement et évidemment nécessaires » et que « nul homme ne peut être arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. »

Le Code pénal du 25 septembre 1791 supprimait les châtimens corporels et faisait de l'emprisonnement la base de notre système répressif.

La prison, la longue prison devenait une véritable peine, mais elle n'était jamais perpétuelle.

(1) E. Champion. La France d'après les cahiers de 1789.

Les peines criminelles qui s'exécutaient sous forme d'emprisonnement étaient la réclusion dans une maison de force, la détention et la gêne qui consistait à enfermer le coupable dans un lieu éclairé, sans fers ni liens.

Le code organisait une sorte d'emprisonnement cellulaire en interdisant aux condamnés à la gêne toute communication avec les autres prisonniers.

La loi du 22 juillet 1791 prévoyait comme peines correctionnelles, l'emprisonnement et l'amende. Elle prescrivait de fournir aux détenus le pain, l'eau et le coucher. Une loi du 6 octobre 1791 autorisait les prisonniers à se procurer par leur travail des vivres supplémentaires.

Les prisons étaient surveillées par les municipalités et inspectées par des fonctionnaires spéciaux, ou même par des membres de l'assemblée.

Malgré l'encombrement des prisons, ce n'est pas sous la Révolution que le régime des détenus laissait le plus à désirer.

L'assemblée législative ne fit en matière pénale que des lois d'exception.

La convention, par un décret des 9 et 12 mars 1793, libéra les dettiers et supprima la prison pour dettes. Une loi du 24 ventôse an V dût revenir sur cette réforme en rétablissant l'état de chose antérieur.

Enfin la Convention donna à la France le « Code des délits et des peines » du 3 brumaire an IV. C'était un monument important au point de vue de la procédure criminelle, mais en matière pénale et pénitentiaire il n'apportait aucune innovation.

Pour ce qui est des déchéances pénales en droit intermédiaire, on a beaucoup discuté la question de savoir si la mort civile avait ou non été supprimée à cette époque. Dans le code de 1791, la seule peine perpétuelle était la peine de mort et le législateur n'avait consacré aucun texte

aux effets civils de cette peine. Il semble donc que la mort civile ait été exclue, au moins d'une manière tacite, du droit commun révolutionnaire, mais elle existait à titre exceptionnel contre les émigrés et contre les déportés pour cause politique, en vertu de deux lois du 28 mars et du 17 septembre 1793.

Avec le code de 1791 étaient apparues de nouvelles peines privatives de droits. Ce code introduisait dans notre droit la dégradation civique. De plus il consacrait un titre quatrième aux effets des diverses condamnations pénales. Les peines afflictives temporaires comme les fers, la réclusion, la gêne et la détention, ainsi que les peines infamantes comme la dégradation civique et le carcan, entraînaient la déchéance des droits de citoyen. Cette déchéance était perpétuelle.

Toutes les peines afflictives temporaires entraînaient, en outre, l'interdiction légale du condamné. L'article 2, titre 4, du code pénal de 1791 disait : « Quiconque aura été condamné à l'une des peines, des fers, de la gêne, de la réclusion, de la détention, ne pourra pendant la durée de la peine, exercer par lui-même aucun droit civil. Il sera pendant ce temps en état d'interdiction légale, et il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens. »

En résumé, la Révolution après avoir proclamé l'existence des droits individuels, s'est efforcée de les respecter en réformant la plus grande partie de l'ancienne législation. Toutes les innovations révolutionnaires n'ont pas eu le même avenir. Certaines d'entre elles, trop téméraires ou empreintes d'un idéalisme excessif, n'ont pas survécu aux assemblées qui les ont votées. D'autres au contraire ont conservé jusqu'à ce jour une place dans notre législation.

En droit pénal, le code de 1791 a introduit des réformes qui seront en grande partie conservées par la codification napoléonienne et qui de la sorte parviendront jusqu'à nous.

Code pénal de 1810. — Le code pénal de 1810 a conservé

l'emprisonnement à la base de notre système répressif. Il a maintenu la dégradation civique et l'interdiction légale.

Mais tout en s'inspirant fortement des principes et de l'œuvre révolutionnaire, il a marqué un certain recul sur le droit de 1791.

Il a rétabli les peines privatives de liberté perpétuelles et la mort civile. Il a ajouté aux peines correctionnelles une nouvelle déchéance, l'interdiction de certains droits civils, civils et de famille. Il a même repris certaines pénalités de l'ancien régime comme la marque ou la mutilation du poing à l'encontre des parricides.

Mais au cours du xix^e siècle, ces anachronismes devaient disparaître, des lois spéciales allaient compléter le code pénal de 1810 et lui permettre de vivre pendant plus d'un siècle et de rester jusqu'à aujourd'hui en vigueur.

Lois postérieures. — Il nous reste à parler de ces lois postérieures qui ont modifié l'emprisonnement pénal, le régime des prisons, et les peines privatives de droits.

Le 16 juin 1810, un décret a créé les maisons centrales.

Un décret du 18 juin 1811 a fait des autres prisons des propriétés départementales.

Les condamnés aux travaux forcés subissaient leur peine dans des bagnes continentaux comme ceux de Toulon, de Brest ou de Rochefort, où ils étaient enchaînés et passibles de la bastonnade.

Par conséquent au début du xix^e siècle les peines privatives de liberté s'exécutaient dans trois catégories d'établissements pénitentiaires, les maisons centrales, les prisons départementales et les bagnes continentaux.

A côté de l'emprisonnement normal, il faut signaler sous l'Empire, un décret du 3 mars 1810 qui a rétabli des ordres analogues aux anciennes lettres de cachet et des prisons d'Etat où les suspects étaient incarcérés « sans qu'il soit convenable, ni de les faire traduire devant les tribunaux, ni de les faire remettre en liberté parce que des considéra-

tions supérieures s'y opposent. » On a évalué à 2.500 le nombre des détenus de cet ordre à la fin de l'Empire.

C'est dire que même après la Révolution, la liberté individuelle n'était pas toujours respectée. La dignité humaine ne l'était pas davantage, et le sort des prisonniers suscitait à nouveau de nombreuses critiques. Cet état de chose revêtait d'autant plus de gravité que depuis la révolution la peine de prison était devenue la plus importante et la plus couramment appliquée.

Le gouvernement de la Restauration s'occupa beaucoup de l'état des prisons et de la situation matérielle des détenus. Une ordonnance du 9 avril 1819 modifia le régime alimentaire des prisonniers et la même année fut créée la société royale des prisons.

On a pu dire en exagérant un peu que ce fut l'âge d'or de l'emprisonnement. Les cantines étaient très bien approvisionnées, on admettait l'usage du tabac et le port d'argent, le travail était facultatif et les relations avec l'extérieur étaient largement tolérées.

Cet adoucissement au régime des prisons témoigne de l'intérêt que l'on portait aux questions pénitentiaires, mais il eut quelquefois de fâcheuses conséquences.

La monarchie de Juillet fut obligée de revenir sur ces dernières réformes pour réfréner les abus. Un arrêté du 10 mai 1839 et l'ordonnance du 27 décembre 1843 remplacèrent l'ordonnance du 2 avril 1817 sur les maisons centrales. Ces nouveaux textes introduisirent dans les prisons la règle du silence ; ils interdirent les boissons et le tabac ainsi que la faculté de porter de l'argent sur soi.

La Révolution de 1848 supprima le travail dans les prisons et suspendit l'exercice de la contrainte par corps. Deux réformes sur lesquelles on fut obligé de revenir aussitôt après leur application.

Sous le Second Empire, la loi du 30 mai 1854 organisa la transportation aux colonies pour les condamnés aux tra-

vaux forcés. Cette réforme en éloignant de la France les délinquants incorrigibles, entraînait la disparition des bagnes que l'on avait installés dans les villes maritimes.

La loi des finances de l'année 1855 enleva l'entretien des détenus aux départements pour le confier à l'Etat et l'arrêté du 10 mai 1839 sur le régime intérieur des maisons centrales fut modifié en 1863.

Enfin la loi du 22 juillet 1867 a restreint considérablement le domaine de la prison pour dettes. Elle a supprimé toute une catégorie de prisonniers en interdisant l'exercice de la contrainte par corps en matière civile, commerciale et contre les étrangers.

Dans un domaine tout différent la loi du 31 mai 1854 avait enfin aboli la mort civile. Elle la remplaçait par une déchéance moins grave, la double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit. La réforme s'imposait, il suffit pour s'en convaincre de relire, dans son traité de droit pénal, la critique que Rossi (1) faisait de l'institution : « Nous n'insisterons pas sur l'immoralité de la peine que l'on appelle mort civile ; de cette peine qui frappe directement et essentiellement les non coupables, qui attache à une fiction les conséquences les plus déplorables, et par laquelle on décide qu'a cessé d'être père, fils, mari, parent celui qui en dépit de toutes les aberrations humaines, n'en est pas moins père, fils, mari, parent, ayant comme tel des liens naturels, des devoirs et des droits qu'aucune puissance ne saurait détruire et légitimement paralyser. La mort civile est un anachronisme dans les législations modernes. Qui pourrait croire que le titre I^{er} du code civil français a été promulgué au commencement du xix^e siècle, quinze ans après 1789. »

La disparition de la mort civile est particulièrement intéressante pour nous. Elle prouve que dans le domaine des incapacités pénales, des limites de plus en plus étroites s'imposent au législateur. Au xix^e siècle on a commencé à

(1) Rossi. Traité de droit pénal. Tome III, p. 206.

comprendre qu'il existe des droits que la mort peut éteindre, mais que le législateur ne peut pas anéantir. Après 1854 nous ne trouverons plus rien sur les incapacités pénales.

La III^e République va préférer l'emprisonnement pénal aux peines coloniales. Elle consacrera des réformes importantes aux problèmes pénitentiaires. La loi du 5 juin 1875 a institué le régime de l'emprisonnement cellulaire pour toutes les prisons départementales. Une loi du 4 février 1893 est venue essayer de hâter la réforme qui se heurtait à des difficultés matérielles et financières sérieuses. Malgré ces deux textes nous verrons que l'emprisonnement individuel n'est pas encore appliqué dans toutes les prisons de courtes peines.

En 1880 une loi du 25 décembre a prévu un mode spécial de répression pour les crimes et les délits commis par les prisonniers à l'intérieur des prisons.

La loi du 14 août 1885 a introduit dans notre droit pénal la libération conditionnelle. Cette réforme a marqué une orientation nouvelle de la répression en répandant chez les détenus l'espoir d'un retour plus rapide à la liberté.

Au point de vue administratif divers décrets ont réglementé la gestion, le travail et la discipline des établissements pénitentiaires. En 1923 deux décrets, encore en vigueur, ont été promulgués relativement au régime des établissements de courtes peines. La réforme judiciaire de 1926 a eu pour conséquence la suppression de nombreuses prisons d'arrondissement. D'autres dispositions sont intervenues, mais le parlement français n'a voté aucune grande réforme pénitentiaire. Nous étions en droit d'attendre autre chose de notre législateur. Ces derniers temps la plupart des Etats étrangers ont modifié leurs institutions pénales. L'Espagne en 1928, la Yougoslavie en 1929, l'Italie et le Danemark en 1930, la Pologne en 1932, ont révisé leurs codes. La Belgique n'a pas entièrement refondu son code

pénal, mais elle a voté le 9 avril 1930 une loi de défense sociale qui a réorganisé tout son système pénitentiaire.

La France n'a pas encore adapté ses institutions répressives aux grands courants de la science pénale moderne. Elle en est encore à la phase des projets. Par un décret du 23 décembre 1930, une commission a été chargée de préparer la révision de notre code pénal. Cette commission a terminé la rédaction de l'avant projet en moins de trois ans et l'a soumis pour observations, aux Cours d'appel, aux facultés de droit, et aux sociétés savantes.

Elle a ensuite procédé à un nouvel examen de son œuvre. Il est résulté de ce travail de révision un nouvel avant projet que le gouvernement a fait sien le 15 mai 1934 en lui conférant le titre de « projet de loi portant réforme du code pénal. »

Ce projet contient au point de vue pénitentiaire, qui seul nous intéresse, des modifications heureuses. Il prévoit des espèces très différentes d'établissements qui remplaceront en partie au moins nos prisons actuelles. Ce sera des maisons spéciales de santé pour les aliénés, les alcooliques, les toxicomanes ou les personnes atteintes d'une infirmité mentale grave. Les récidivistes incorrigibles seront internés dans des maisons de travail, les mendiants et les vagabonds dans des dépôts de mendicité. On ne peut qu'approuver les améliorations projetées, mais il faut craindre qu'une fois votée la réalisation pratique se révèle difficile. Pour l'instant, oublions ces choses qui appartiennent au droit de demain et dont nous ne pouvons pas tenir compte dans notre travail.

Nous nous bornerons à définir le statut du prisonnier d'après notre droit positif. Ce droit positif nous le trouvons dans deux codes déjà anciens, dans des lois spéciales dont les plus récentes remontent au siècle dernier, enfin et surtout dans des décrets nombreux, dans un amas de circulaires et dans quelques décisions de justice.

Avant de rechercher quels sont les droits et quelles sont les obligations des prisonniers, nous allons poser quelques principes et fournir quelques détails sur les prisons actuelles, sur les personnes qui y vivent, et sur les privations de droits que le législateur moderne inflige à certains prisonniers.

SECTION II

Les Prisonniers

La privation de liberté n'est pas une invention moderne. Au cours de l'histoire elle s'est appliquée à des catégories extrêmement différentes d'individus. A l'heure actuelle encore, nous trouvons des groupes très nombreux d'hommes privés de liberté.

Nous ne voulons pas parler des aliénés internés dans des asiles, ni des mineurs détenus dans les prisons départementales ou dans les colonies pénitenciaires.

Les premiers sont privés de leur liberté mais ne sont pas des prisonniers. Au surplus leur capacité est compromise par leur maladie bien plus que par leur internement.

Les mineurs, comme les aliénés, sont des incapables qui n'exercent pas leurs droits quand ils sont libres et qui ne voient pas s'aggraver leur incapacité du fait de leur emprisonnement. Les mineurs privés de liberté ne seront jamais sauf de très rares exceptions des mineurs émancipés; l'âge légal de l'émancipation est en effet fixé à 18 ans, tout comme la majorité pénale.

Nous ne parlerons pas davantage des individus qui subissent des peines coloniales, car ils ne sont pas des prisonniers. Ils jouissent d'une liberté relative dans le lieu de

leur transportation et constituent au point de vue pénal et pénitentiaire une catégorie très différente du groupe de prisonniers dont nous voulons étudier le statut.

Nous voulons consacrer notre travail aux individus majeurs qui vivent dans les prisons françaises situées sur le territoire métropolitain. Par prisonnier nous entendons tout individu majeur incarcéré dans un établissement pénitentiaire de France.

Evidemment la population de nos prisons n'est pas homogène et nous serons amenés à distinguer diverses catégories de prisonniers, et en particulier les prisonniers pour dettes, les prévenus, les condamnés de droit commun, et les condamnés politiques. Selon qu'un prisonnier appartiendra à l'une ou l'autre de ces catégories, son statut juridique sera différent. Il importe donc avant toute chose de donner quelques précisions sur ces diverses classes de détenus.

Les prisonniers pour dettes sont des débiteurs incarcérés à la requête de leur créancier, par application de cette voie d'exécution particulièrement rigoureuse que l'on appelle contrainte par corps. L'institution n'est pas nouvelle. L'exécution sur la personne du débiteur a précédé l'exécution sur ses biens et l'emprisonnement pour dettes n'est qu'une forme d'exécution sur la personne. Tous les créanciers ne peuvent pas y recourir. Depuis 1867 la contrainte par corps ne peut être exercée que pour le recouvrement des dommages intérêts, des amendes et des frais de justice en matière pénale.

La loi des finances du 30 décembre 1928, dans son article 14, a abrégé la durée de la prison pour dettes et l'a supprimée en matière politique. Malgré ces restrictions il y a encore aujourd'hui des débiteurs dans nos prisons, nous dirons plus loin quelle est leur situation matérielle et juridique.

A côté de l'incarcération pour dettes, notre droit connaît la prison préventive. Ce n'est pas, non plus, une découverte moderne, puisque jusqu'à la Révolution c'était presque le

seul mode d'emprisonnement pratiqué. L'emprisonnement de garde consiste à s'assurer de la personne de certains individus sur lesquels pèse une inculpation et qui risquent d'échapper à l'action de la justice.

L'incarcération peut résulter d'une arrestation en flagrant délit ou d'un mandat d'amener. Dans ce cas elle a un caractère provisoire et se subit dans les dépôts ou dans les chambres de sûreté.

Si la détention résulte d'un mandat d'arrêt ou d'un mandat de dépôt, elle a un caractère préventif et se subit dans les prisons départementales. Seule cette détention préventive peut être considérée comme l'exécution anticipée d'une peine privative de liberté. Elle ne peut être employée que pour les crimes et les délits punis d'emprisonnement.

Nous ne pouvons étudier en détail la réglementation de la prison préventive. Dans ce domaine plus que dans tout autre, le législateur est tenu de respecter les droits de l'individu puisqu'il envoie en prison des hommes que les tribunaux n'ont pas encore jugés. Le législateur contemporain vient de se montrer très soucieux des droits individuels dans une loi récente du 7 février 1933. Il est même allé très loin dans ce sens, si bien qu'une autre loi du 25 mars 1935 a dû corriger les réformes excessives de 1933.

Telles sont les quelques observations que nous voulions formuler sur la détention préventive, sur cette catégorie de prisonniers que l'on appelle des inculpés, des prévenus ou des accusés et qui constitue une partie importante de la population pénitentiaire moderne.

Il est certain que nos prisons seraient trop grandes et trop nombreuses si elles n'abritaient que des mineurs, des dettiers et des prévenus. Depuis le code pénal de 1791, il y a en France des individus privés de liberté à titre de peine. « La privation de liberté, nous dit Rossi, est la peine par excellence des sociétés civilisées ». C'est en France l'une des peines les plus fréquemment appliquées.

Elle est organisée sous des formes différentes selon le but pénal que le législateur s'est proposé d'atteindre.

Lorsqu'il s'agit d'éliminer les délinquants dangereux et incurables, la privation de liberté s'exécute par la transportation aux colonies des individus condamnés.

Les condamnations aux travaux forcés ou à la déportation, ne nous intéresseront que dans la mesure où par suite d'une disposition légale exceptionnelle ou par l'effet d'une commutation de peine, elles seront exécutées sous forme d'emprisonnement.

Quand la privation de liberté a pour but, non pas d'éliminer, mais d'intimider ou d'amender le condamné, elle est organisée sous forme d'incarcération sur le territoire continental, sous le nom de réclusion, de détention, d'emprisonnement correctionnel ou d'emprisonnement de simple police.

La réclusion est une peine criminelle afflictive et infamante. Aux termes de l'article 21 du code pénal, l'individu reconnu coupable d'un crime et condamné à la réclusion « sera renfermé dans une maison de force » pendant une durée d'au moins cinq années et de dix ans au plus.

En matière correctionnelle, l'article 40 du code pénal prévoit l'emprisonnement dans une maison de correction. La durée de cette peine varie entre 6 jours et 5 ans. D'ailleurs le législateur revient sur la durée de la peine pour chaque délit particulier, de sorte que les chiffres de l'article 40 ne constituent qu'un minimum général et un maximum général.

Parmi les peines de simple police, nous trouvons encore l'emprisonnement. D'après l'article 465 du code pénal, « il ne pourra être moindre d'un jour, ni excéder 5 jours ». Il est évident qu'une peine aussi courte n'est pas de nature à influencer gravement sur le statut du condamné qui la subit.

En résumé, notre droit prévoit trois peines d'emprisonnement. Ce sont, la réclusion pour les infractions qualifiées

crimes, l'emprisonnement correctionnel en matière de délits et l'emprisonnement de simple police pour les contraventions.

Ces trois peines sanctionnent des infractions de droit commun.

En matière politique, les articles 20, 33 et 56 du code pénal édictent la peine de la détention qui consiste à l'emprisonnement dans « l'une des forteresses du territoire continental de la République ». La détention peut être prononcée pour une durée de 5 à 20 ans. Exceptionnellement aux termes de l'article 33, le bannissement peut se transformer en détention et dans ce cas la durée de la peine peut être inférieure à cinq ans. Comme la réclusion, la détention est une peine criminelle, afflictive et infamante, mais elle n'est encourue que pour des crimes politiques.

Il y a bien d'autres catégories de prisonniers. Nous nous en tiendrons surtout aux principales, à celles que nous venons d'énumérer. Il nous reste à voir maintenant quelles sont les prisons françaises où nous trouverons tous ces prisonniers dont nous nous proposons d'étudier le statut.

SECTION III

Les Prisons

Avant toute chose, il faut signaler le désaccord profond qui existe entre les dispositions légales et la situation de fait. Si le législateur a prévu des bâtiments différents et bien organisés correspondant aux diverses classes de prisonniers, le budget de l'administration pénitentiaire n'a jamais permis de réaliser pratiquement les réformes législatives.

On peut distinguer actuellement deux grandes catégories de prisons. Les maisons centrales ou prisons de longues peines et les établissements de courtes peines ou prisons départementales.

Les maisons centrales appartiennent à l'Etat. Il y a en France trois maisons centrales de force, affectées aux réclusionnaires. Elles sont situées dans les villes de Melun, Caen et Riom. Les maisons centrales de correction de Poissy, Loos, Clairvaux, Fontevrault, Nîmes et Ensisheim sont réservées aux individus condamnés à plus d'un an et un jour d'emprisonnement correctionnel.

Dans les maisons centrales d'hommes on trouve aussi des condamnés aux travaux forcés âgés de plus de soixante ans (Article 5. Loi 30 mai 1854), des militaires et des marins.

La peine politique de la détention devait s'exécuter dans une forteresse. En pratique elle se subit dans un quartier spécial de la prison de Clairvaux.

Il faut enfin signaler les maisons centrales affectées aux femmes. Depuis la suppression de la maison centrale de Montpellier, il ne reste plus que deux prisons de femmes, l'une à Rennes et l'autre à Hagueneau.

Elles sont occupées par des femmes condamnées à mort et graciées et par des femmes condamnées aux travaux forcés, à la réclusion, à la relégation, à la détention et à l'emprisonnement correctionnel pour plus d'un an et un jour.

La France possède donc, en tout, onze maisons centrales dont deux sont exclusivement affectées aux femmes.

Les prisonniers qui y sont enfermés vivent en commun dans la journée et devraient être séparés la nuit. Seule la prison de Melun possède assez de cellules pour son effectif complet. La prison de Rennes est la seule maison centrale construite en vue de sa destination. Les autres sont des bâtiments désaffectés, en général d'anciens couvents.

Il y a dans nos onze « centrales » 8.640 places et les dor-

toirs cellulaires ne peuvent loger que 3.894 détenus. En pratique donc certains prisonniers vivent en commun jour et nuit.

Dans les prisons départementales nous allons constater le même désaccord entre les lois et le fait.

L'article 40 du code pénal et les articles 603 et 604 du code d'instruction criminelle prévoient trois espèces de prisons départementales. Ce sont :

Les maisons d'arrêt pour les prévenus dans les chefs-lieux d'arrondissement.

Les maisons de justice dans les chefs-lieux de département pour l'incarcération des accusés, c'est-à-dire des individus justiciables de la Cour d'assises.

Les maisons de correction, pour les condamnés à une peine inférieure ou égale à un an et un jour d'emprisonnement correctionnel.

Dans quelques grandes villes on a pu constituer des établissements distincts pour les prévenus, les accusés et les condamnés, mais le plus souvent ces trois catégories de détenus sont réunies dans un même établissement. Depuis la suppression des prisons d'arrondissement et des prisons militaires, en 1926, il reste en France 144 prisons départementales. Elles devraient être toutes cellulaires depuis les lois du 5 juin 1875 et du 4 février 1893. Malgré ces textes nous n'avons que 53 établissements cellulaires, comprenant environ 10.000 cellules. Les autres prisons n'ont pas encore été transformées en vue de l'emprisonnement individuel.

Dans les établissements en commun on se contente de la séparation par quartiers. Il existe partout des quartiers distincts pour les hommes et pour les femmes, pour les prévenus et pour les condamnés. Quant aux autres catégories de détenus on leur affecte des quartiers séparés dans la mesure où les locaux le permettent.

Pour comprendre les difficultés matérielles auxquelles se

heurte l'administration pénitentiaire, il suffit d'énumérer les différentes classes de prisonniers qui habitent nos prisons départementales.

On y trouve :

- 1° Les inculpés, les accusés et les prévenus,
- 2° les passagers, c'est-à-dire les individus qui séjournent provisoirement dans une prison avant leur transfèrement,
- 3° les femmes détenues par internement administratif,
- 4° les faillis dans les cas prévus par les articles 455 et 456 du code de commerce, (1)
- 5° les prisonniers pour dettes,
- 6° les condamnés militaires,
- 7° les mineurs condamnés par le tribunal correctionnel à moins de six mois d'emprisonnement,
- 8° les condamnés à l'emprisonnement par le tribunal de simple police,
- 9° les condamnés à des peines inférieures ou égales à un an et un jour d'emprisonnement correctionnel pour des infractions de droit commun ou pour des délits politiques,
- 10° les individus condamnés à plus d'un an et un jour, maintenus dans les prisons départementales par autorisation ministérielle,
- 11° les femmes sur le point d'accoucher et les mères d'enfants de moins de quatre ans, qui doivent subir une peine supérieure à un an et un jour d'emprisonnement,
- 12° les individus condamnés pour avoir commis des crimes dans les prisons où ils étaient détenus,
- 13° les condamnés correctionnels et les réclusionnaires qui attendent leur transfert dans les maisons centrales,
- 14° les forçats et les relégables avant leur transfert dans

(1) Ces textes ne sont jamais appliqués en pratique.

les maisons centrales où ils attendent leur départ pour l'île de Ré,

15° les condamnés à mort avant l'exécution de leur peine.

Cette longue énumération nous montre l'extrême variété qui caractérise la population pénitentiaire des prisons départementales.

Pour terminer cette description des prisons françaises, nous signalerons l'existence de prisons municipales et de chambres de sûreté.

Une circulaire du 15 septembre 1810 a prescrit l'institution de prisons municipales et de chambres de sûreté. Une circulaire du 15 septembre 1827 a interdit d'y incarcérer des condamnés à l'emprisonnement. En pratique dans les communes où ces prisons existent elles servent à incarcérer les individus arrêtés en flagrant délit ou ceux qui font l'objet d'un mandat d'arrêt. On les appelle dépôts ou violons municipaux. Les chambres de sûreté annexées aux casernes de gendarmerie sont au nombre de 3.500 environ. Leur rôle pénitentiaire est insignifiant.

En somme, seules les maisons centrales et les prisons départementales présentent un intérêt au point de vue de notre travail. Dans ces établissements les principales catégories de prisonniers sont les réclusionnaires, les condamnés correctionnels de droit commun, les condamnés politiques, les prévenus et les prisonniers pour dettes. C'est le statut de ces individus que nous voulons étudier.

SECTION IV

Des peines privatives de droits qui accompagnent l'emprisonnement

Les prisonniers peuvent subir en même temps que la privation de liberté, la privation de certains autres droits. De même que la société retranche de son sein ceux qui portent atteinte à sa sûreté, de même le pouvoir social peut dépouiller de certains droits ceux qui sont indignes de les exercer.

Nous avons vu comment depuis le droit romain, des incapacités et quelquefois même une déchéance totale ont été attachées aux plus graves condamnations. Aujourd'hui encore notre législation, à côté de la peine de mort, de la privation de liberté et des peines pécuniaires, prévoit des peines privatives de droits. Ces peines sont perpétuelles ou temporaires. Elles peuvent atteindre les droits civils accordés à tout français par les articles 7 et 8 du code civil, ou les droits politiques attachés à la qualité de citoyen.

Il en résulte le plus souvent une incapacité de jouissance, c'est-à-dire une déchéance qui porte sur le droit lui-même. Pourtant dans certains cas le condamné n'encourt qu'une incapacité d'exercice, il conserve la jouissance de ses droits et peut, en général, les faire exercer par ses représentants.

Nous disons, en général, car il est certains droits, exclusivement attachés à la personne qui ne sont pas susceptibles d'être exercés par autrui. Pour ces droits la privation d'exercice équivaut à une privation de jouissance.

Notre législation organise quatre privations de droits à titre de peine : la double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit, la dégradation civique, l'interdiction légale et la privation des droits civiques, civils et de famille.

La double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit par donation ou par testament résulte de la loi du 31 mai 1854, article 3. Cette loi en abolissant la mort civile l'a remplacée par cette double incapacité qui est attachée à toute condamnation à une peine perpétuelle.

Dans des cas exceptionnels elle sera encourue par des prisonniers ; par les sexagénaires et par les femmes condamnés aux travaux forcés à perpétuité, ainsi que par les femmes condamnées à mort et graciées. Les déchéances et les incapacités attachées aux peines perpétuelles sont encourues bien que ces peines ne soient pas subies.

La dégradation civique est la plus grave déchéance qui puisse atteindre un individu. Elle peut être prononcée comme peine principale en matière politique ou comme peine accessoire des peines criminelles.

Aux termes de l'article 28 du code pénal et de la loi du 31 mai 1854, la dégradation civique résulte de plein droit de toutes les condamnations à des peines criminelles temporaires ou perpétuelles. Dans les prisons elle est encourue par les condamnés à la détention, par les réclusionnaires et par tous les condamnés à des peines criminelles qui sont renfermés dans les maisons centrales.

L'interdiction légale est comme la dégradation civique une conséquence des condamnations criminelles, comme elle, elle s'applique à tous les prisonniers condamnés à des peines criminelles afflictives ou infamantes. Mais il faut une condamnation contradictoire ; le contumax n'est pas en état d'interdiction légale.

L'interdit légal est privé de l'exercice des droits civils dont il n'a pas perdu la jouissance par l'effet de la dégra-

dation civique. Il lui est nommé un tuteur qui les exerce à sa place. On a voulu, dit-on, empêcher les condamnés d'utiliser leurs ressources pour adoucir leur sort ou pour préparer leur évasion. Ces raisons n'étaient pas étrangères à l'esprit du législateur, mais il faut dire aussi que la capacité du condamné serait incompatible avec sa situation matérielle.

En présence d'une incapacité de fait, les articles 29, 30 et 31 du code pénal organisent une incapacité de droit temporaire, qui permet de protéger le patrimoine du condamné pendant l'exécution de sa peine. A la différence de la dégradation civique l'interdiction légale apparaît à certains égards comme une mesure de protection. Elle ne porte que sur l'exercice de certains droits et elle cesse dès que la peine est exécutée.

En somme les prisonniers qui subissent des peines criminelles sont privés de la jouissance de certains droits par la dégradation civique et sont incapables d'exercer leurs autres droits du fait de leur état d'interdiction légale.

Les condamnés à des peines perpétuelles sont de plus incapables de disposer et de recevoir à titre gratuit par donation ou par testament. Leur testament même fait en temps de capacité est nul. Ils peuvent exceptionnellement recevoir à titre gratuit « pour cause d'aliments ».

En matière correctionnelle, l'article 42 du code pénal permet de priver les condamnés correctionnels de l'exercice de certains droits civiques, civils et de famille.

Aux termes de l'article 43 du même code cette peine doit être prononcée et ne peut l'être que dans certains cas. Il faut qu'un texte spécial permette au juge de prononcer les incapacités de l'article 42.

Même en présence d'un texte, le tribunal correctionnel peut choisir entre les différents droits que la loi énumère. Il peut priver le condamné de certains droits seulement et la privation ne doit porter que sur l'exercice de ces droits.

Dans les cas où l'article 42 est insuffisant ou n'est pas

applicable, le législateur a édicté des incapacités ou des déchéances spéciales.

Nous trouvons ces incapacités correctionnelles accessoires dans les lois sur le jury, sur l'enseignement, sur le recrutement de l'armée, sur la chasse, sur l'ivresse, sur la profession de banquier et dans bien d'autres textes dont nous ne pouvons parler ici, mais auxquels nous nous référerons dans la mesure où ils pourront nous être utiles.

Pour en finir avec les privations de droits nous signalerons que jamais les condamnations de simple police ne portent atteinte aux droits civils et politiques du condamné. Seules les condamnations criminelles et correctionnelles entraînent des incapacités et des déchéances, nous retiendrons celles qui frappent les prisonniers.

Leur statut résulte à la fois de ces déchéances et de la privation de liberté qu'on leur impose.

Nous nous demanderons quels sont les droits des prisonniers et quelles sont aussi leurs obligations. Il s'agit de savoir si leur statut diffère beaucoup de celui des hommes libres et si les déchéances qu'ils subissent sont justifiées. Il faut savoir si l'Etat accomplit sans abus sa mission répressive, si le sort des prisonniers modernes est en harmonie avec notre conception de la dignité humaine et si leur situation juridique est conforme à la notion actuelle de la personnalité de l'homme.

Tels sont les problèmes qui se posent et qui doivent dominer ce travail.

Dans une première partie nous définirons le statut du prisonnier quant aux droits essentiels de la personnalité humaine. Nous consacrerons la deuxième à l'étude des droits privés du prisonnier.

PREMIÈRE PARTIE

DES DROITS DE LA PERSONNALITÉ

Les droits de la personnalité sont des droits individuels qui ont pour principal caractère d'appartenir à tout homme sans aucune distinction. Ils sont attachés, non pas à la qualité de français, ni à la qualité de citoyen mais seulement à la qualité d'être humain.

Pour la première fois au XVIII^e siècle on a formulé d'une façon nette l'existence de ces droits. On les appelait droits naturels : c'était, en effet, pour les penseurs de l'époque, les droits que l'individu possédait à l'état de nature et dont il ne pouvait consentir le sacrifice au pouvoir social. Cette dénomination se rattachait à la conception philosophique du XVIII^e siècle et tout particulièrement aux théories de Rousseau, de Locke et de Sieyès. Ces théories qui ont été fécondes sont actuellement abandonnées.

Depuis la Révolution de 1789 les gouvernements qui se sont succédés ont marqué leur avènement par des actes solennels de nature à apaiser les esprits. Ils ne se sont pas contentés de donner à la France de nouvelles lois constitutionnelles, ils ont publié des déclarations des droits de l'individu, en affirmant que l'Etat nouveau se reconnaissait des limites et qu'il respecterait les droits méconnus par le régime précédent.

En 1875, l'assemblée nationale, en modifiant notre constitution n'a rédigé aucune déclaration des droits. Il est facile d'expliquer cette réticence si l'on rappelle dans quelles circonstances politiques notre constitution républicaine a été votée. Au sein d'une assemblée extrêmement divisée on a jugé préférable de ne pas aborder les questions de principe. Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle la France ne possède aucun texte permettant de défendre contre le pouvoir social les droits de la personnalité humaine.

Nos codes qui réglementent minutieusement les droits du patrimoine passent presque sous silence les droits de la personnalité. Il ne faudrait pas pour cela assimiler notre pays aux nations voisines où le triomphe de doctrines totalitaires conduit à la négation des droits individuels. La France a des traditions individualistes, et malgré l'absence de déclaration solennelle l'opinion publique a une conscience très nette des droits fondamentaux de l'individu. Les Français ne sont pas d'ailleurs absolument démunis ; lorsqu'ils veulent affirmer l'un de ces droits, ils se réfèrent à la première et à la plus grande déclaration, à celle du 27 août 1789.

Depuis 1875 la démocratie française a relativement bien respecté les droits fondamentaux de ses sujets. Elle doit continuer à le faire, car l'individu seul est un être réel, libre et responsable ; la société politique existe pour l'individu et doit assurer le respect des droits individuels de ses membres. Tout pouvoir social qui méconnaît les droits de la personnalité humaine manque à sa mission la plus essentielle ; il n'a plus aucune raison d'être. Ces droits dont nous affirmons qu'ils sont nécessaires à l'homme, paraissent très nombreux si nous relisons les multiples déclarations qui les ont consacrés. En réalité, on peut tous les ramener à la liberté individuelle. La personnalité de l'homme est faite des diverses manifestations de cette liberté dans les domaines différents du corps, de l'intelligence et de l'esprit.

Les droits de la personnalité qui normalement doivent appartenir à tout homme, subissent une atteinte particuliè-

rement grave dans les prisons puisque, par définition même, les prisonniers sont des hommes privés de liberté. Il est d'ailleurs facile de prévoir que cette privation n'est pas totale et nous devinons par avance que le prisonnier conserve certains droits. Nous avons vu comment au cours de l'histoire des règles se sont établies pour consacrer de façon précise les droits du prisonnier. A mesure que l'emprisonnement a cessé d'être un simple procédé de garde pour devenir une peine, la réglementation du statut des prisonniers est devenue plus nette et en même temps plus humaine, parce qu'on arrivait à un moment de l'histoire où les droits de l'individu étaient hautement proclamés.

Quoi qu'il en soit et malgré ces progrès dans le sens d'une affirmation des droits de la personne humaine du prisonnier, aucune loi, aucun texte n'a formulé les droits fondamentaux des prisonniers. L'amélioration de leur sort n'a été réalisée que par des réformes fragmentaires, nombreuses sans doute, mais encore insuffisantes et sans coordination entre elles.

Il faut arriver au 24 septembre 1934 pour voir apparaître une véritable déclaration des droits du prisonnier. (1) A cette date, en effet, à Genève, la commission pénale et pénitentiaire présentait à la cinquième commission de la Société des Nations un ensemble de règles pour le traitement des prisonniers. Le texte soumis à la commission était composé de 55 règles fixant les conditions qui doivent être observées pour le traitement de toute personne privée de sa liberté et la commission pénale et pénitentiaire formulait le principe qu'aucun système pénitentiaire ne devait être inférieur à ce minimum.

La cinquième Commission a été unanime à admettre que pour des raisons d'ordre humanitaire et scientifique le traitement de toutes les catégories de prisonniers ne devrait

(1) Voir page 195 à 202 le texte de cette déclaration sous le titre « Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers ».

jamais être inférieur aux 55 règles qui lui étaient soumises. Elle a adopté à l'unanimité le projet de résolution suivant :

« L'assemblée,

« Ayant pris connaissance de la résolution adoptée par la Commission internationale pénale et pénitentiaire en août 1934 sur l'ensemble des règles révisé pour le traitement des prisonniers ;

« Considérant que cet ensemble de règles constitue un minimum au-dessous duquel le régime pénitentiaire d'aucun Etat ne devrait tomber ;

« Considérant qu'il serait hautement désirable que des efforts fussent déployés pour améliorer le traitement des prisonniers en dépassant ce minimum, ainsi que cela a été fait dans plusieurs pays ;

« Recommande aux gouvernements de prendre en considération l'ensemble de règles élaboré par la Commission pénale et pénitentiaire comme minimum pour le traitement de tout individu privé de liberté ; etc... »

Nous allons nous demander en étudiant les droits de la personnalité humaine dans nos prisons, jusqu'à quel point l'Etat français possède un régime pénitentiaire conforme aux règles posées par la Société des Nations, pour le traitement des prisonniers.

Nous étudierons d'abord les droits du prisonnier sur sa personne physique, en second lieu la liberté du travail dans les prisons, enfin les droits intellectuels du prisonnier et sa liberté spirituelle.

CHAPITRE I

DROITS DU PRISONNIER SUR SA PERSONNE PHYSIQUE

Tous les hommes libres ont le droit de se déplacer, d'aller et de venir, de s'arrêter quelque part et d'y fixer leur résidence. Ils peuvent quitter le lieu où ils vivent pour aller s'établir ailleurs, dans une autre ville, dans une autre région, ou même dans un pays indépendant de l'Etat dont ils sont les sujets. Rossi appelle cette faculté « la liberté locomotrice ». L'emprisonnement consiste dans la privation de cette liberté corporelle extrêmement précieuse pour l'individu.

Normalement les autres libertés et les autres droits de l'homme devraient rester intacts, mais il n'est pas possible de les respecter entièrement. Le législateur en enlevant sa liberté locomotrice à l'individu porte atteinte à ses autres droits individuels selon des modalités que nous allons préciser.

SECTION I

Droit pour le prisonnier de vivre dans des conditions matérielles normales pour un être humain

Les prisonniers quittent le monde pour vivre entre des murs dans des maisons fortes où on les renferme pour un temps plus ou moins long. Que deviennent-ils à l'intérieur de ces prisons ? La privation de liberté n'est pas la même pour tous, et le droit d'aller et de venir dans la prison varie selon les catégories pénales.

Dans les maisons centrales les prisonniers peuvent se déplacer du dortoir au réfectoire ou à l'atelier, ils circulent dans l'établissement où ils sont internés en se conformant au règlement pénitentiaire. Il en est de même dans 91 prisons départementales qui n'ont pas encore été transformées pour l'emprisonnement individuel.

Dans les prisons cellulaires la liberté locomotrice est beaucoup plus restreinte puisque le prisonnier vit en cellule sur un espace de quelques mètres carrés à peine. Il ne sort que très exceptionnellement dans le reste de l'établissement. La loi du 5 juin 1875 a tenu compte du caractère plus rigoureux de ce mode d'incarcération en réduisant du quart la durée des peines, supérieures à trois mois, subies sous le régime de l'emprisonnement individuel.

La réduction du quart a lieu de plein droit. Le régime cellulaire est prévu pour les condamnés à des peines infé-

rieures ou égales à un an et un jour d'emprisonnement, ainsi que pour les inculpés, les prévenus et les accusés.

Pourtant l'article 3 de la loi de 1875 permet de déroger à cette règle. Les condamnés à plus d'un an d'emprisonnement peuvent sur leur demande être soumis au régime individuel. Evidemment cette admission au régime cellulaire n'est pas un droit pour le condamné, mais il est curieux de constater qu'une initiative est laissée aux prisonniers dans ce domaine qui constitue la base même, l'élément essentiel de la peine.

Les prisonniers peuvent donc vivre soit dans des cellules, soit dans des salles plus vastes, selon la cause de leur incarcération et bien souvent aussi dans la mesure où les bâtiments le permettent.

En vérité, sauf le droit à une réduction de peine pour les condamnés en cellule, le sort des divers prisonniers n'est pas extrêmement différent. Tous sont astreints à résider dans des locaux d'où ils ne peuvent pas sortir pendant la durée de leur incarcération. Leur plus important déplacement consiste à effectuer une promenade quotidienne d'une heure environ. Cette promenade, obligatoire pour les condamnés, est facultative pour les prévenus et les accusés.

Dans les prisons cellulaires, elle a lieu dans des préaux individuels de dimension fort réduite, guère plus grands que les cellules.

Dans les autres établissements la promenade a lieu dans la cour, sous la surveillance des gardiens. Les prisonniers doivent marcher en file et en silence. Bien souvent cette mesure qui permet aux détenus de passer un moment de la journée à l'air libre n'a aucun caractère récréatif. Dans nos maisons centrales le seul moyen de récréation physique consiste à organiser des manœuvres de pompe à incendie. En dehors de cela nos prisonniers ne se livrent à aucune gymnastique ni à aucun sport. En Amérique au contraire dans la plupart des prisons la vie au grand air est large-

ment organisée. Cela ne veut pas dire que l'emprisonnement fonctionne mieux qu'en France, mais au point de vue physique il comporte un élément de supériorité. M. Henry van Etten, après une enquête aux Etats-Unis, a déclaré : « Les détenus ont l'allure d'hommes restés en possession de leurs moyens physiques et mentaux. Nulle part je n'ai vu ces allures effrayantes d'hommes abrutis ou émaciés, véritables loques humaines, comme celles que j'ai vu dans mes visites de maisons centrales en France ». (1)

Il est triste que l'on puisse parler dans de pareils termes des prisonniers français. On peut admettre que certains individus soient renfermés dans un atelier ou dans une cellule pour des raisons d'ordre ou de défense sociale ; il ne faut pas leur imposer des privations qui font d'eux de « véritables loques humaines ».

Les prisonniers doivent vivre dans des bâtiments sains, ils doivent pouvoir rester propres et être vêtus convenablement. Tant que ces conditions ne seront pas remplies il ne faudra rien attendre de notre système pénitentiaire. Tant que les détenus n'auront pas l'apparence d'hommes propres et normaux, il est inutile de songer à les relever moralement.

L'état des locaux, le respect des règles de propreté élémentaire et la réglementation du costume pénal, ce sont là trois problèmes qui ne doivent pas être négligés dans une conception humaine et utile de l'emprisonnement.

Il serait inhumain et maladroit, sous prétexte que les prisonniers sont des individus sales au point de vue moral, de les faire vivre dans des locaux obscurs et dans la saleté, en les affublant d'un costume humiliant ou malpropre.

Le problème des locaux est essentiel. D'abord parce qu'ils constituent l'élément fondamental de la mesure que l'on veut infliger. Il n'y a pas d'emprisonnement sans prison.

(1) Revue pénitentiaire 1931, p. 166. Les prisons aux Etats-Unis.

Ensuite parce que la discipline des établissements pénitentiaires et la fonction sociale de la peine dépendent directement de l'état des locaux. Enfin et surtout parce que les prisonniers ont le droit de vivre dans des bâtiments clairs.

Les anciennes abbayes qui nous servent de maisons centrales sont en général très défectueuses à ce point de vue. La séparation des détenus pendant la nuit n'est pas partout réalisée. Dans certains établissements où elle existe, les lits sont distribués dans de petites cages en fer extrêmement étroites et dotées d'un mobilier très rudimentaire. Les prisons de courtes peines sont à la charge des départements, mais l'entretien des détenus incombe à l'Etat. Malheureusement les dépenses d'entretien des locaux et les grosses réparations ne sont pas obligatoires pour les départements. De la sorte, les départements n'ont aucune raison de faire réparer des établissements dont ils n'ont pas à assurer la gestion et l'Etat, gérant des prisons départementales, n'a aucun moyen de faire entretenir les locaux. Cette situation fautive explique le dépérissement de nombreuses prisons et la survivance du régime en commun dans plus de la moitié de nos prisons départementales, malgré les lois de 1875 et 1893.

En 1927, une circulaire du ministre de la justice, engageait les conseils généraux à effectuer la transformation de leurs prisons en commun en établissements cellulaires. Cette démarche n'a pas changé grand'chose à la situation antérieure. Il faut le regretter, car si le principe de l'isolement absolu est discutable, on ne peut pas contester l'utilité de la cellule à certaines heures de la journée, surtout la nuit. Lorsque les prisonniers sont inoccupés ou quand la surveillance est difficile, ils doivent être séparés les uns des autres. Les contaminations morales ne sont pas les seules à craindre.

La transformation de nos prisons présente une autre utilité. Elle nous amènerait fatalement à construire des bâtiments neufs ou à réparer les anciens. De toute façon

on remettrait à neuf les prisons départementales et au moins les dortoirs des maisons centrales.

La réforme s'impose pour beaucoup de prisons en commun, très anciennes, situées à proximité des tribunaux, au centre même et dans les plus vieux quartiers des villes.

Plus que les autres hommes, les prisonniers ont le droit de vivre dans des maisons saines parce qu'ils n'ont pas le droit d'en sortir pour aller respirer ailleurs. La société a le devoir de leur fournir des locaux suffisants et qui sans être confortables soient convenablement aménagés. Elle ne le fait pas toujours ; nous connaissons des prisons d'arrondissement où les prisonniers passent leurs journées en commun dans une même salle. Dans ce local ils font leur toilette, ils mangent, ils travaillent et ils sont contraints de satisfaire tous leurs besoins en présence des autres détenus. Un tel état de chose devrait être supprimé depuis des siècles. Si pour certaines réformes l'administration se heurte à des difficultés budgétaires, il est des cas où l'argument ne peut pas être invoqué et où elle est inexcusable de laisser se perpétuer des pratiques dont la suppression ne lui imposerait aucune dépense sérieuse.

Il faut aussi que les prisons soient aménagées pour que pendant leur détention les prisonniers puissent vivre proprement.

Les règlements pénitentiaires contiennent quelques dispositions qui ont pour but de faire respecter les règles d'hygiène les plus élémentaires.

A leur entrée en prison les détenus doivent être baignés et leurs vêtements désinfectés, s'il y a lieu. Par là suite ils doivent avoir à leur disposition des lavabos et des salles de douches. En pratique ces règles ne sont pas toujours observées. Les lavabos sont souvent mal installés et les salles de douches sont rares. Lorsqu'elles existent les prisonniers y sont conduits en général une fois par quinzaine.

Dans les cantines les détenus trouvent divers objets de

toilette, tels que des brosses, des peignes ou du savon. Ils ont le droit de se procurer ces objets et de s'en servir, mais évidemment dans la mesure où l'installation matérielle de la prison le leur permet. Ils ne peuvent pas garder à leur disposition des instruments dangereux, tels que les rasoirs. Cette prohibition se concilie mal avec l'interdiction du port de la barbe. Dans les prisons importantes il y a un coiffeur, dans les autres les prisonniers se contentent d'une tondeuse avec laquelle l'un d'eux coupe la barbe de ses compagnons. La coupe de cheveux est obligatoire pour les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement. Cette atteinte aux droits de l'individu est parfaitement admissible. Elle se justifie pour des raisons de propreté et d'ailleurs elle n'est pas spéciale aux prisonniers puisque dans les casernes les militaires y sont astreints.

Il faut ajouter qu'à titre de récompense les prisonniers peuvent se laisser pousser les cheveux et la barbe trois mois avant leur libération. Cette disposition devrait être souvent appliquée car elle constitue un élément important de reclassement pour les libérés.

Nous en aurions fini avec cet examen des conditions matérielles élémentaires de l'emprisonnement s'il ne nous restait à parler du costume des prisonniers. Nous venons de signaler qu'au moment de l'incarcération on désinfecte les vêtements des détenus. Il ne faudrait pas en conclure qu'ils ont le droit de conserver dans la prison leurs vêtements personnels. Cette faculté n'est réservée qu'à certains d'entre eux. Les autres sont obligés de revêtir un uniforme que l'administration leur fournit.

Dans les maisons centrales hommes et femmes sont astreints au port du costume pénal. La même obligation pèse sur les condamnés de droit commun incarcérés dans les prisons départementales à moins que la durée de leur peine soit inférieure à un mois d'emprisonnement. Le préfet peut même accorder des dispenses quand la durée de la peine n'excède pas trois mois.

La composition du costume est déterminée par le cahier des charges de 1890. Les hommes portent une chemise, un caleçon, une vareuse, un gilet, un pantalon, un béret, une cravate, des chaussons et des sabots. Pour les femmes le costume consiste en une robe de droguet, un fichu, un tablier et des bas de laine ; comme les hommes elles sont chaussées de sabots.

Les prisonniers politiques et les dettiers de l'Etat ou des particuliers sont dispensés du port du costume pénal. Les prévenus et accusés peuvent le porter s'ils le demandent ou si l'autorité judiciaire l'ordonne.

Dans les établissements cellulaires tous les prisonniers doivent porter un capuchon quand ils sortent de leur cellule. C'est une sorte de masque qui leur permet de voir tout en dissimulant les traits de leur visage. Il s'agit d'assurer l'isolement et d'éviter tout contact entre les détenus. Nous ne discuterons pas sur l'opportunité d'un tel appareil. La question se rattache à un problème plus vaste, celui du choix entre le régime cellulaire et l'emprisonnement en commun. En fait le port d'un capuchon n'est appliqué nulle part sauf dans la prison de Fresnes. C'est donc un accessoire vestimentaire de peu d'importance.

Nous retiendrons dans toutes ces dispositions de détail sur le vêtement des prisonniers, la règle générale qui s'en dégage, à savoir que seuls les condamnés de droit commun sont astreints au port du costume pénal quand ils purgent une peine d'au moins un mois d'emprisonnement.

Les autres prisonniers ne perdent pas le droit de conserver leurs vêtements personnels. On a donc raison de parler du costume pénal et non du costume pénitentiaire.

Cela prouve que ce costume n'est pas seulement imposé aux prisonniers pour des raisons d'ordre, de propreté ou de discipline, sinon on l'imposerait à tous. Il comporte aussi un caractère pénal, il est l'un des éléments de la peine comme une sorte d'infâmie.

Cette conception n'est-elle pas critiquable ? Le vêtement du prisonnier comme tout uniforme doit exercer une influence sur celui qui le porte. Il ne faut pas qu'en revêtant le costume pénal, les prisonniers ressentent une déchéance qui les décline définitivement et n'augmente chez eux le sentiment qu'ils sont un groupe de déshérités, en lutte contre le reste des hommes. Le port du même costume risque de fortifier cette mentalité de classe.

De plus le port de vêtements identiques par tous les prisonniers est contraire à l'individualisation de la peine. On l'a d'ailleurs compris puisqu'il est permis à certains détenus, de coudre sur leur uniforme des galons de bonne conduite ou de porter, à titre de récompense, des souliers et des sous-vêtements personnels.

Il serait utile de généraliser ces mesures et par exemple d'habiller différemment les diverses catégories de condamnés. Les prisonniers les mieux amendés porteraient un costume d'une couleur différente et surtout mieux taillé et plus esthétique. En changeant de classe ou de quartier le prisonnier changerait de costume. Pour les nouveaux venus cela constituerait un facteur d'émulation indiscutable ; il suffit pour s'en convaincre de constater le désir qu'ont les détenus de porter des souliers à la place de leurs sabots. Une fois la récompense obtenue, le changement de costume introduirait chez le prisonnier, un élément de dignité et une nouvelle raison de se bien conduire.

Dans nos prisons le costume pénal contribue à avilir les prisonniers, il faudrait l'utiliser pour les redresser. Ils doivent conserver leur personnalité au cours de leur détention, ils doivent conserver le sentiment qu'ils sont restés des hommes et que si on les prive de certains droits, on respecte les autres.

On les prive de liberté, mais on doit les enfermer dans des prisons aérées et convenablement aménagées. Dans ces prisons, ils doivent pouvoir entretenir la propreté de leur corps et avoir l'aspect physique d'hommes normaux. On

impose à certains condamnés un uniforme pénal, ils ne doivent pas se sentir irrémédiablement amoindris par ce costume qui devrait traduire d'une façon concrète l'état de leur amendement. Telles sont les conditions matérielles qui devraient être à la base d'un emprisonnement bien compris.

Elles constituent, en quelque sorte, le décor dans lequel les prisonniers vont vivre et sans lequel on ne peut pas utilement entreprendre leur réadaptation à la vie sociale.

Dans ces locaux et sous ces costumes on fait vivre des hommes qu'il ne faut pas diminuer physiquement, ni abêtir.

Nous allons voir, d'ailleurs, qu'il ne suffit pas de créer un décor digne d'abriter des hommes, mais qu'il est nécessaire de respecter ces hommes eux-mêmes dans leur corps et dans leur santé physique.

SECTION II

Droit à l'intégrité du corps et à la santé

Les modalités de l'emprisonnement ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité du corps des prisonniers. Quelles que soient les nécessités de la discipline on ne peut plus admettre dans les prisons, l'existence de châtiments corporels. Ils constituaient dans l'ancienne France des peines indépendantes, ils ne doivent pas reparaître comme des accessoires de la privation de liberté. Disons tout de suite que dans notre système pénitentiaire les châtiments corporels n'ont

aucune place. Il arrive aux prisonniers de subir des punitions pour des infractions à la discipline, mais le règlement interdit tout acte de violence contre leur personne. (1)

Dans les prisons départementales les sanctions sont infligées par le directeur ou quelquefois par un prétoire de justice disciplinaire. Tous les individus détenus dans ces prisons peuvent être réprimandés, privés de vin ou de lecture ou mis au pain sec pendant trois jours. D'autres punitions sont spéciales à certaines catégories de prisonniers. Les condamnés peuvent être privés de visites ou de correspondance. On peut leur infliger une amende pour refus de travail ou pour malfaçon dans leur travail. Les prévenus et les accusés se voient quelquefois refuser l'usage du tabac ou la faculté d'occuper une cellule de pistole, c'est-à-dire une cellule plus confortable et mieux meublée.

Dans toutes les maisons centrales fonctionne un prétoire de justice disciplinaire. C'est une sorte de tribunal spécial à la prison constitué par le directeur, le sous-directeur et l'instituteur, assistés du surveillant-chef. Les principales punitions sont la privation de cantine, de promenade ou de correspondance. On peut aussi prononcer des amendes ou retenir aux prisonniers une partie du produit de leur travail.

Enfin il existe trois sanctions communes à tous les établissements pénitentiaires, mais organisées surtout dans les maisons centrales. Ce sont des punitions qui ont toujours un caractère disciplinaire, mais qui sont plus rigoureuses que les précédentes. Nous voulons parler de la cellule, de la chambre de discipline et de la mise aux fers.

Le directeur de la circonscription pénitentiaire peut infliger jusqu'à 15 jours de réclusion dans des cellules de punition ; le préfet peut aller jusqu'à 30 jours ; au delà de ce chiffre le ministre de la justice est seul compétent. Le condamné mis en cellule peut être privé d'une partie de sa

(1) Art. 25. Décret du 19 janvier 1923.

literie. On lui laisse toujours une couverture. Un jour sur quatre il mange comme les autres détenus, le reste du temps il est au régime du pain sec et de l'eau. L'envoi à la salle de discipline est exceptionnel en matière de courtes peines. C'est un local où les punis sont sous la surveillance d'un gardien. Chaque heure ils marchent pendant 45 minutes et le reste du temps ils peuvent s'asseoir sur un siège sans dossier. Le régime alimentaire est le même que pour les détenus punis de cellule.

Le médecin doit visiter très souvent la chambre de discipline et les cellules de punition. Il a le pouvoir de suspendre ces mesures si elles sont de nature à affecter gravement la santé du prisonnier.

L'article 614 du code d'instruction criminelle prévoit pour tous les prisonniers la mise aux fers en cas de fureur ou de violences graves. Une circulaire du 6 novembre 1924 recommande d'enlever les fers la nuit et pendant les repas. Signalons en passant que les condamnés à mort sont souvent mis aux fers en attendant l'exécution de leur peine. Nous ne pensons pas que l'on puisse trouver excessives ces diverses punitions. Elles sont indispensables dans nos établissements pénitentiaires où les prisonniers sont nombreux et vivent le plus souvent en commun.

Seule la salle de discipline, qui d'ailleurs n'existe pas pour les détentionnaires, ni pour les femmes, pourrait être supprimée. Elle ne constitue pas un véritable châtiment corporel mais il nous paraît que cette sorte d'appareil de torture raffiné n'est pas absolument nécessaire. La cellule de punition est un moyen disciplinaire aussi efficace et plus humain. Il faudrait cependant supprimer certaines cellules humides et obscures et donner aux punis une nourriture plus substantielle. Il faut enfin souhaiter que les directeurs appliquent avec beaucoup de circonspection les sanctions graves et surtout que les médecins visitent régulièrement les prisonniers punis afin de s'assurer que leur santé n'est pas compromise.

Il ne faut pas, en effet, se contenter d'un régime pénitentiaire qui exclut tout acte de violence physique, il faut aussi respecter la santé des détenus.

Pour vivre en bonne santé, les prisonniers ont droit à une nourriture suffisante et convenablement préparée. Nous allons fournir quelques renseignements sur le régime alimentaire des prisons. Il n'est pas le même pour tous. Nous distinguerons à ce point de vue les condamnés de droit commun des autres détenus.

Les condamnés de droit commun ont droit à deux repas par jour qui sont pris à onze heures du matin et à six heures du soir. Leur ration de pain est la même dans toutes les prisons. Elle est de 800 grammes par jour pour les hommes et de 750 grammes pour les femmes. La qualité de la farine est précisée par les règlements. Le pain doit être fabriqué 24 heures au moins avant la distribution.

Pour ce qui est des autres aliments il faut distinguer.

Dans les établissements de courtes peines, il n'y a de régime gras que les dimanches et les jours fériés, à moins que la prison ne soit cellulaire, auquel cas le règlement prévoit deux régimes gras par semaine. Le régime gras comporte le matin demi-litre de bouillon préparé avec 15 kgs de viande de bœuf pour cent individus. De temps en temps on peut utiliser la viande de cheval et en hiver de la viande frigorifiée. Au repas du soir, chaque prisonnier a droit à trois décilitres de pitance de pommes de terres et à 75 grammes de la viande que l'on a fait bouillir le matin.

Le reste du temps les détenus ne reçoivent qu'une nourriture maigre qui comprend demi-litre de soupe le matin et le soir une pitance de pommes de terre, de pois, de lentilles, de riz ou de haricots selon les jours de la semaine. Les légumes secs doivent être accommodés de temps en temps à l'huile et au vinaigre et quelquefois remplacés par des légumes verts.

Dans les maisons centrales, il y a deux régimes gras par

semaine, le dimanche et le jeudi. Le matin les détenus ont droit à 0 litre 40 de soupe, le soir à une pitance de pommes de terre ou de légumes secs. Les jours gras la ration de viande est de 150 grammes.

D'après le règlement tous les aliments doivent être de bonne qualité commerciale. Les légumes secs doivent être de la dernière récolte et d'une cuisson facile. Les portions de viande ne doivent pas comprendre des déchets, tels que les pieds, la tête, le cœur ou les poumons. Il faut que la quantité d'aliments donnée à chaque homme soit conforme aux rations que nous venons d'indiquer.

Le directeur de l'établissement ou l'un de ses subordonnés assiste chaque jour à la pesée des vivres. Malgré toutes ces prescriptions il faut dire que ce régime alimentaire est insuffisant. L'administration pénitentiaire le sait mais elle veut qu'il en soit ainsi. C'est un principe chez nous que l'Etat ne fournit aux prisonniers qu'un minimum de nourriture et qu'ils doivent par leur travail se procurer des aliments supplémentaires qu'ils achètent à la cantine. Chaque prison a sa cantine. Les détenus y trouvent des vivres dont le prix est fixé chaque trimestre par le directeur, après approbation du préfet.

La liste de ces denrées est extrêmement longue. On trouve à la cantine de la charcuterie, de l'épicerie, des légumes et des fruits, des conserves, des fromages, des confitures et des gâteaux secs, ainsi qu'une partie des aliments cuits. Les boissons autorisées sont le vin rouge, le cidre, la bière, le lait et le café.

Les dépenses des condamnés à la cantine ne sont pas illimitées. Ils n'ont le droit de toucher qu'à la partie disponible de leur pécule et encore dans des limites fixées par le directeur de l'établissement.

Les dettiers de l'Etat sont soumis au même régime alimentaire que les condamnés. Les autres prévenus sont traités différemment.

Les prévenus et les accusés ont le droit de faire venir des vivres du dehors ou d'acheter toute leur nourriture à la cantine. Ils peuvent se procurer des boissons dans certaines limites et faire usage du tabac s'ils sont majeurs.

Les dettiers des particuliers ont les mêmes droits que les prévenus mais cette analogie n'existe que dans la mesure de la consignation déposée par le créancier.

Les détenus politiques et les condamnés à mort sont nourris par l'Etat comme les autres condamnés, cependant leur régime alimentaire est notablement amélioré. Les détentionnaires sont nourris de façon plus substantielle et peuvent prendre des boissons et des vivres en cantine. Les autres détenus politiques sont traités exactement comme les prévenus.

En somme au point de vue alimentaire, il faut distinguer d'une part les condamnés de droit commun et les dettiers de l'Etat, d'autre part les autres prisonniers qui reçoivent une nourriture plus substantielle ou qui ont le droit d'acheter sans restriction des aliments à la cantine et même de faire apporter leur nourriture de l'extérieur.

Pour ces derniers, le droit de recevoir des aliments ne semble pas gravement atteint du fait de leur incarcération. La question ne se pose avec quelque intérêt que pour les prisonniers nourris exclusivement par l'Etat et pour lesquels les achats en cantine dépendent de leur travail et ne sont faits qu'avec la permission du directeur. Pour eux, on a fait de leur appétit un facteur d'assiduité au travail et de bonne conduite. Ils reçoivent de l'Etat une quantité d'aliments insuffisante et ils achètent avec le produit de leur travail un complément de nourriture à la cantine. Certains disent avec raison que ce système constitue un élément d'inégalité entre les prisonniers. Il se peut qu'un récidiviste dangereux soit un prisonnier docile et un ouvrier adroit dans son travail. Il sera mieux traité qu'un délinquant primaire, dont la témébilite est beaucoup moindre mais qui n'est pas un artisan habile.

D'autre part il est certain que le travail est un facteur disciplinaire et un élément de redressement de premier ordre et qu'il faut créer chez les détenus une raison de travailler.

Nous pensons qu'ils s'intéresseraient à leur travail même si on leur fournissait une nourriture plus substantielle. On pourrait par exemple leur donner plus souvent de la viande et quelquefois des légumes verts, en particulier à ces époques de l'année où ils sont abondants et d'un prix abordable. Certains docteurs déclarent que les féculents qui constituent l'essentiel de la nourriture du prisonnier finissent par atteindre le fonctionnement de l'estomac et que les individus condamnés à plus de trois ans d'emprisonnement sortent de prison avec une dyspepsie légère, quelquefois même avec une maladie plus grave. Des prisonniers qui seraient convenablement nourris conserveraient quand même le désir de travailler, non pas par reconnaissance, ni par amour du travail, mais comme à l'heure actuelle par intérêt et afin de pouvoir acheter à la cantine un supplément et non un complément de nourriture. Ils se procureraient à la cantine des fromages, des fruits, des gâteaux secs ou des boissons. On utiliserait ainsi leur gourmandise au lieu d'exploiter leur appétit. On pourrait aussi stimuler leur ardeur au travail en leur permettant d'acheter du tabac. Aujourd'hui si l'usage en est interdit aux condamnés, tout le monde sait que le trafic clandestin du tabac est la plaie de nos prisons et surtout des maisons centrales. Il en résulte des disputes, des rixes et des embarras disciplinaires qui prouvent assez combien l'amour du tabac constituerait une raison sérieuse de travailler. On devrait autoriser la vente du tabac de troupe en cantine et en permettre l'achat aux détenus travailleurs et disciplinés.

Après ces quelques réflexions sur les rapports du régime alimentaire et du travail, nous signalerons certaines hypothèses dans lesquelles le régime normal est aggravé ou amélioré. On supprime parfois à certains prisonniers le droit de recevoir la même quantité d'aliments que les autres

détenus. Dans la liste des punitions nous trouvons le retrait de l'usage du vin, la privation de cantine, la suppression de vivres, sauf le pain, pendant trois jours consécutifs. Nous pensons qu'il ne faut pas abuser des privations alimentaires comme moyen répressif. Les prisonniers sont privés de liberté, ils ne sont pas condamnés à souffrir de la faim. La privation de cantine nous paraît une sanction acceptable, il est excessif de mettre au pain sec pendant plusieurs jours des individus qui subissent déjà les punitions très dures de la salle de discipline ou de la cellule.

Dans d'autres cas les règlements pénitentiaires prévoient des régimes alimentaires plus complets pour les prisonniers qui le méritent ou pour lesquels un traitement de faveur s'impose.

Rappelons-nous d'abord que pour avoir le droit d'acheter des aliments à la cantine il faut être discipliné. Si la conduite d'un prisonnier est particulièrement bonne, on peut, à titre de récompense, lui laisser acheter du vin en supplément ou une ration plus forte de cantine.

Enfin certains détenus, bien ou mal notés, bénéficient d'un régime alimentaire spécial.

Le médecin peut prescrire qu'il sera fourni un peu plus de pain aux détenus qui n'ont pas le droit d'acheter des vivres en cantine.

Les femmes nourrices reçoivent chaque jour le régime indiqué par le docteur. On leur donne en général, demi-litre de lait, deux décilitres de vin et une ration de pain supplémentaire.

Les prisonniers malades bénéficient également d'un régime alimentaire spécial. Mais ceci nous amène à traiter le problème plus vaste des soins que l'on doit donner aux détenus lorsque leur santé est compromise.

Les prisonniers ont incontestablement droit à la santé et le droit d'être soignés quand leur état l'exige. Tout le monde, d'ailleurs, reconnaît la nécessité d'une organisation

sanitaire dans les prisons. Nous allons voir comment cette idée a été consacrée dans la pratique.

A l'heure actuelle chaque prison a son médecin. Dans les maisons centrales et dans toutes les prisons importantes le médecin fait une visite quotidienne ; dans les autres établissements il vient quand le surveillant-chef le fait appeler. Tous les prisonniers ont le droit de se faire examiner par le médecin de la prison et de recevoir les soins que comporte leur état. Les prescriptions médicales sont consignées sur le cahier de visites et les soins sont donnés dans des locaux appropriés.

Chaque prison a une infirmerie en commun ou cellulaire, et quelquefois une pharmacie ; sous la surveillance d'un gardien, des détenus font l'office d'infirmiers.

Dans les maisons centrales, les contagieux sont isolés dans une partie de l'infirmerie. Un pharmacien vient chaque jour exécuter les ordonnances et le reste du temps un surveillant et des prisonniers s'occupent de la pharmacie.

Dans tous les établissements le régime de l'infirmerie est prescrit par le médecin. Ce dernier peut réduire les rations alimentaires ou ordonner en supplément des œufs, du lait, des légumes frais, du vin, de la bière et toute chose qu'il juge utile. Cependant il ne faut pas que le régime particulier prescrit à un malade excède le double du régime normal de l'infirmerie. On a le droit d'être choqué par de pareilles préoccupations pécuniaires lorsqu'il s'agit de la santé et de la vie d'un homme.

Dans les établissements de courtes peines, les prisonniers atteints d'une maladie grave peuvent être envoyés à l'hôpital. Le transfèrement doit être autorisé par le procureur de la république ou par le juge d'instruction s'il s'agit d'un prévenu, par le président du tribunal ou de la cour d'assises si le malade est un accusé, enfin par le préfet ou le sous-préfet pour les dettiers et les condamnés. Le médecin

de la prison doit mentionner de façon précise la maladie sur le registre des prescriptions médicales. Une circulaire du 1^{er} juillet 1927 lui enjoint de se tenir en rapport avec le médecin de l'hôpital afin d'éviter des prolongations de séjour abusives.

Dans les maisons centrales il existe des salles d'opérations annexées aux infirmeries, mais dès que l'intervention chirurgicale présente une certaine gravité le prisonnier est transféré à l'infirmerie de Fresnes pour y être opéré.

Les prévenus peuvent exceptionnellement être soignés à leurs frais dans des établissements privés.

Tous les prisonniers atteints d'aliénation mentale sont internés dans des asiles. Depuis la guerre on a créé dans les prisons importantes des services antivénériens. Les prisons du département de la Seine sont mieux installées que les autres au point de vue médical. De tout temps il en fut ainsi, puisque Louis XVI a commencé sa réforme des prisons en créant à la Conciergerie des infirmeries aérées et spacieuses. (1)

Actuellement nous trouvons à St-Lazare, à côté du service d'infirmerie générale, un service très important de soins antivénériens, réservés aux détenus non condamnés. A l'infirmerie du Dépôt on soigne tous les individus qui y sont conduits. Enfin à Fresnes fonctionne la plus importante des infirmeries où l'on rassemble les prisonniers de la Seine atteints de maladies graves et le centre chirurgical national puisque, comme nous venons de l'indiquer, on y opère des individus appartenant à tous les établissements pénitentiaires de France.

L'organisation sanitaire des prisons de la Seine constitue une ébauche de ce qui devrait exister pour toute notre population pénitentiaire.

La Belgique a réalisé des réformes dont nous pourrions

(1) Déclaration du 30 août 1780.

nous inspirer. Elle possède des prisons thérapeutiques spécialisées. Il existe à St-Gilles et à Gand des centres chirurgicaux, à Merxplas une prison sanatorium, à Gand une prison pour les épileptiques et les débiles mentaux. Dans toutes les prisons belges on soigne les maladies vénériennes. En France chaque prison a son médecin et une infirmerie où l'on soigne les prisonniers. Cette organisation, bien qu'imparfaite pour les petites prisons, est suffisante pour les maladies bénignes. Pour les opérations chirurgicales nous avons la prison de Fresnes et pour les déments de nombreux asiles d'aliénés. Il nous manque des établissements pour les tuberculeux, les épileptiques et les demi-fous. Il nous paraît souhaitable de suivre, dans ce domaine, l'exemple de la Belgique, aussi bien dans l'intérêt des prisonniers que de la société elle-même. La population pénale est en grande partie composée de malades et d'individus qui portent sur eux le poids d'une lourde hérédité. La société devrait les séparer des détenus normaux et profiter de leur séjour en prison pour les soigner et pour essayer de les guérir. Dans toutes les prisons il faudrait accentuer la lutte contre les maladies vénériennes afin de ne pas rendre à la liberté les détenus dans l'état où ils étaient le jour de leur incarcération.

De telles réformes, à côté des difficultés matérielles, posent une question de principe. A-t-on le droit d'imposer à un prisonnier un traitement médical ? Nous ne le pensons pas. Le prisonnier conserve sa personnalité d'homme. Il est obligé de rester dans la prison où on le renferme, mais il conserve le droit de refuser un traitement médical ou une intervention chirurgicale.

Cette manière de voir ne nous empêche pas d'admettre le placement des détenus aliénés dans des asiles. Leur internement n'est ordonné ni par les tribunaux, ni par l'administration pénitentiaire; il dépend uniquement de l'autorité administrative, du préfet qui, après enquête, prend un

arrêté de placement. Cette mesure peut frapper des individus non prisonniers ; elle s'adresse à des êtres dangereux qui ne sont plus maîtres de leur personne, elle n'a aucun rapport avec l'emprisonnement.

On peut donc, tout en trouvant normal l'internement des aliénés, reconnaître aux prisonniers le droit de refuser des soins médicaux, même si ces soins n'ont d'autre but que leur intérêt exclusif.

CHAPITRE II

LIBERTÉ DU TRAVAIL

Tout homme libre peut travailler, mais il n'est pas légalement obligé de le faire. Celui qui travaille a la faculté de choisir son travail et le législateur lui reconnaît un ensemble de droits très précis qui constituent la contrepartie de son effort.

Certains prisonniers ont la faculté de travailler sans être obligés de le faire ; d'autres, au contraire, sont astreints pendant leur détention à un travail obligatoire, qu'ils exécutent dans la prison et qui leur donne droit à divers avantages comparables à ceux qui résultent du travail libre.

SECTION I

Obligation au Travail

Cette obligation a été beaucoup discutée, mais elle est admise en France et dans la plupart des établissements pénitentiaires étrangers. Le droit au travail de tout individu devient pour certains détenus une obligation. L'idée n'est pas nouvelle ; elle dépasse le domaine de l'emprisonnement.

Les révolutionnaires français, en proclamant la liberté du travail (1), n'ont imposé à l'homme aucune obligation.

(1) Décret des 2-17 mars 1791, article 7.

Il faut attendre la déclaration des droits de 1848, pour voir affirmer qu'il existe des devoirs entre la République et les citoyens. Dans les articles 7 et 8 qui énumèrent ces devoirs, nous trouvons à côté du devoir de prévoyance, le devoir de travail.

La constitution de Weimar a repris la même idée dans les termes suivants : « Tout Allemand doit employer ses forces conformément à l'intérêt général ».

L'article 1^{er} de la déclaration espagnole de 1931 disait : « L'Espagne est une république démocratique de travailleurs ; le travail est une obligation sociale et protégé des lois. »

En Russie, la déclaration de 1918, dans son article 18, édictait cette règle brutale : « Qui ne travaille pas, ne mange pas ». Actuellement « le travail est obligatoire pour tous les citoyens de la République ».

La charte du travail de 1927, article 2, déclare que pour les Italiens « le travail sous toutes ses formes est un devoir social ».

Enfin le gouvernement hitlérien a consacré la loi du 20 janvier 1934 à l'organisation du travail de tous les Allemands pour la nation allemande.

Toutes ces dispositions nous montrent combien il pourrait être dangereux de s'en tenir seulement à la déclaration de 1789 pour étudier le statut individuel. Cette déclaration reconnaît à l'homme un domaine réservé, mais elle ne lui impose aucun devoir.

Les déclarations modernes n'hésitent pas à rappeler à l'homme ses obligations sociales. Elles affirment en particulier que le travail est un devoir pour tout individu. Dans ces conditions il ne nous paraît pas possible de refuser à l'Etat le droit de faire travailler ses prisonniers. L'obligation au travail nous paraît parfaitement légitime au point de vue des principes.

Il nous reste à dire quelles raisons ont amené le législateur à introduire le travail dans les prisons. On peut faire valoir des arguments d'ordre pénal, pénitenciaire, moral et financier. Le travail constitue un supplément de peine pour

les individus auxquels il est imposé. Il rend plus facile la tâche disciplinaire de l'administration. Il prépare le reclassement des prisonniers en les habituant à un travail régulier et en les initiant à l'exercice d'une profession. Il permet enfin à l'Etat de récupérer une partie au moins des frais qu'il engage pour entretenir la population pénale.

Le code pénal de 1810 a considéré le travail comme une peine qui, pour certains individus, devait s'ajouter à la privation de liberté. Cette conception a conduit le législateur à dispenser de travail les condamnés de simple police, les condamnés politiques, les prisonniers pour dettes, les prévenus et les accusés.

Pour les condamnés de simple police et les prisonniers politiques, on n'a pas jugé utile d'aggraver leur peine en leur imposant l'obligation au travail.

A l'égard des prévenus et des accusés, on ne pouvait pas ajouter à la mesure de garde dont ils sont l'objet un élément pénal. Leur droit à l'oisiveté est de la même nature que leur droit de se nourrir à la cantine ou de continuer à porter des vêtements personnels.

En ce qui concerne les individus contraints par corps pour le non paiement d'une dette, il ne serait pas excessif de les faire travailler pendant leur détention et d'employer une partie des produits de leur travail à désintéresser les créanciers impayés. Cette obligation ne serait pas contraire à la nature juridique complexe de la contrainte par corps qui, par certains côtés, constitue une voie d'exécution alors que par d'autres elle devient une véritable peine. M. Mossé qui a étudié l'efficacité de la contrainte par corps dans 160 prisons départementales, est arrivé à des résultats décevants.

Sur 9.569 débiteurs incarcérés pour une dette de 6.727.273 francs, l'Etat a récupéré la somme de 276.960 francs, c'est-à-dire 1/24^e des sommes dues. L'entretien des détenus a coûté à l'Etat 343.210 francs ; il a donc subi une perte de 66.250 francs. Dans ces conditions il semble un peu excessif de laisser oisifs ces débiteurs dont l'incarcération n'aboutit qu'à augmenter le chiffre de leur dette.

Les condamnés de droit commun à des peines correctionnelles et criminelles sont les seuls prisonniers pour lesquels existe l'obligation au travail. Les articles 21 et 40 du code pénal qui énoncent cette obligation établissent entre eux une différence de régime. D'après l'article 40 les condamnés correctionnels pourraient seuls choisir entre les divers travaux organisés dans la prison où ils subissent leur peine. Pour les réclusionnaires, l'article 21 se borne à formuler l'obligation au travail.

En matière de courtes peines le règlement prévoit en outre que les détenus peuvent continuer à la prison l'exercice de leur métier ou de leur profession, pour leur compte, sauf à payer une redevance au trésor.

En fait aucune de ces deux dispositions favorables aux condamnés correctionnels n'a été appliquée. Le choix entre les divers travaux existe, au contraire, plutôt dans les maisons centrales que dans les prisons départementales où le nombre souvent réduit des détenus ne permet pas l'organisation de travaux très variés. Dans les maisons centrales il existe des industries multiples et l'on peut répartir les détenus selon leurs aptitudes.

SECTION II

Organisation du Travail

Au point de vue économique, on peut concevoir trois modes d'exploitation de la main-d'œuvre pénale : l'entreprise, la régie directe et la régie mixte. Le caractère du travail varie selon que l'on adopte l'un ou l'autre de ces systèmes.

Dans le premier cas l'Etat confie l'entretien, la nourriture et le travail des prisonniers à un entrepreneur général. Cet individu qui assure les charges de la prison reçoit en

revanche tout le produit du travail des détenus. Le procédé a l'avantage de simplifier la tâche de l'administration mais il a pour résultat de livrer les prisonniers à un étranger qui ne considère que son intérêt personnel. L'entrepreneur s'arroe une autorité dont souffre l'administration et il risque de compromettre l'efficacité de la peine, ou de sacrifier les droits du prisonnier en faisant prévaloir le but financier du travail sur l'élément disciplinaire et moralisateur.

Avec le système de la régie, l'Etat entretient les détenus, leur fournit directement du travail et recueille tous les produits de leur industrie. De la sorte l'administration pénitentiaire dirige toute l'activité de la prison et peut respecter les diverses fonctions de la peine et la personnalité des condamnés.

Enfin on peut adopter le système mixte. L'administration passe un contrat avec des entrepreneurs privés qui exploitent un ou plusieurs ateliers dans la prison. Ces entrepreneurs appelés confectionnaires font exécuter les travaux convenus. Ils fournissent les matières premières, les contre-mâtres et les instruments de travail. Ils prennent livraison des objets fabriqués et paient les tarifs fixés par leurs contrats.

L'exploitation par des entrepreneurs était adoptée dans la plupart des prisons départementales. L'arrêté du 18 septembre 1926 a généralisé le système de la régie qui est à l'heure actuelle le seul pratiqué sous sa forme directe ou selon le procédé mixte des confectionnaires. On ne peut qu'approuver le système de la régie, car l'exécution des peines est et doit rester une attribution de l'Etat. Si le travail pénal est rentable, il est plus normal que les bénéfices soient réalisés par l'Etat que par un entrepreneur. Les droits des prisonniers seront mieux sauvegardés par l'administration pénitentiaire que par un simple particulier.

Le procédé de la régie directe existe pour tous les travaux du service général. Dans chaque prison il y a des détenus chargés des divers travaux nécessaires à la marche et à

l'entretien de l'établissement. Ils travaillent à la cuisine, à la buanderie, à la lingerie, au balayage, à l'épluchage, à l'infirmerie, à la pharmacie, dans les magasins et dans les bureaux. Dans la mesure où l'on peut se passer d'ouvriers libres, on leur fait exécuter les travaux de blanchiment, de réparation et d'entretien des locaux.

A côté de ces travaux, l'Etat a organisé dans quelques maisons centrales des ateliers sous le régime de la régie directe. C'est le cas à Melun et à Poissy pour la confection des vêtements et uniformes, à Clairvaux et à Fontevault pour la confection des toiles, des couvertures et des draps ; à Clairvaux et à Poissy pour la fabrication des brosses ; à Melun pour les chaussures, les meubles en fer, l'imprimerie et la reliure.

Pour les autres industries, l'administration a confié à des confectionnaires l'exploitation de nombreux ateliers d'importance variable selon les prisons.

Pour donner une idée des travaux auxquels les prisonniers sont astreints, nous allons en énumérer quelques-uns.

On fabrique des meubles en rotin à Loos et à Poissy, des gants à Fontevault, des espadrilles à Nîmes et à Montpellier, des jouets et des sacs à Caen et à Riom, des filets et des émouchettes à Riom, des articles de tonnellerie à Clairvaux, des sabots et des galoches à Caen et à Nîmes, des meubles en fer à Poissy, Melun, Clairvaux et Nîmes, des seringues hypodermiques à Melun, des articles en verre étiré à Riom, des boutons de nacre à Clairvaux et à Fontevault... ; la vannerie, la cordonnerie, le tissage métallique, la menuiserie, le paillage des chaises, la confection de sacs et de cartonnages divers, la fabrication de tapis et d'articles de ménage, l'enfilage des perles, la confection d'articles de papeterie et d'étiquettes constituent aussi des industries pénitentiaires.

Cette longue énumération nous montre que les divers travaux imposés aux prisonniers ne sont pas différents de ceux qui existent dans la vie libre ; on n'a pas choisi des occupations spécialement dangereuses ou pénibles, mais plutôt

les industries qui sont exploitées dans la région où la prison a son siège. Certains travaux se retrouvent un peu partout, surtout dans les prisons de petit effectif, parce qu'ils sont faciles à organiser ou n'exigent aucun apprentissage. Il en est ainsi pour le triage des légumes secs, le cassage des noix ou le collage des sacs en papier. Ces travaux n'ont d'autre but que d'occuper les détenus, ils n'ont qu'une faible valeur industrielle et ne constituent pas un facteur sérieux de reclassement.

Dans les prisons départementales, c'est le directeur qui, avec l'autorisation du préfet, permet l'introduction de nouveaux genres d'industries. Dans les maisons centrales, le ministre autorise les divers travaux, les procédés de fabrication et l'emploi des matières premières.

Quelles que soient les industries exploitées, il existe des règles générales de réglementation du travail dans les différentes catégories d'établissements pénitentiaires. Nous avons signalé que le travail était difficile à organiser dans les prisons départementales. Cela tient à la brièveté des peines et à l'oisiveté d'une partie importante des détenus. Dans ces établissements le travail est peu productif. La difficulté est accrue dans les prisons cellulaires où les possibilités d'installation matérielle sont réduites et où la surveillance est délicate.

Dans les maisons centrales au contraire les prisonniers sont nombreux et travaillent dans des ateliers où l'outillage est important et où l'on peut exercer une surveillance professionnelle efficace.

En principe le prisonnier doit tout son temps à l'administration. Il travaille tous les jours, sauf le dimanche, et passe, en général, huit à neuf heures par jour à l'atelier.

Une circulaire du 16 octobre 1924 prescrit l'examen de tout détenu nouvellement arrivé, par le médecin de la prison qui déclarera si par son état physique il est apte à telle ou telle industrie. Il doit aussi être interrogé sur le métier qu'il exerçait dans la vie libre et sur ses préférences. Pour répartir les prisonniers entre les différents ateliers, on tient

compte de ces divers éléments dans la mesure où les effectifs le permettent. L'affectation n'est jamais définitive ; les détenus peuvent changer de travail en cours de peine.

L'effectif d'un atelier ne doit pas dépasser les chiffres de 100 à 125 détenus. Les gardiens sont chargés à tour de rôle de la surveillance des ateliers ; mais pour conserver une certaine spécialisation le roulement n'a lieu que tous les trimestres.

Dans le domaine de l'organisation du travail des idées neuves se font jour. On propose de créer, à côté des ateliers, des travaux à l'extérieur de la prison. Cette conception hardie du travail « *al aperto* » est encore très discutée. (1)

On procède à des essais en Belgique ; certains prisonniers sont chargés d'entretenir le palais de justice de Bruxelles, d'autres transportent en automobile les objets fabriqués dans les prisons. Des travaux extérieurs sont effectués chez nous par les pupilles des colonies pénitentiaires agricoles.

Il est évident que la santé physique des prisonniers en serait considérablement améliorée. Mais le procédé entraînerait de très graves inconvénients. Les évasions seraient extrêmement faciles et la peine perdrait son efficacité. L'emprisonnement serait complètement dénaturé si l'on admettait le travail extérieur. Les individus qui jouiraient de cette demi-liberté ne seraient plus des prisonniers. Tout au plus pourrait-on admettre ce traitement à l'égard des condamnés amendés pour lesquels on ne voudrait pas aller jusqu'à accorder la libération conditionnelle.

De telles réformes ne sont pas urgentes, elles procèdent de tendances par trop humanitaires. Il ne faut pas accorder aux détenus des faveurs excessives qui seraient la négation même de la mesure dont ils sont frappés.

(1) Actes du Congrès de Bruxelles, 1926, p. 251-603-633.

SECTION III

Droits reconnus au prisonnier à l'occasion de son travail

L'obligation au travail, dont nous venons d'étudier les modalités et l'application pratique, n'est pas sans contrepartie.

A l'occasion de leur travail les prisonniers voient naître à leur profit certains droits ou certains avantages. Nous voulons parler du droit au pécule, du repos hebdomadaire, de la limitation de la durée du travail, du droit d'avoir toujours de l'ouvrage et enfin de la réparation des accidents du travail.

Le plus important de tous ces droits est sûrement celui qui consiste pour le prisonnier, non pas à recevoir un véritable salaire, mais à bénéficier d'une partie des produits de son travail.

La chose est admise à l'heure actuelle dans toutes nos prisons.

Certains ont déclaré que la rémunération enlevait au travail son caractère pénal et détruisait l'effet intimidant de la peine. En réalité le travail n'a pas un rôle exclusivement pénal, il a également pour but de donner aux prisonniers des habitudes laborieuses, de leur assurer un pécule et de réaliser des bénéfices qui diminueront pour l'Etat les dépenses d'entretien de la population pénitentiaire. Pour que le travail soit productif il faut créer chez le prisonnier une raison de se montrer laborieux. Pour donner aux détenus le goût du travail il faut les intéresser à leur tâche en récompensant leur effort.

Le salaire constitue l'élément par excellence qui rendra

le travail intéressant et productif. L'homme doit toucher un prix en paiement du travail qu'il fournit. Si l'on supprime au prisonnier le droit à une rémunération, on lui inflige un supplément de peine. Le code pénal a adopté un système basé sur ce raisonnement. L'article 41 de ce code nous dit que les condamnés correctionnels ont le droit de toucher un salaire en échange de leur travail. L'article 21, au contraire, aggrave la peine pour les condamnés à la réclusion en disant que pour eux la rémunération est facultative. Un travail imposé et gratuit est purement pénal, tandis que le travail salarié a un caractère industriel.

En fait le travail exclusivement pénal n'existe pas dans nos prisons. Depuis les ordonnances des 2 avril 1817 et 27 décembre 1843, tous les condamnés ont droit à une partie des produits de leur travail. L'élément pénal subsiste cependant d'une façon partielle puisque le salaire varie selon la gravité de la peine et la ténacité du délinquant.

Les prisonniers ne touchent qu'une partie des produits de leur travail. Dans les maisons centrales le taux de rémunération est le suivant :

2/10^e pour les réclusionnaires déjà condamnés aux travaux forcés.

3/10^e pour les réclusionnaires déjà condamnés à la réclusion et pour les forçats subissant leur peine en maison centrale.

4/10^e pour les réclusionnaires et les condamnés correctionnels qui ont déjà encouru une condamnation correctionnelle.

5/10^e pour les condamnés correctionnels.

Dans les établissements de courtes peines le produit partiel du travail abandonné aux prisonniers est de :

3/10^e pour les condamnés qui ont déjà été condamnés à la réclusion ou aux travaux forcés, ou qui ont subi une ou plusieurs condamnations antérieures dont le total excède cinq ans.

4/10^e pour ceux dont le total des condamnations antérieures est inférieur à cinq ans.

5/10^e pour ceux dont la somme des condamnations antérieures ne dépasse pas un an.

Enfin les prévenus, les accusés, les dettiers et les prisonniers politiques ont droit aux 7/10^e du produit de leur travail s'ils demandent à travailler. (1)

La constatation des droits de chaque prisonnier s'effectue grâce à un livret de travail sur lequel on mentionne la quantité de matière qui lui est remise, la quantité d'objets fabriqués par lui, les outils qu'il détient et toutes choses qui concernent son travail. Les prisonniers employés au service général sont payés à la journée.

Le directeur est autorisé à accorder, à titre de récompense, 1/10^e supplémentaire aux prisonniers qui font preuve de bonne conduite et d'assiduité au travail.

Quand l'administration exploite directement en régie, les dixièmes auxquels les détenus n'ont pas droit restent dans la caisse du trésor. Dans les ateliers des confectionnaires, le travail est payé intégralement et l'administration perçoit les dixièmes non attribués aux détenus.

Le salaire de tout prisonnier est divisé par moitié entre le pécule disponible dont il peut faire usage pendant sa détention et le pécule réservé qui lui est remis le jour de sa libération.

Nous aurons l'occasion d'étudier plus loin les droits des prisonniers sur leur pécule. Pour l'instant il nous suffit de retenir que les prisonniers qui travaillent ont droit à une rémunération.

C'est une analogie entre le travail dans les prisons et le travail libre. Ce n'est pas la seule. Dans les établissements pénitentiaires comme à l'extérieur on applique la loi sur le repos hebdomadaire qui est accordé à tous les prisonniers le dimanche. Par contre aucun texte n'établit une limitation de la durée du travail. Nous ne lisons nulle part que l'administration pénitentiaire n'a pas le droit de faire travailler les prisonniers plus de 8 heures par jour ou plus de 40 heu-

(1) Décret 19 janvier 1923, art. 91. Décret 17 août 1926.

res par semaine. Cela se comprend aisément. Le travail du prisonnier est davantage un facteur d'organisation de la peine qu'un élément effectif de la production nationale et il ne peut pas être assimilé quant à son intensité et à la fatigue qu'il engendre à l'effort de l'ouvrier libre. Il est donc facile de s'expliquer le silence du législateur en ce qui concerne le temps de travail quotidien dans les prisons. En fait, d'ailleurs, la durée du travail est limitée par la force des choses. Selon les établissements les prisonniers travaillent 8 à 9 heures par jour. Ils ne peuvent pas être astreints à un travail plus long, parce que leur emploi du temps est étroitement lié à l'heure d'arrivée et de départ des gardiens. La durée de la journée des détenus dépend des heures de présence du personnel et de la sorte elle est liée à l'évolution sociale. Autrefois le personnel de jour commençait à travailler à 6 h. 30 dans la maison centrale de Nîmes, les prisonniers n'étaient pas au travail avant 7 heures. A l'heure actuelle le travail commence à 7 heures pour les gardiens, il commence à 7 h. 30 pour les détenus.

Sur ce point donc, bien qu'il n'y ait pas de texte précis, il s'établit pratiquement certaines règles qui ne sont pas sans rapport avec la réglementation du travail libre.

A un autre point de vue le sort du prisonnier est comparable à celui du travailleur libre. Il est de règle que les prisonniers qui doivent travailler soient pourvus d'ouvrage et que les détenus pour lesquels le travail est facultatif puissent travailler s'ils le demandent. Qu'est-ce à dire ? sinon que les prisonniers ont un véritable droit au travail. La récente réglementation du chômage a concrétisé la conception selon laquelle la société a le devoir de fournir du travail à tous ses membres. Cette conception n'est pas étrangère au travail dans les prisons. Les prisonniers auxquels on ne fournit pas de travail ont droit à une indemnité de chômage. Les règles d'attribution de cette indemnité sont précisées par les contrats qui lient l'administration et les confectionnaires. Ces derniers sont tenus de fournir aux détenus de leur atelier un travail effectif d'au moins 6 heu-

res par jour ou de leur verser une indemnité de chômage dont le chiffre varie selon que le prisonnier a travaillé plus ou moins de 4 heures par jour.

Sauf l'obligation au travail pour certains détenus et l'impossibilité quasi-totale pour le prisonnier de choisir son travail, la réglementation du travail dans les prisons se rapproche de plus en plus de celle qui est appliquée aux travailleurs libres.

Mais il ne faut pas pousser trop loin cette assimilation. Les droits et les obligations des détenus ne résultent pas d'un contrat de travail qu'ils auraient consenti à l'administration ou aux confectionnaires. A l'atelier, comme dans le reste de la prison, le prisonnier est dans une situation réglementaire et non contractuelle.

Cette conception est consacrée par les tribunaux lorsqu'un détenu est victime d'un accident au cours de son travail. La jurisprudence refuse d'appliquer dans les prisons la loi du 9 avril 1898, en invoquant l'absence de contrat de travail. Cette solution juridique est injuste. On ne voit pas pour quelles raisons on traiterait différemment le prisonnier et l'ouvrier libre. Lorsqu'ils sont victimes d'un accident du travail, ils subissent tous deux une diminution de leur capacité physique, une atteinte à l'intégrité de leur corps, il nous paraît juste de leur accorder la même réparation.

En pratique, la loi de 1898 n'est pas davantage applicable aux prisonniers pour lesquels le travail est facultatif. Les détenus devront, pour se faire indemniser, se placer sur le terrain de l'article 1382 du code civil, c'est-à-dire prouver une faute de l'administration ou du confectionnaire.

Cette solution est contraire à la justice et à l'intérêt social. La peine de prison ne comporte aucune mutilation ; tout accident constitue un supplément de peine immérité. De plus les libérés, dont la capacité physique aura été réduite au cours de leur détention, deviendront fatalement des récidivistes, s'il leur est impossible de travailler et s'ils ne bénéficient d'aucune indemnité réparatrice.

Le prisonnier devrait bénéficier de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Disons tout de suite que l'administration pénitentiaire est exactement de notre avis, mais qu'elle hésite à réclamer une réforme législative parce qu'elle craint les accidents volontaires.

Il ne nous semble pas qu'un tel argument soit de nature à compromettre la réforme. La meilleure preuve nous est fournie par les dispositions nouvelles qui ont été introduites dans les contrats récents entre l'administration pénitentiaire et les confectionnaires des maisons centrales. Sans introduire la loi de 1898 dans les prisons, ces contrats permettent d'accorder des indemnités lorsque les accidents ne sont pas volontaires.

L'article 12 de ces contrats stipule qu'en cas d'accident du travail, le confectionnaire s'engage à payer une indemnité fixée par le garde des Sceaux. Pour les incapacités temporaires il n'y a jamais lieu à indemnité sauf si le prisonnier victime doit être libéré avant complète guérison. Dans ce cas il lui est alloué la somme de huit francs par jour pendant la durée de son incapacité.

Il n'est pas accordé d'indemnité pour les incapacités permanentes inférieures à 20 %.

Toute incapacité permanente de plus de 20 % peut donner lieu à l'octroi d'une rente trimestrielle. Le taux de l'incapacité est déterminé par des médecins qui rédigent leurs rapports ; le directeur de l'établissement fournit des renseignements sur les circonstances de l'accident et le garde des Sceaux décide si oui ou non il y a lieu à indemnité. Le chiffre de la rente annuelle varie entre 300 francs, si l'incapacité est de 20 %, et 2.400 francs en cas d'incapacité permanente totale. Le confectionnaire s'engage à contracter les assurances nécessaires.

Ces stipulations contractuelles démontrent que l'on a senti la nécessité d'indemniser les prisonniers qui se blessent dans leur travail. Elles sont malheureusement insuffisantes, parce qu'elles stipulent une rente pour les seuls

accidents graves et même dans ces cas l'octroi d'une indemnité est laissé à l'appréciation du ministre de la justice.

De plus ces contrats entre l'administration et le confectonnaire ne créent aucun lien de droit entre ce dernier et le prisonnier. Il faut souhaiter une réforme législative qui instituerait une enquête sérieuse pour éviter les accidents volontaires, mais qui s'inspirant de la loi de 1898 accorderait un véritable droit au prisonnier.

CHAPITRE III

DROITS INTELLECTUELS ET SPIRITUELS DU PRISONNIER

Pour tout homme les droits de la personnalité comprennent, à côté des diverses manifestations de la liberté individuelle dans le domaine physique, des droits intellectuels et spirituels.

Ces droits ne sont pas plus essentiels que ceux dont nous venons de parler, mais ils sont d'un ordre plus élevé parce qu'ils sont plus spécifiquement humains. On impose aux animaux des punitions d'ordre physique; on les empêche de se déplacer en les attachant, ou on les prive de nourriture.

Pour l'homme il ne suffit pas de s'en tenir aux conditions matérielles de son existence, il faut étudier comment et dans quelle mesure il peut exercer son activité dans les domaines de l'intelligence et de l'esprit.

Les prisonniers quelles que soient leurs fautes, leurs tares et leur déchéance, ne doivent pas être assimilés à des bêtes ayant perdu toute aspiration humaine. Ils conservent des besoins d'ordre intellectuel et spirituel. Ces besoins sont peut être plus impérieux chez les prisonniers que chez les autres hommes; s'ils ne sont pas plus impérieux, ils sont plus nécessaires et il importe que leur satisfaction soit assurée.

Au premier abord, il semble que la privation de liberté, cette mesure surtout matérielle, ne soit pas de nature à

compromettre gravement les droits supérieurs de l'homme dont nous venons d'affirmer la nécessité.

Il y a pourtant des points de contact entre cet emprisonnement physique et les besoins immatériels que l'individu doit pouvoir satisfaire en prison.

Ceci résulte de deux causes. D'abord du fait que la privation de liberté n'est pas seulement un moyen de s'assurer de la personne d'un individu, mais aussi une mesure pénale qui concourt à des résultats multiples.

En second lieu parce que l'exercice des droits immatériels du prisonnier ne va pas sans quelques manifestations concrètes, manifestations qui ne sont pas toujours compatibles avec les nécessités de l'emprisonnement.

Nous devons donc étudier les atteintes aux droits intellectuels et spirituels des détenus, qui résultent des fonctions de la peine ou qui sont imposées par le fait matériel de l'incarcération.

SECTION I

Droit pour le prisonnier d'exprimer sa pensée librement

Dans l'ordre intellectuel nous rencontrons d'abord, le droit pour tout individu d'exprimer librement sa pensée. Ce droit est formulé par l'article 11 de la déclaration de 1789 dans les termes suivants : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement ». Ce principe de liberté intellectuelle n'est pas consacré par nos règlements pénitentiaires. Dans nos prisons il n'est pas permis aux détenus d'exprimer librement leur pensée.

Le droit à la parole reçoit de très graves atteintes ; il n'est pas supprimé mais il est considérablement réduit. L'arrêté du 10 mai 1839 sur les maisons centrales prescrit le silence absolu. Il interdit aux condamnés de s'entretenir entre eux, même à voix basse ou par signe, dans quelque partie que ce soit de la maison.

Dans les prisons départementales restées sous le régime de l'emprisonnement en commun, les cris, les chants, les interpellations et les conversations à haute voix sont interdits à tous les prisonniers. On leur défend également les réunions en groupe et en général tous les actes individuels et collectifs de nature à troubler l'ordre. Ces interdictions s'appliquent à tous les détenus sans exception. Les condamnés sont, en outre, « astreints à la règle du silence, sauf les exceptions nécessités par les besoins du service ou par le travail. » (1)

Dans les établissements cellulaires le droit de parler comporte des restrictions analogues. L'obligation au silence est indispensable pour assurer l'isolement individuel. Le décret du 19 janvier 1923 dispose dans son article 27 que « toute communication est en principe interdite aux prisonniers pendant la durée de leur emprisonnement, à quelques catégories qu'ils appartiennent. » En conséquence le service est organisé de façon à ce que les détenus ne puissent pas se voir, ni se parler, soit de cellule à cellule, soit à l'occasion de leurs déplacements à l'intérieur de la prison. « Tous les cris, chants et interpellations, ainsi que tous actes de nature à troubler le bon ordre sont interdits ; il en est de même de tous les moyens de communication d'une cellule à l'autre ». (2)

Si au cours de sa promenade un détenu a besoin de s'adresser au surveillant il lui fait signe en levant la main et ne lui parle qu'à voix basse.

Lorsqu'il y a plusieurs individus par cellule, ou bien quand les locaux étant insuffisants on laisse certains détec-

(1) Décret 29 juin 1923, art. 49.

(2) Décret 19 janvier 1923, art. 53.

nus en commun dans un quartier de désencombrement, ces prisonniers comme les autres doivent observer la loi du silence. Ceci résulte du décret de janvier 1923, dans son article 54. « Les détenus du quartier de désencombrement ainsi que ceux qui se trouvent ensemble dans les cellules, sont astreints également à la règle du silence, sauf les exceptions nécessitées par les besoins du service ou par le travail. »

En somme dans tous nos établissements pénitentiaires les prisonniers doivent rester silencieux. On peut se demander à quoi correspond une pareille obligation. Nous pensons qu'elle procède, en partie, de préoccupations disciplinaires, mais elle a aussi pour but d'éviter aux individus susceptibles d'amendement l'influence mauvaise des autres détenus. Il faut que l'ordre règne dans les prisons, il faut aussi que la peine d'emprisonnement joue son rôle et avant toute chose qu'elle ne soit pas corruptrice.

Ce sont-là les raisons pour lesquelles on impose cette obligation très dure de vivre sans parler. La règle est peut être assez facile à observer pour les prisonniers qui sont isolés dans leurs cellules, mais il est évident que les tentations sont grandes dans les établissements où les détenus vivent en commun.

Ce sont souvent des tentatives de communication à l'atelier ou même d'une cellule à l'autre qui amènent les prisonniers devant le prétoire de justice disciplinaire.

La règle du silence est abolie dans les prisons des Etats-Unis. En Belgique on l'avait instaurée avec une extrême rigueur, entre 1870 et 1920, au cours de cette période où l'on faisait de la cellule, la pierre angulaire de toute l'organisation pénitentiaire. On avait même organisé « l'enseignement à la muette » ; les détenus étaient interrogés par signes et devaient répondre de même. Depuis 1920, la Belgique a renoncé à ces conséquences excessives de l'emprisonnement individuel. Il est évident que la privation de liberté constitue déjà un châtimement sévère et qu'il ne faut pas y ajouter des souffrances inutiles. Dans les prisons

françaises il ne faut pas exagérer la rigueur de l'obligation au silence. Elle existe d'une façon absolue entre les détenus, mais elle ne s'impose pas avec la même rigidité dans les rapports des prisonniers et de l'administration pénitentiaire ou de ses représentants. Les prisonniers sont amenés à parler à certains moments de la journée, pour leur travail, pour demander leur part de cantine, pour décrire leur état de santé, pour fournir des explications devant le tribunal de la prison et en général chaque fois que les besoins du service l'imposent.

On ne peut donc pas dire que les prisonniers sont condamnés à un mutisme absolu. Ils peuvent parler de temps en temps pour les petits détails de leur vie matérielle, mais il ne leur est pas permis d'exprimer leur pensée librement. Cette manière de voir va être corroborée par les dispositions qui régissent le droit de visite.

Les prisonniers ont, en effet, le droit de recevoir des visites. Cette faculté est réservée aux parents, aux avocats, à l'aumônier de la prison, à des personnes charitables et à certains fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire. Nous traiterons des visites de l'aumônier en parlant de la liberté spirituelle. Nous allons préciser à l'égard des autres visiteurs, les droits des diverses catégories de prisonniers.

En principe aucune personne étrangère ne peut être admise à pénétrer dans une prison que si elle est munie d'un permis de visite. Les permis de visite sont délivrés par l'autorité judiciaire pour les prévenus et les accusés. Si l'affaire est confiée au juge d'instruction, c'est à lui que les permis doivent être réclamés ; il faut s'adresser au procureur de la République quand il s'agit d'un flagrant délit ou d'une affaire renvoyée en police correctionnelle ; enfin pour les accusés, renvoyés devant la cour d'assises, les permis de visite doivent être visés par le président des assises. (1)

(1) Circulaires 19 juillet 1882 - 21 août 1886.

Pour les condamnés les permis de visite sont délivrés par l'autorité administrative.

En règle générale les prisonniers ont seulement le droit de recevoir la visite de leur conjoint, de leurs parents jusqu'au troisième degré et de leur tuteur. Il faut, bien entendu, que toutes ces personnes justifient de leur qualité. Exceptionnellement l'autorité administrative peut permettre l'accès de la prison à d'autres personnes qui ne sont pas les proches parents du condamné. Cette autorité est seule compétente pour apprécier si elle doit ou non délivrer un permis de visite. Le surveillant-chef n'a aucun pouvoir d'appréciation. Pour lui un permis de visite est un ordre qu'il ne doit pas discuter. Il ne peut refuser une visite que dans des cas exceptionnels, par exemple si le prisonnier est matériellement empêché ou s'il subit une punition.

Le droit de visite est limité, non seulement quant à la qualité des visiteurs, mais encore au point de vue du nombre des visites. Les prévenus, les accusés, les détenus pour dettes et les condamnés politiques ont le droit de recevoir des visites tous les jours. Pour les condamnés de droit commun, au contraire, le nombre des visites est réduit à deux par semaine. De plus, à titre de punition, les condamnés peuvent être privés de visites un jour par semaine pendant deux mois au plus, ou pendant un mois de toutes visites sauf celles des comités de patronage.

Lorsqu'un visiteur muni d'un permis régulier se présente à la prison et demande à voir un prisonnier qui a le droit de le recevoir, d'autres règles restrictives interviennent qui réduisent encore la liberté intellectuelle du prisonnier. Le visiteur et le prisonnier ne peuvent pas parler librement. Un surveillant doit assister à la visite ; il doit entendre les conversations et peut au besoin donner à l'autorité administrative les noms des visiteurs dont l'attitude laisse à désirer. En pratique le parloir doit être aménagé de façon à séparer le visiteur du prisonnier et à faciliter le contrôle du surveillant. La salle est divisée en deux parties par un double grillage, un côté étant réservé au détenu, l'autre au

visiteur. Le double grillage constitue un couloir dans lequel se tient le surveillant.

Toutes les prisons ne possèdent pas ce parloir, mais il y a toujours au moins un grillage qui sépare les deux interlocuteurs.

La durée des visites ne doit pas dépasser une demi-heure, à moins que les visiteurs aient leur domicile très éloigné du siège de la prison.

Pour tous les prisonniers les jours et heures des visites sont fixés par une décision préfectorale et sont indiqués dans le règlement particulier de chaque établissement pénitentiaire.

En plus des visites ordinaires de leur famille les prévenus et les accusés ont le droit de recevoir leur avocat.

Les visites de l'avocat ont lieu dans un parloir spécial, en toute liberté, c'est-à-dire hors de la présence des surveillants. Les avocats, comme les parents, doivent demander un permis de communiquer au procureur de la République ou au juge d'instruction, mais pour la première visite seulement.

Ils peuvent voir leurs clients tous les jours à la condition de se conformer aux horaires fixés par le préfet ou le sous-préfet après avis du bâtonnier de l'ordre.

A l'égard des prévenus, le juge d'instruction peut prescrire l'interdiction de communiquer pendant 10 jours. Cette faculté résulte de l'article 613 du code d'instruction criminelle. Elle a été supprimée pour les établissements cellulaires par la loi du 8 décembre 1897.

De plus cette mesure ne peut être renouvelée qu'une fois et en aucun cas elle ne saurait s'appliquer aux rapports de l'inculpé et de son conseil. (1)

Pour les détenus soumis au régime de l'emprisonnement individuel, la réglementation du droit de visite est analogue. Cependant, à raison de l'isolement que cette incarcération réalise, on a jugé utile d'organiser des visites supplémentaires.

(1) Cassation crim. 20 mars 1903. D. 1904-1-477.

Le jour de son arrivée à la prison ou au plus tard le lendemain, chaque prisonnier doit être visité par le chef de l'établissement ou par un contrôleur dans les prisons de la Seine. Le règlement particulier de toute prison cellulaire détermine le nombre des visites que le surveillant-chef ou les premiers surveillants doivent faire aux détenus. Le nombre de ces visites ne doit pas être inférieur à une par jour. Elles ont lieu dans les cellules et non au parloir. Les visiteurs ordinaires ne peuvent voir les détenus dans leur cellule qu'avec une autorisation donnée par le ministre.

Dans les maisons centrales l'organisation des visites est beaucoup moins complexe puisqu'elles ne renferment que des condamnés. Les limitations sont les mêmes que dans les prisons de courtes peines et les visiteurs doivent justifier de leur degré de parenté avec l'individu qu'ils vont voir. Les visites ont lieu, sur autorisation du directeur, dans un parloir en présence d'un surveillant.

En dehors des visites qui peuvent être faites aux détenus par leurs parents ou par leurs avocats, il faut signaler d'autres personnes qui sont appelées à venir interrompre la monotonie de la vie du prisonnier.

Auprès de chaque prison il doit exister une commission de surveillance chargée de contrôler le régime intérieur de l'établissement. (1)

Malheureusement, malgré le décret de réorganisation du 12 juillet 1907, ces commissions ne fonctionnent pas partout. Là où elles existent, elles délèguent un de leurs membres dont le rôle consiste à visiter les prisonniers au moins une fois par semaine. Il existe également des comités de patronage dont les membres peuvent visiter les prisonniers de leur sexe sur la seule justification de leur qualité. Toutes facilités leur sont données par le directeur ou le surveillant-chef pourvu que le comité dont ils se réclament soit agréé par l'autorité administrative.

(1) Ordonnance du 9 avril 1819 pour les prisons départementales.
Ord. du 5 novembre 1847 pour les maisons centrales.

Le ministre peut même autoriser à visiter les prisons certains particuliers qui le désirent. Il n'est pas nécessaire pour être visiteur de prisons d'être membre de la commission de surveillance ou d'un comité de patronage.

Il faut évidemment que toutes ces visites n'aient pas lieu pendant les repas, la promenade, la durée de la classe ou les exercices religieux. Elles peuvent être faites pendant les heures de travail.

Dans certaines villes il existe des visiteurs de prisons assez nombreux et en particulier des délégués de patronages qui contribuent à faire de l'emprisonnement une peine à la fois humaine et efficace. Ils sont libres d'orienter leur effort dans le sens qu'ils croient le plus utile aux prisonniers qu'ils visitent et bien souvent leur tâche est différente avec chaque individu. Cependant on peut dire qu'en général leur rôle consiste à entretenir des rapports entre le prisonnier et sa famille, au besoin à le réconcilier avec les siens, et surtout à préparer le lendemain de la peine, en organisant le retour à la liberté et la nouvelle vie du prisonnier.

Enfin le préfet ou le sous-préfet a le devoir de visiter les prisons au moins une fois par trimestre. La même obligation est imposée aux maires pour les prisons situées dans leur commune.

Aux termes de l'article 611 du code d'instruction criminelle, le juge d'instruction est tenu de visiter au moins une fois par mois les personnes retenues dans la maison d'arrêt de l'arrondissement. Le président de la Cour d'assises doit visiter les accusés au cours de chaque session.

Quant au procureur de la République il a accès dans la prison de sa circonscription toutes les fois qu'il le juge utile. Il doit visiter en personne, ou par l'intermédiaire de son substitut, les prisons cellulaires une fois par trimestre et adresser un rapport au procureur général.

Toutes ces visites des magistrats, des fonctionnaires de l'ordre administratif ou des personnes charitables, ne pré-

sentent peut-être pas pour les prisonniers le même intérêt que les visites de leurs parents ou de leur défenseur, mais elles constituent des dérogations à la règle du silence, elles permettent aux détenus de parler avec des personnes qui viennent de l'extérieur, de traduire en toute liberté les impressions qu'ils ressentent et même de formuler des réclamations.

Nous avons quelque peu insisté sur toute cette organisation des visites pour bien montrer quelle est la portée exacte de l'obligation au silence. Si la règle était absolue, elle constituerait un élément pénal très dur, mais avec les limitations qu'elle comporte elle nous paraît pleinement justifiée. Elle a surtout pour but d'éviter les conversations des prisonniers entre eux, mais elle souffre des exceptions dans les rapports des détenus avec les surveillants et elle est atténuée par l'exercice du droit de visite. Les prisonniers quels qu'ils soient conservent donc un certain usage de la parole. Ce n'est pas là d'ailleurs l'unique moyen pour eux d'exprimer leur pensée. Ils ont également le droit d'écrire et d'entretenir une correspondance dans une mesure que nous allons préciser.

Pour les prisonniers détenus dans les établissements de courtes peines la question de la correspondance est réglée par l'article 66 du décret du 19 janvier 1923 et par l'article 64 du décret du 19 juin 1923. Il n'existe à ce point de vue aucune différence entre les établissements cellulaires et les prisons en commun.

Les prévenus, les accusés et les prisonniers pour dettes ont le droit d'écrire tous les jours.

Les condamnés peuvent écrire une fois par semaine, le dimanche, aux membres de leur famille. Ces lettres ne doivent pas excéder le nombre de deux, ni dépasser quatre pages de quinze lignes chacune.

Le directeur ou le surveillant-chef peut autoriser un condamné à écrire à d'autres personnes que ses parents. Il peut aussi tolérer, exceptionnellement, une lettre supplémentaire pendant la semaine.

Les condamnés peuvent, à titre de punition, être privés de correspondance pendant deux semaines.

Les lettres de tous les prisonniers doivent être lues à l'arrivée ou au départ à moins qu'elles ne soient adressées à un avocat ou qu'elles n'émanent de lui. S'il y a lieu, les lettres écrites ou reçues par les prévenus ou les accusés sont communiquées au procureur de la République, au juge d'instruction ou au président des assises.

Les prisonniers ont le droit d'exiger qu'aucun retard ne soit apporté dans l'envoi des lettres à leur destination.

Ils ont le droit de remettre au directeur ou au surveillant-chef des lettres closes adressées aux autorités administratives et judiciaires. La privation de correspondance à titre de punition ne doit jamais porter sur ces dernières lettres.

Les lettres adressées aux membres du Parlement et aux ligues et associations professionnelles et politiques ne bénéficient pas de ce régime. Elles sont soumises à autorisation en vertu d'une circulaire du 10 septembre 1926.

Dans les maisons centrales les condamnés peuvent écrire une fois par mois à leur famille ou plus souvent s'ils portent un galon de bonne conduite. La privation de correspondance peut être infligée à tout prisonnier. Comme dans les prisons départementales les lettres sont lues à moins qu'elles ne soient adressées aux autorités administratives et judiciaires. Les lettres en langue étrangère sont envoyées à l'administration centrale pour être traduites.

En résumé, dans toutes nos prisons les détenus ont le droit d'écrire, mais ce droit est étroitement limité. De même que la présence d'un surveillant au parloir est exigée pendant les visites, de même les lettres sont lues avant d'être envoyées à destination. Les prisonniers ont le droit de parler et d'écrire mais leur droit comporte une double limitation. Il ne peut être exercé qu'à certains moments et en présence de certaines personnes limitativement désignées; de plus il n'est pas permis de dire ou d'écrire tout ce que l'on pense car la correspondance est lue et les conversations sont écoutées. On ne peut pas dire que les prisonniers ont le droit d'exprimer leur pensée librement.

Nous nous bornerons à signaler pour être complet le droit de publier des ouvrages ou des articles dans des journaux et des revues. Ce droit n'étant réglementé nulle part de façon précise, l'administration pénitentiaire le refuse à tous les prisonniers sans distinction. On ne peut pas assimiler de pareilles publications à la correspondance. Les prisonniers politiques eux-mêmes ne peuvent pas faire imprimer librement. Ils ont la faculté, pendant leur détention, de rédiger des articles, de composer des ouvrages scientifiques ou d'écrire des romans, mais ils doivent attendre le jour de leur libération pour les livrer à l'imprimeur et au public. Pendant qu'ils sont en prison ils peuvent seulement faire imprimer celles de leurs œuvres qui ont été écrites avant leur incarcération.

SECTION II

Droit à l'instruction et au développement intellectuel

Après avoir précisé dans quelle mesure les prisonniers peuvent dire ou écrire ce qu'ils pensent, il faut se demander si cela constitue pour eux une vie intellectuelle suffisante ou si l'on doit s'efforcer de développer davantage leurs besoins intellectuels.

En ce qui concerne les illettrés doit-on leur donner l'instruction élémentaire qu'ils n'ont pas reçue dans la vie libre?

Pour les autres prisonniers faut-il organiser des leçons, des conférences, des bibliothèques et toutes choses susceptibles de cultiver leur esprit ?

L'Etat a-t-il le devoir d'assurer l'instruction des individus qu'il prive de liberté ?

Le droit à l'instruction, aussi légitime et aussi essentiel qu'il soit, n'appartient pas à cette grande catégorie des

droits naturels et sacrés de l'homme. Il est apparu relativement tard dans l'histoire puisque les révolutionnaires de 1789 ne l'ont pas formulé. On le trouve pour la première fois sous la Convention, dans un projet girondin rédigé par Condorcet, mais il faudra attendre encore longtemps son application pratique. Au début du XIX^e siècle on s'est préoccupé davantage de la liberté de l'enseignement que du droit à l'instruction. Ce sont les lois scolaires de la III^e République qui consacreront le devoir pour l'Etat d'instruire ses sujets.

Il peut paraître téméraire de prétendre accorder aux prisonniers un droit que les hommes libres possèdent depuis un demi-siècle à peine. Nous pensons pourtant que le droit à l'instruction est un des attributs fondamentaux de la personnalité humaine et que tous les hommes doivent en bénéficier, aussi bien dans les prisons que dans les écoles et dans les casernes. Le législateur l'a compris. Dans les prisons françaises les droits intellectuels du prisonnier ne sont pas complètement méconnus.

Dans tous nos établissements pénitentiaires il existe des classes d'illettrés, des bibliothèques et même quand l'importance de la prison le permet on organise des conférences.

Il y a un instituteur dans chacune de nos maisons centrales d'hommes et des institutrices dans les maisons centrales de femmes. Ces emplois sont accordés aux candidats militaires pourvus du brevet élémentaire et aux candidats civils, âgés de plus de 21 ans et de moins de 30 ans, qui sont titulaires du brevet supérieur et du certificat d'aptitudes pédagogiques ou du baccalauréat. Les mêmes conditions sont imposées aux institutrices qui peuvent cependant être âgées de plus de 30 ans si elles sont veuves de fonctionnaires ou d'agents de l'administration pénitentiaire.

Les prisons départementales sont elles aussi dotées d'un instituteur quand l'effectif le permet. Pour les établissements peu importants on a recours à un instituteur de la localité ou à toute personne, agréée par l'autorité adminis-

trative, appartenant à la commission de surveillance ou à une société de patronage.

La tâche de ces instituteurs consiste à organiser des classes d'illettrés où les prisonniers reçoivent une instruction primaire. Les détenus âgés de moins de quarante ans sont astreints à recevoir cet enseignement s'ils sont illettrés ou s'ils savent lire ou écrire imparfaitement. Il faut en outre qu'ils soient appelés à subir une peine d'au moins trois mois d'emprisonnement. Les leçons sont données dans une salle de la prison consacrée à cet usage.

Dans les établissements cellulaires il doit y avoir un local avec des séparations individuelles afin d'éviter tout contact entre les détenus. A défaut d'un pareil local les leçons peuvent être données dans les cellules. En toute hypothèse le règlement prescrit que l'instituteur ou l'institutrice doit se rendre, si c'est nécessaire, auprès des prisonniers pour leur donner des explications particulières ou s'assurer de leurs progrès. Dans les prisons où il existe une école cellulaire, une partie du temps de la classe doit être consacrée à une lecture à haute voix, faite par l'instituteur et accompagnée d'explications s'il y a lieu.

Les condamnés qui ne sont pas astreints à l'enseignement primaire, ainsi que les prévenus et les accusés qui le demandent, sont conduits deux fois par semaine au moins à l'école où on leur fait une lecture sur un sujet de morale.

Il peut être fait, dans toutes nos prisons, des lectures et des conférences morales ou instructives par des membres de l'administration ou par d'autres personnes autorisées par le préfet. Les sujets que ces dernières personnes se proposent de traiter doivent être préalablement soumis au préfet, au sous-préfet ou au directeur de la circonscription pour la prison de sa résidence. L'assistance aux conférences et aux lectures est obligatoire pour les condamnés.

A côté de ces séances d'instruction en commun, les prisonniers ont le droit de consacrer une partie de leur temps à la lecture.

Chaque établissement possède une bibliothèque approvisionnée par les soins de l'administration centrale. Les livres de cette bibliothèque sont mis à la disposition des prisonniers. Les condamnés peuvent en faire usage les dimanches et les jours de fête. Pour lire ils se tiennent, selon le temps, dans les cours ou dans les ateliers, ou bien dans les cellules s'ils sont soumis au régime de l'emprisonnement individuel. En semaine, lorsqu'ils ont fait les devoirs donnés par l'instituteur et après le travail, ils ont la faculté de consacrer à la lecture le temps qui leur reste. Dans les prisons départementales, le droit de lire ne comporte pas de limite pour les prévenus et les accusés, ainsi que pour les prisonniers qui se trouveraient momentanément sans travail ; sauf, évidemment, l'interdiction de lire quand l'emploi du temps prévoit un autre genre d'occupation, pendant les repas par exemple. A titre de punition les prévenus, les accusés et les dettiers comme les condamnés peuvent être privés de lecture pendant deux semaines, au plus, s'ils ont lacéré, détérioré ou fait un usage illicite des livres prêtés. Pour les récompenser on peut au contraire leur permettre d'acheter des livres qui toutefois ne leur seront remis qu'après examen préalable du directeur.

En plus des livres de la bibliothèque on a tenté de publier des journaux pour les prisonniers. C'était là une idée particulièrement heureuse. Le journal est devenu pour l'homme un véritable besoin, pour le prisonnier il constitue une nécessité. Il est facile d'imaginer la situation d'un homme enfermé pendant plusieurs années, privé de toute information de presse, et qui se retrouverait un beau jour dans un monde nouveau. Il est évident que, dans les moindres détails de sa vie journalière, le libéré risque de commettre de multiples erreurs si au cours de sa peine il n'a pas été instruit des modifications qui sont intervenues dans l'ordre politique, dans la vie économique, dans l'organisation du travail, et même dans des domaines qui ne l'intéressent pas directement. Le libéré qui ignore les événements récents, risque d'être conduit à avouer qu'il sort de prison et de ce fait, se reclasser plus difficilement. Le journal permet d'éta-

blir un contact constant entre la société et les individus qui sont pour quelques temps retranchés de son sein mais qui doivent un jour retrouver la vie libre. Les lois sur le vote électoral et sur l'instruction obligatoire ne nous permettent pas d'abandonner des hommes qui ne sont pas sous le coup d'une mesure d'élimination définitive. Evidemment il n'est pas possible de distribuer dans les prisons les journaux que nous lisons tous les jours, mais il devrait exister pour les prisonniers un journal objectif, sans tendance politique ou religieuse, et qui, en les instruisant et en les distrayant, tiendrait les détenus au courant des principaux événements et des nouvelles tendances de la vie moderne.

En 1932, M. Jarillon, aumônier de la maison centrale de Poissy, a commencé à faire paraître, avec l'autorisation du ministère de la justice, un journal mensuel intitulé « L'Ami ». Cette publication, sans caractère confessionnel, était distribuée aux neuf cents prisonniers de Poissy. Elle contenait des articles à caractère moralisateur sur « la volonté », « l'honnêteté », « la liberté » ; des articles instructifs et d'information sur l'empire colonial français, le pneu et le rail et enfin des jeux d'esprit ou des fables destinées à distraire les lecteurs. Malheureusement, l'administration pénitentiaire ne donnait aucune subvention et le journal a disparu faute de ressources financières. Les prisonniers de Poissy ont beaucoup regretté cette publication qu'ils attendaient avec impatience et pour laquelle une cinquantaine de libérés avaient fait parvenir des dons.

La même année le Comité pour la diminution du crime a fait paraître une publication mensuelle intitulée « Rayons » et destinée aux prisons de femmes. Tous ces efforts sont louables et devraient être encouragés. L'Etat français devrait consentir un sacrifice financier qui ne serait sûrement pas très considérable pour doter ses prisons, ou au moins les maisons centrales, d'un journal qui paraîtrait au moins une fois par semaine, le dimanche.

La chose existe dans d'autres pays. Aux Etats-Unis la lecture de certains journaux est permise et les détenus rédi-

gent eux-mêmes un petit journal. En Belgique on trouve trois journaux pour les prisons. « L'effort vers le bien », « Les chaînes brisées » et « Lumière ». « L'effort vers le bien » a commencé à paraître dans la prison de Louvain en 1915. C'était pendant les hostilités et seule la maison centrale assistait impassible à ces événements épouvantables en se demandant quel allait être son destin car elle apercevait la lueur des incendies et la bruit de la canonade arrivait jusqu'à elle. M. Ernest Bertrand, directeur de la maison centrale de Louvain, eut l'idée de publier un petit journal qu'il faisait circuler de cellule en cellule. Il était tiré à cinquante exemplaires, aujourd'hui on en tire 4.900 et on les distribue gratuitement le dimanche à tous les prisonniers belges.

« L'effort vers le bien » est imprimé à la prison de Louvain ; il est rédigé par les détenus eux-mêmes. Deux d'entre eux, l'un pour la langue flamande, l'autre pour le français, font un tri, sous le contrôle de l'instituteur, parmi les articles envoyés. Le journal contient deux pages d'informations tirées de la presse quotidienne et quatre pages de contes et de jeux d'esprit. Les détenus correspondent entre eux par un courrier inséré dans le journal. Une publication analogue, éditée à Forest, et intitulée « Lumière » est réservée aux prisons de femmes. Le journal « Les chaînes brisées » est réservé aux jeunes condamnés.

La France n'en est pas encore là. Il n'y a guère que des bibliothèques qui sont en général insuffisantes et en très mauvais état.

M. Van Etten signale au contraire que dans certaines prisons américaines il existe des bibliothèques de 10.000 volumes et que dans ces mêmes prisons les détenus peuvent écouter la télégraphie sans fil, constituer des orchestres et assister à des séances de cinéma.

Les prisons belges ont chacune leur bibliothèque circulante, à Louvain même, les détenus ont été autorisés à former de leurs deniers une bibliothèque auxiliaire. L'instruction ne se borne pas aux cours d'illettrés, on fait travailler une heure par jour ceux qui savent déjà lire,

écrire et calculer et on donne aux femmes des notions d'hygiène et de puériculture. Certaines prisons possèdent une fanfare composée de détenus et la T. S. F. dans les cellules. Les prisonniers peuvent décorer leur cellule avec des portraits de famille ou des images de piété. En été on distribue quelquefois des fleurs le dimanche, et on tolère un oiseau chez ceux qui se conduisent bien.

Il est évident que toutes ces améliorations ne constituent pas une nécessité pressante et qu'il ne faut pas négliger l'effet intimidant de la peine. On peut entretenir la santé intellectuelle d'un homme en lui fournissant des occupations plutôt que des distractions d'ordre intellectuel.

Les trois séances de cinématographe qui sont données chaque semaine dans certaines prisons des Etats-Unis ne nous paraissent pas indispensables. Pour avoir assisté à des projections de ce genre dans les écoles et dans les casernes, nous croyons plus sage de ne pas tenter ces expériences dans les prisons et d'éviter de réunir dans l'obscurité un trop grand nombre de détenus. La télégraphie sans fil, sans présenter le même inconvénient d'ordre disciplinaire, constitue un luxe dont les prisonniers peuvent encore se passer.

Ces deux choses mises à part il faut instruire les prisonniers et développer leurs besoins intellectuels. Non pas parce que l'instruction rend les hommes meilleurs, un individu instruit qui met ses connaissances au service du mal, est plus dangereux qu'un ignorant et il n'est pas prouvé qu'en ouvrant des écoles on ferme des prisons, mais l'instruction permet au libéré de se reclasser plus facilement, elle joue le même rôle que l'apprentissage d'une profession. De plus, il nous paraît normal de partager les journées d'emprisonnement entre l'effort physique et les occupations intellectuelles. Le dimanche, en particulier, puisque les détenus sont dispensés de travail il importe de les occuper. Lorsqu'on a organisé l'emprisonnement solitaire en Belgique, on a constaté que les prisonniers se suicidaient surtout le dimanche. En semaine, également, il faut éviter de condamner les détenus à l'oisiveté. Certains d'entre eux ne sont

pas astreints au travail et d'autres sont réduits au chômage. Dans les prisons de petit effectif l'organisation du travail est imparfaite et souvent inexistante.

Il faudrait qu'en France l'école ne soit pas réservée uniquement aux illettrés et que les bibliothèques contiennent des ouvrages plus nombreux et en meilleur état. On ne peut pas donner le goût de la lecture aux prisonniers en leur distribuant des livres inoffensifs mais peu intéressants et souvent dans un état de saleté repoussante. On devrait multiplier les conférences éducatives et morales et procurer des journaux aux prisonniers. On pourrait développer l'usage de la musique dans les prisons, au lieu de se borner à des essais timides. Les détenus auraient leur orchestre ou seraient invités à entendre des concerts donnés par des musiciens libres. Ils pourraient, à condition de se bien conduire, jouer dans leur cellule ou dans une salle spéciale, de l'instrument qu'ils connaissent, à certaines heures de la journée ou seulement le dimanche.

L'article 52 du décret de 1923 qui organise l'emprisonnement cellulaire interdit aux détenus de clouer ou de coller sur les murs des images ou des affiches. Le règlement de nos prisons ne devrait pas contenir un pareil texte. Dans sa cellule le prisonnier doit pouvoir recréer un intérieur personnel. Il doit en y rentrant avoir le sentiment qu'il possède un petit domaine à lui, où il peut à la fin de la journée se reposer, se distraire, s'instruire, lire ou réfléchir.

Les prisonniers sont des hommes qui sentent le besoin et qui ont le droit de prolonger leur vie au delà des préoccupations d'ordre physique. Leur titre d'homme justifie à lui seul leurs droits intellectuels. En ce qui concerne l'administration pénitentiaire, sa mission sera singulièrement facilitée si elle parvient à ne pas laisser oisifs les détenus. Lorsqu'ils sont occupés la garde en est plus facile. Enfin la société, elle-même, y trouvera son compte le jour où les prisonniers seront rendus à la vie libre.

La peine doit jouer son rôle. Ou bien la privation de liberté est une peine éliminatrice, ou bien elle a pour but

l'amendement et le reclassement des prisonniers ; dans cette dernière hypothèse il n'est pas suffisant d'avoir des prisonniers en bonne santé physique et bien disciplinés, il ne faut rien négliger de ce qui peut les arracher au crime.

SECTION III

Liberté spirituelle

La société qui punit l'un de ses membres ne doit pas rejeter dans son sein un être affaibli et déchu. Elle doit se soucier à la fois de sa santé physique et de sa santé intellectuelle ; elle a aussi le devoir d'entretenir sa santé morale en réservant une place à des aspirations plus hautes encore que les besoins intellectuels et sûrement plus utiles au redressement des coupables. Il est indispensable que la morale et la religion aient leur place dans nos établissements pénitentiaires.

La liberté spirituelle a été le premier droit dont on a affirmé le caractère absolu et l'inviolabilité. Aux termes de l'article X de la déclaration des droits de l'homme « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » La liberté spirituelle est pour l'homme la liberté supérieure. Des problèmes métaphysiques se présentent à chaque individu. Il est libre d'admettre certaines convictions ou d'adhérer à des confessions religieuses.

De nos jours cette liberté est dans une mauvaise passe. Elle est attaquée directement en Russie et en Espagne où s'accomplit une œuvre violente de déchristianisation. En Allemagne et en Italie les gouvernants imposent au peuple une nouvelle religion nationale. En France la liberté de

conscience est satisfaisante. L'Etat déclare ignorer toutes les croyances et les convictions. « La République ne reconnaît aucun culte » (1). Elle n'est pas antireligieuse, elle est areligieuse. L'Etat français vit sous le signe de la neutralité absolue. Il ne fait pas la moindre distinction entre les adhérents des diverses confessions religieuses et les autres individus. On peut se demander si de pareils principes permettent au pouvoir social d'organiser la vie religieuse des prisonniers ou si au contraire il ne doit pas laïciser les prisons comme les écoles et les autres services publics. Nous pensons qu'il faut distinguer entre deux conceptions de la neutralité : la neutralité négative qui défavorise toutes les convictions au profit de l'absence de conviction et la neutralité positive qui permet à toute conviction de s'épanouir librement.

On a reproché à l'Etat français d'avoir préféré la conception négative, en réalité il n'a pas adopté une solution radicale et il est indéniable que dans certains cas il opte pour la neutralité positive. La loi du 13 juillet 1906 déclare que le repos hebdomadaire doit être pris le dimanche. L'article 312 du code d'instruction criminelle oblige les jurés à prêter serment devant Dieu et devant les hommes. Enfin en ce qui nous concerne, les règlements pénitentiaires font une place aux diverses confessions religieuses dans les prisons.

Evidemment on respecte la liberté de conscience du prisonnier en ne lui imposant aucune conviction religieuse, mais on lui permet d'en adopter une et l'on organise des cultes auxquels il peut assister.

Dans les établissements de courtes peines chaque prisonnier doit faire connaître à son arrivée s'il désire ou non assister aux offices religieux de son culte et au début de chaque trimestre tous les détenus sont invités à déclarer à nouveau s'ils veulent continuer à participer aux exercices de leur culte. Si les conférences ou les lectures à haute voix ont un caractère confessionnel, elles cessent d'être obligatoires pour les condamnés.

(1) Loi du 9 décembre 1905, art. 2.

La même liberté existe dans les maisons centrales. Sous le régime de l'arrêté du 6 novembre 1839, tout prisonnier était tenu d'assister aux pratiques de son culte. Plus tard cette obligation a été atténuée. Le jour de son incarcération on faisait souscrire à chaque détenu une déclaration qui l'engageait, soit à assister aux offices, soit à ne pas y assister pendant tout le cours de sa détention. Depuis une circulaire de septembre 1924, la faculté est laissée aux détenus, quelle que soit leur déclaration, d'assister ou non aux cultes en toute liberté, pendant la durée de leur peine. C'est là une exacte conception de la liberté de conscience et c'est également une attitude habile. Une pression exercée sur les prisonniers risquerait d'aller à l'encontre du but poursuivi. On serait conduit à ce résultat ridicule de punir un détenu parce qu'il est allé à la messe et l'autre parce qu'il n'y est pas allé.

Sous le signe de cette large tolérance les manifestations extérieures d'ordre religieux consistent en visites aux détenus et dans l'organisation de cultes à l'intérieur des prisons. Tous les ecclésiastiques peuvent atteindre les prisonniers. Il leur suffit d'être autorisés par le juge d'instruction ou par le procureur de la République pour les prévenus, par l'administration centrale ou préfectorale pour les condamnés. On ne s'oppose pas à de semblables visites, mais en général ce sont seulement les aumôniers des prisons qui visitent les détenus.

L'organisation religieuse des établissements pénitentiaires résulte d'un arrêté du 23 octobre 1920. L'administration pénitentiaire a désigné dans toutes les maisons centrales et dans toutes les prisons départementales un aumônier catholique. Pour le culte protestant il a été désigné des pasteurs dans les maisons centrales de Loos, Melun, Nîmes, Poissy et Riom ainsi qu'au dépôt de St-Martin-de-Ré, dans les prisons de Bordeaux, Lyon, Marseille et dans les prisons de la Seine. Pour le culte israélite il y a des rabbins officiels à Melun, Nîmes, Poissy, Bordeaux, Marseille et dans les pri-

sons de la Seine. Tous les aumôniers reçoivent de l'Etat une indemnité variable selon l'importance de la prison. En Alsace et Lorraine, où le régime concordataire a survécu, le personnel ecclésiastique fait partie de la prison. Les aumôniers de Haguenau, d'Ensisheim ou de Strasbourg sont de véritables fonctionnaires.

Pour nous, peu importe le chiffre de la rémunération qui est allouée aux aumôniers, nous retiendrons seulement son existence. Elle prouve que l'Etat a compris le rôle que les confessions religieuses doivent jouer dans les prisons. Nous allons d'ailleurs décrire la tâche des aumôniers de façon plus précise. Ils doivent se rendre auprès des prisonniers valides ou malades qui les font demander. Les visites ont lieu en dehors des heures de travail à moins que les détenus ne soient à l'infirmerie ou en cellule. Leur nombre ne doit pas, sauf des circonstances exceptionnelles, dépasser trois par semaine. Les aumôniers voient les prisonniers, dans leur cellule ou dans un local spécial, sans l'assistance d'un surveillant.

En plus des visites ils doivent célébrer le culte dans les prisons. Chaque établissement a sa chapelle. C'est une salle où les détenus sont groupés dans deux quartiers afin d'assurer la séparation des hommes et des femmes. Naturellement dans les prisons cellulaires la chapelle doit être cellulaire. Dans certains établissements l'aumônier dit la messe dans le couloir central de la prison et chaque détenu peut, de l'intérieur de sa cellule mécaniquement entr'ouverte, fixer les yeux sur l'autel. Pour les autres cultes le pasteur ou le rabbin utilisent la chapelle ou d'autres locaux qui sont mis à leur disposition.

Seuls les prisonniers et le personnel ont le droit d'assister aux services religieux de la prison. Les servants du culte sont choisis par le directeur ou par le surveillant-chef parmi les détenus qui y consentent et sur la proposition de l'aumônier. Dans les prisons cellulaires l'article 110 du règlement stipule que les servants du culte ne doivent pas être choisis dans la population pénale en vue d'éviter

que des détenus puissent être vus par les autres. On prend donc les servants à l'extérieur de la prison, sur proposition du ministre du culte et avec l'agrément du préfet ou du sous-préfet.

En pratique les cultes sont organisés presque partout et ils sont suivis très assidûment par les prisonniers. A la maison centrale de Melun en 1930 il y avait 384 catholiques, 50 protestants et 7 israélites sur 563 prisonniers. A Fontevault la même année on comptait 457 catholiques et 33 protestants sur un effectif de 607 individus. A Nîmes enfin sur 687 détenus on trouvait 533 catholiques, 63 protestants, 14 israélites et 56 musulmans. (1)

Nous ne devons pas nous méprendre sur la signification de ces chiffres : ils semblent dire qu'il n'y a qu'une minorité d'hommes irreligieux dans les prisons. Il est certain que pour de nombreux détenus le culte constitue l'une des distractions du dimanche. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre. Les offices religieux sont pour eux la plus saine des distractions et risquent de faire naître des réflexions salutaires, même chez ceux qui les fréquentent sans conviction.

Enfin il faut dire que sur le nombre on trouve des prisonniers qui ont des besoins religieux très sincères et dignes d'être entretenus.

Nous avons sous les yeux les lettres de plusieurs aumôniers qui nous affirment que des relèvements sont obtenus et qui ajoutent qu'ils sont les seuls à pouvoir comprendre et aider les détenus. Il est incontestable que la bonne volonté et la probité des surveillants n'est pas suffisante et que l'aumônier est le plus capable et le mieux placé pour exercer sur les prisonniers une influence heureuse. Ces derniers se confieront plus volontiers à celui qui se penche avec bienveillance sur leur misère qu'à ceux qui sont chargés de leur garde.

La prison, on l'a souvent dit, est un hôpital moral dont

(1) A. Mossé. Variétés pénitentiaires 1931.

les malades doivent être ramenés au bien. Il faut que les médecins aient une sorte de vocation en même temps que les connaissances et l'expérience nécessaire.

En 1894, M. A. Laguesse disait que « les fonctions pénitentiaires exigent un raisonnement sain, un ardent amour du bien, un sang-froid particulier en présence des turpitudes humaines, un courage qui brave les dangers et la violence, une espérance prolongée et une foi inébranlable en la rénovation de l'être avili. » (1)

Les aumôniers, à quelque religion qu'ils appartiennent, sont évidemment les seuls individus qui puissent prétendre à la possession de telles qualités. Il faut donc approuver la conception actuelle qui leur réserve une place dans nos prisons.

Grâce aux aumôniers les prisonniers ont la possibilité de satisfaire leurs aspirations spirituelles et trouvent une raison de vivre au lieu de mener une existence sans but pendant toute la durée de leur détention.

(1) Revue pénitentiaire 1894, p. 909.

DEUXIÈME PARTIE

DROITS PRIVÉS

La vie juridique des hommes ne se borne pas à l'exercice des différents droits de la personnalité dont nous venons de constater l'existence plus ou moins complète dans nos prisons. Il existe, à côté de ces droits primordiaux, d'autres droits plus artificiels qui seraient inutiles à l'homme isolé, mais qui sont indispensables aux individus vivant en société. On les appelle droits privés (1) parce qu'ils règlent les rapports des particuliers entre eux. « Ils régissent tous les actes que les particuliers accomplissent en leur propre nom, pour leurs intérêts individuels. » (2) Ils comprennent les droits de famille, comme les droits de se marier, d'adopter, de reconnaître un enfant naturel, et les droits relatifs au patrimoine, c'est-à-dire ceux que l'homme possède en raison de ses rapports avec les biens.

Dans cette deuxième partie de notre travail, nous allons nous demander dans quelle mesure les prisonniers conservent leurs droits privés. L'utilité de ces droits est incontestable pour eux ; malgré leur incarcération, ils ne sont pas complètement, ni définitivement retranchés de la société. Ils sont séparés de leur famille mais ils ne perdent pas leurs

(1) Le droit civil contenant la plupart des matières du droit privé, nous employerons indifféremment les termes « droits civils » et « droits privés ». Ces termes sont d'ailleurs synonymes lorsqu'on les emploie par opposition au « droit public ».

(2) Planiol et Ripert. Tome I, p. 10.

liens de parenté. Ils sont obligés d'abandonner leurs biens, mais ils n'en restent pas moins propriétaires. A l'heure actuelle, les prisonniers ne meurent plus civilement et la question se pose de savoir quel est exactement leur statut au point de vue du droit privé.

Le fait même de l'emprisonnement n'a aucune influence juridique sur les droits privés du prisonnier. Il crée seulement des difficultés matérielles qui gênent l'exercice de ces droits.

Par contre nous avons signalé (1) l'existence de peines privatives de droits qui sont attachées à certaines condamnations pénales. Il est nécessaire de préciser tout de suite l'incidence de ces peines sur les droits civils des prisonniers. Elles sont attachées à certaines condamnations et non au fait de l'emprisonnement. Il y a donc des prisonniers qui ne tombent pas sous le coup de ces privations de droits, parce qu'ils sont détenus sans être condamnés ou parce que les condamnations qu'ils subissent n'entraînent aucune peine privative de droits. Nous ne devons tenir compte que des privations de droits qui atteignent les prisonniers. Nous négligerons donc les peines privatives de droits attachées à des condamnations qui ne s'exécutent jamais sous forme d'emprisonnement et celles qui frappent le condamné après l'exécution de sa peine principale, après sa libération.

La double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit, par donation ou par testament, qui a pour but d'enlever aux condamnés à des peines perpétuelles la jouissance de certains droits civils, ne s'applique pas normalement à des prisonniers. Pourtant cette règle n'est pas absolue. Bien que notre droit ne connaisse pas la peine de l'emprisonnement à perpétuité, il y a des individus qui subissent en prison des peines perpétuelles. Il en est ainsi pour les femmes et les vieillards condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Il faut aussi tenir compte, actuellement, du fait que, en attendant une réforme législative, on a cessé de transporter

(1) Introduction. Section IV.

les forçats à la Guyane pour leur faire subir leur peine en maison centrale. Enfin les condamnés à mort sont incapables de disposer et de recevoir à titre gratuit pendant leur séjour en prison avant l'exécution de leur peine. Ces constatations ne nous permettent pas d'ignorer cette peine privative de droits qui porte sur des droits civils et qui est encourue par tous les prisonniers condamnés à des peines perpétuelles.

L'interdiction légale n'est pas plus que la double incapacité dont nous venons de parler, spéciale aux condamnations à l'emprisonnement, mais en pratique elle s'applique surtout à des prisonniers. On peut dire que la plupart des prisonniers qui vivent dans nos maisons centrales sont interdits légalement. L'interdiction légale accompagne toutes les condamnations à des peines afflictives et infamantes, perpétuelles ou temporaires. Elle est encourue par les réclusionnaires et les condamnés à la détention ainsi que par les condamnés à mort avant leur grâce ou l'exécution de leur peine, et par les condamnés aux travaux forcés pour lesquels on renonce à la transportation.

L'interdiction légale apparaît plus que toute autre peine privative de droit comme une conséquence de la privation de liberté. Elle n'est pas une déchéance pénale mais seulement une incapacité légale. L'interdit est incapable d'exercer ses droits civils pendant la durée de sa peine. Il n'en reste pas moins titulaire de ces droits dont il perd seulement l'exercice. Il recouvrera intégralement son statut privé après l'exécution de sa peine. On pensait autrefois que l'interdiction légale était destinée à assurer l'égalité des châtiments et à éviter que certains prisonniers n'usent de leurs droits et de leur fortune pour améliorer leur sort et organiser leur évasion.

La doctrine moderne voit plutôt dans l'interdiction légale une mesure de protection du prisonnier qui se trouve dans l'impossibilité matérielle d'exercer ses droits privés pendant qu'il subit sa peine.

Nous pensons que les deux théories contiennent une part de vérité. L'interdiction légale n'est pas exclusi-

vement une incapacité de protection, elle est encore moins une déchéance infligée à titre pénal. C'est une mesure d'organisation de la peine, qui a pour but, à la fois d'empêcher les condamnés riches d'adoucir leur sort et qui tend d'autre part à assurer la conservation des biens des condamnés pendant l'exécution de leur peine. C'est une incapacité légale destinée à assurer la discipline de la prison et l'ordre dans le patrimoine du prisonnier ; c'est une conséquence directe de la privation de liberté. Parmi les peines privatives de droits elle nous apparaît comme la plus importante au point de vue du statut civil du prisonnier.

Pour déterminer ses effets précis au point de vue des droits privés, nous nous garderons de tout rapprochement hâtif avec les effets de l'interdiction judiciaire. Les deux institutions portent le même nom et ont pour effet direct la mise en tutelle soit de l'aliéné, soit du condamné, mais elles s'adressent à deux catégories d'hommes extrêmement différentes. Les aliénés sont des malades, des individus sans volonté qui sont atteints par une incapacité naturelle. Les interdits légaux sont capables de volonté et sains d'esprit. On peut très logiquement concevoir que les premiers soient incapables de faire des actes que les autres peuvent accomplir. Il faut renoncer à faire état des discussions des civilistes relatives à l'interdiction judiciaire et adopter un critérium valable seulement pour l'interdiction légale. Ce critérium doit être tiré de la nature et du fondement que nous avons assigné à l'interdiction légale. Tandis que certains droits, comme ceux de contracter mariage, de reconnaître un enfant naturel ou de tester, peuvent être exercés sans inconvénient par les interdits pendant leur peine, au contraire, les droits de disposer à titre onéreux ou de donner sont de nature à contrarier les buts que le législateur a voulu en créant l'interdiction légale.

Pour faire un départ entre les différents droits que nous allons étudier, nous nous demanderons, pour chacun d'eux, si leur exercice par le condamné risque de compromettre l'exécution de sa peine ou la conservation de son patri-

moine puisque tel est, à notre avis, le double fondement de l'interdiction légale.

La dégradation civique est comme l'interdiction légale l'accessoire des condamnations criminelles. Aux termes de l'article 28 du code pénal, elle est encourue du jour où la condamnation dont elle résulte est devenue irrévocable. Elle frappe donc les prisonniers qui l'encourent, pendant leur incarcération ; mais, à la différence de l'interdiction légale, elle continue à produire ses effets après leur libération. La dégradation civique est une peine perpétuelle, attachée plutôt à la condamnation qu'à l'exécution de la peine. C'est même après le retour du condamné à la vie normale que la dégradation civique présente sa plus grande raison d'être.

Il faut dire en outre que la plupart des droits dont les condamnés perdent la jouissance par l'effet de la dégradation civique sont des droits politiques. Les droits privés ne sont atteints que par les incapacités prévues à l'article 34, paragraphe quatrième, du code pénal. Cette disposition déclare les individus passibles de la dégradation civique incapables d'être membre d'un conseil de famille, tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire. Seul cet aspect de la dégradation civique intéresse le statut privé du prisonnier. Nous sommes donc en présence d'une peine qui a surtout pour but d'enlever aux individus qui l'encourent la jouissance de leurs droits politiques et qui est vraiment utile après l'exécution du châtiment principal. Pour ces deux raisons la dégradation civique présente pour nous beaucoup moins d'intérêt que les autres privations de droits.

L'interdiction correctionnelle, prévue par l'article 42 du code pénal, porte sur des droits civiques, civils et de famille. Elle peut donc rentrer dans le cadre de notre travail, mais il convient de préciser les conditions nécessaires pour que cette mesure modifie les droits privés de certains prisonniers.

Nous avons vu que l'interdiction des droits civiques, civils et de famille n'est pas l'accessoire de toutes les condamna-

tions correctionnelles. Il faut, aux termes de l'article 43 du code pénal, qu'un texte l'ordonne ou autorise les tribunaux à prononcer cette peine. Lorsqu'elle est prononcée il faut qu'elle accompagne, non pas une condamnation correctionnelle quelconque, mais une condamnation à l'emprisonnement. Il faut enfin que l'interdiction des droits énoncés à l'article 42 produise son effet pendant l'incarcération du prisonnier et non après l'exécution de sa peine principale. Cette dernière condition pose la question de savoir à partir de quel jour cette privation de droits est encourue. L'article 42 est muet sur ce point. Parfois les textes décident que le point de départ de l'interdiction correctionnelle se placera à l'expiration de la peine principale (1), c'est-à-dire au jour de la libération pour les condamnés à l'emprisonnement correctionnel. Dans d'autres cas, les textes qui prévoient l'application de l'article 42 du code pénal, ne disent pas à partir de quand les incapacités qu'il édicte commenceront à courir. (2)

Les auteurs déclarent que c'est au juge de dire si l'interdiction aura pour point de départ le jour où le jugement est devenu définitif, ou bien le jour de l'expiration de la peine. Si le jugement ne renferme aucune disposition sur ce point, que doit-on décider ? On admet dans ce cas que les incapacités commencent au jour de la libération mais qu'elles ont lieu de plein droit pendant la durée de l'emprisonnement. (3)

Cette solution paraît contraire au principe d'interprétation stricte en matière pénale. Lorsqu'un individu est condamné à un an de prison et à deux ans d'interdiction de ses droits civiques, civils et de famille, l'opinion précédente nous conduit à lui faire subir trois ans d'incapacité ; une année pendant qu'il subit sa peine, plus deux années à partir de sa libération. Pourtant il serait paradoxal de voir un prisonnier jouir pendant sa détention de droits dont il

(1) Code pénal. Art. 86, 197, 388, 400, 401, 405, 406, 410.

(2) Code pénal. Art. 89, 91, 109, 112, 171, 185, 187, 335.

(3) Garraud. *Traité de Droit pénal*. T. II.

Faustin Hélie. *Pratique criminelle*. T. II, p. 32.

serait privé à partir de l'expiration de sa peine. Il ne faut donc pas s'en tenir à la lettre du texte et l'on doit considérer que l'incapacité qui résulte de l'article 42 commence à partir du moment où la condamnation est irrévocable, mais que la durée de la privation de droits prononcée par le juge court à partir du jour de sa libération. Il en est ainsi dans tous les cas, même lorsque le législateur ou le juge a fixé comme point de départ de l'interdiction le jour où le condamné aura subi sa peine. En somme toutes les fois qu'un prisonnier est privé des droits mentionnés à l'article 42 du code pénal, il est incapable de jouir de ces droits pendant la durée de sa peine. L'interdiction correctionnelle des droits civils et de famille modifie donc le statut privé des prisonniers qui l'encourent.

Il existe d'autres incapacités qui ont pour résultat de porter atteinte à la jouissance ou à l'exercice des droits civils. C'est ainsi que l'article 221 du code civil supprime à tout individu condamné pour crime, sa puissance maritale pendant la durée de sa peine ; la loi du 24 juillet 1889 édicte contre certains condamnés la déchéance de la puissance paternelle et des droits qui s'y rattachent ; la loi du 7 février 1924 prévoit, dans son article 1^{er}, que les père et mère, condamnés pour abandon de famille, pourront être déchus de la puissance paternelle. Il est évident que ces incapacités spéciales atteignent souvent des prisonniers. Il ne nous est pas possible de les énumérer toutes, nous les retrouverons au cours de cette deuxième partie en étudiant les droits qu'elles affectent.

Les individus qui subissent une peine d'emprisonnement de simple police sont dans la même situation que les prévenus au point de vue de leurs droits privés. Les condamnations de simple police ne sont pas assez graves pour entraîner des incapacités ou des déchéances.

Il faut donc distinguer dans nos prisons des catégories diverses de détenus d'après la nature et l'importance de l'incapacité qui les frappe.

Certains perdent la jouissance de leurs droits civils, d'autres sont seulement incapables de les exercer, d'autres enfin restent pleinement capables sauf l'atteinte purement matérielle qui résulte de leur incarcération. Nous retrouverons ces différences en étudiant dans ses détails le statut privé du prisonnier. Nous adopterons un ordre basé, non pas sur les diverses privations de droits, ni sur les différentes espèces de prisonniers, mais sur la classification des droits privés eux-mêmes. Cet ordre nous a paru plus normal parce que plus conforme à la conception et au titre même de notre sujet.

Nous diviserons donc cette deuxième partie en deux chapitres. Dans le premier nous étudierons les droits de famille du prisonnier ; le second sera consacré aux droits du prisonnier sur son patrimoine.

CHAPITRE I

DROITS PRIVÉS RELATIFS A LA PERSONNE DU PRISONNIER

Nous avons pensé consacrer ce chapitre aux droits de famille du prisonnier, mais ce titre n'était pas assez vaste pour englober les règles sur le domicile du prisonnier et les problèmes qui naissent des rapports du prisonnier avec d'autres incapables. Nous traiterons donc, non seulement de l'état du prisonnier dans sa famille, mais de tous les droits privés qui touchent à la personne des détenus. Tous ces droits ont comme les droits de la personnalité humaine un caractère extrapatrimonial qui d'ailleurs ne les empêche pas de produire des conséquences pécuniaires comme l'obligation alimentaire ou le droit de succession.

Nous étudierons dans ce chapitre successivement, la question du domicile du prisonnier, les problèmes relatifs au mariage, à la filiation, à la parenté et à l'alliance ; enfin la capacité du prisonnier à l'égard de ses enfants mineurs ou des autres incapables.

SECTION I

Du domicile des prisonniers

Chaque homme est rattaché à un lieu déterminé où il réside habituellement.

Très souvent le domicile d'un individu ne coïncide pas avec sa résidence. Il en est ainsi pour tous les prisonniers. La notion de domicile a une importance juridique considérable et présente des intérêts multiples dont l'énumération dépasserait le cadre de notre travail. Nous rappellerons seulement les termes de l'article 102 du code civil qui rattache l'exercice des droits privés à la définition du domicile : « Le domicile de tout français quant à l'exercice de ses droits civils est le lieu où il a son principal établissement. »

C'est donc à son domicile que le prisonnier exerce ses droits civils. La question de savoir où les détenus sont domiciliés trouve donc sa place toute naturelle au début de cette deuxième partie consacrée au statut privé du prisonnier.

Tous les détenus ont leur résidence dans la prison où ils sont incarcérés mais ils sont domiciliés ailleurs. L'article 108 du code civil nous dit que les majeurs interdits sont domiciliés chez leur tuteur ; ce texte vise aussi bien les interdits légaux que les interdits judiciaires (1). La Cour de Cassation a appliqué cette disposition à l'interdit légal dans un arrêt du 11 juillet 1892. Elle a déclaré que la demande en partage de la succession d'un interdit doit être soumise au tribunal du lieu du domicile du tuteur chez qui l'interdit avait son domicile légal au moment de son décès.

Le même article 108 prescrit que la femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari. Il n'en faut pas déduire que la femme d'un interdit légal est domiciliée chez le tuteur de son mari. Nous verrons plus loin que l'interdiction fait cesser la puissance maritale et que par conséquent la femme du prisonnier interdit n'est plus domiciliée chez son mari et recouvre le droit de se choisir un autre domicile (2). Bien souvent, au contraire, la situation normale est complètement renversée quand la femme est nommée tutrice de son mari interdit légal. Dans ce cas, le mari est domicilié chez sa femme.

(1) R. P. V^o Domicile. N^o 96.
Cass. Req. 11 juillet 1892. D. 92-1-14.

(2) Aubry et Rau. T. 1, parag. 143, note 7.
Trib. Chaumont. 17 avril 1867. D. 867-3-56. Contra Demolombe. T. I.
n^o 363.

Pour tous les autres prisonniers, qui ne sont pas en état d'interdiction légale, ils conservent le domicile qu'ils avaient antérieurement. Ils ont seulement leur résidence dans la prison où ils sont détenus. On cite en ce sens un arrêt de la Cour de Paris, du 19 juillet 1862 (1), dont le fondement ne paraît pas discutable. La Cour déclare que le changement de domicile ne peut s'opérer que par le fait d'une habitation réelle en un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement. Il est évident que le jour de l'emprisonnement l'individu change de résidence sans avoir l'intention de faire de la prison le nouveau centre de sa vie et de ses affaires.

L'individu détenu dans une prison n'y est pas domicilié. S'il est interdit légal il a son domicile chez son tuteur, sinon il conserve le domicile qu'il avait avant son incarcération. Sa succession s'ouvrira à son domicile, il devra être assigné à son domicile, enfin c'est à son domicile qu'il exercera aux yeux de la loi tous ses droits civils.

SECTION II

Le mariage

Pour les prisonniers le problème du mariage comporte deux aspects. Il s'agit d'abord de savoir si pendant sa détention un prisonnier peut contracter un mariage valable et d'autre part quels sont les rapports de deux conjoints dont l'un est emprisonné.

Aucun texte du code civil ne place l'emprisonnement ou les condamnations pénales parmi les empêchements au

(1) Paris, 19 juillet 1862. D. 1862-2-162.

mariage. Il semble donc au premier abord que les dispositions de la loi française ne s'opposent pas au mariage des prisonniers. Si l'on y regarde de plus près, on voit surgir deux problèmes devant lesquels il est permis d'hésiter. Le premier se pose pour tous les prisonniers et concerne les conditions de forme du mariage ; l'autre est spécial au mariage des prisonniers en état d'interdiction légale.

Le mariage est un contrat solennel réglementé avec beaucoup de soins par le législateur, en raison de sa gravité et de son importance sociale. Si les conditions de fond requises pour la formation d'un pareil contrat n'excluent pas le mariage des prisonniers il faut se demander si les formalités extérieures attachées à la solennité de l'acte peuvent être accomplies par les détenus. Le législateur a édicté de nombreuses règles en vue d'assurer la publicité des mariages. Aux termes de l'article 75 du code civil, la célébration doit avoir lieu dans la maison commune par l'officier d'état-civil et l'article 165 nous dit que le mariage doit être célébré publiquement.

Un prisonnier peut-il, malgré la privation de liberté qu'on lui impose, se transporter à la maison commune le jour de son mariage, ou bien l'officier d'état-civil doit-il se rendre à la prison avec ses registres pour procéder à la célébration du mariage d'un détenu ? Si l'on reconnaît aux prisonniers le droit de contracter mariage, il faut choisir entre l'une de ces deux solutions. S'il s'agissait d'exercer un autre droit, on pourrait penser à la représentation du prisonnier par un mandataire, mais nous savons qu'en matière de mariage la loi exige la comparution personnelle des futurs époux devant l'officier de l'état-civil afin de leur assurer la liberté la plus entière jusqu'au moment même de leur union. Pour que le mariage puisse être valablement célébré le prisonnier doit être en présence de l'officier d'état-civil. Reste à savoir lequel des deux doit se déplacer ?

En principe (article 75 du code civil) le mariage ne doit pas être célébré dans d'autres lieux que « la maison commune ». Toutefois l'article 165 du code civil exige seule-

ment que la célébration ait lieu « devant l'officier d'état-civil ». En vertu de ce second texte on permettait à l'officier d'état-civil de se transporter en dehors de la maison commune pour célébrer certains mariages. La loi du 9 août 1919 (article 75, al. 2) a consacré la pratique antérieure en tolérant les mariages à la résidence de l'un des futurs époux au cas d'empêchement grave et à la requête du procureur de la République. La loi prévoit même que si l'une des parties est en danger de mort, l'officier d'état-civil peut se passer de toute autorisation du procureur de la République, sauf à lui rendre compte après le mariage. Peut-on appliquer ce texte au prisonnier ? L'emprisonnement constitue-t-il un « empêchement grave » ? Il est certain que le législateur de 1919 ne pensait pas aux prisonniers, mais seulement aux malades et aux infirmes. De plus aucun texte ne donne aux futurs époux empêchés, le droit d'exiger le transport de l'officier d'état-civil. Le procureur de la République peut le requérir mais c'est pour lui une simple faculté. S'il le requiert, l'officier d'état-civil se transportera à la prison et l'on devra respecter toutes les autres formes de publicité. En particulier, on devra admettre le public et ouvrir les portes. Cette dernière mesure n'est pas incompatible avec la garde des autres prisonniers, mais il est clair qu'une pareille cérémonie est de nature à compliquer grandement la tâche disciplinaire du directeur de la prison.

Il est préférable (c'est la solution admise en pratique) d'éviter tout déplacement à l'officier d'état-civil. Pour la célébration de son mariage on amène le prisonnier à la mairie tout comme on le conduit à l'audience pour être jugé. Il est naturellement accompagné par des gendarmes, ou mieux, par des policiers en civil. Cette façon de procéder est à la fois la plus simple et la plus conforme aux règles de formation du mariage. Elle a permis déjà le mariage d'un certain nombre de prisonniers, mais il faut dire que tout détenu n'est pas admis automatiquement au bénéfice de cette procédure.

Une circulaire du 29 mars 1870 (1) réglemente la question du mariage des prisonniers dans les termes suivants : « Il appartient aux parties de remplir comme elles l'entendent les formalités nécessaires à l'accomplissement de leurs intentions. Le directeur accorde à cet égard des facilités de correspondance et le ministre, dès que les formalités légales sont remplies, prend une décision relative à l'accomplissement des cérémonies civiles et religieuses. »

En somme, lorsqu'un prisonnier manifeste le désir de contracter mariage, la réalisation de son projet dépend exclusivement de l'administration pénitentiaire qui fait une enquête sur le futur conjoint du prisonnier et sur les motifs du mariage. Si le prisonnier doit être prochainement libéré, si l'urgence de la célébration du mariage n'est pas établie, ou si l'union projetée paraît immorale ou indigne de notre conception du mariage, le détenu se verra refuser la permission de se marier. Si, au contraire, la demande du prisonnier est fondée sur des raisons sérieuses, le directeur de la prison permettra au prisonnier de correspondre avec son futur conjoint et lui accordera toutes les facilités nécessaires pour qu'il puisse accomplir les formalités légales antérieures à la célébration. Ensuite le ministre prendra une décision relative à l'accomplissement des cérémonies civiles et religieuses.

En pratique, les prisonniers qui manifestent le désir de contracter mariage, se heurtent au refus de l'administration. Les mariages des prisonniers sont de ce fait extrêmement rares. Il est évident que l'administration pénitentiaire ne peut pas se faire la complice d'unions scandaleuses, qui correspondent à des calculs honteux et qui n'ont du mariage que le nom.

On en arrive ainsi à priver arbitrairement certains prisonniers d'un droit civil essentiel. Sur ce point, il faut constater que le fait matériel de l'incarcération produit des conséquences juridiques.

(1) Code des prisons. T. V, p. 31.

En principe, l'emprisonnement ne modifie pas le statut civil des prisonniers qui conservent en particulier le droit de contracter mariage. En fait, l'exercice de ce droit peut être refusé par l'administration pénitentiaire, or nous savons que pour les droits attachés à la personne la privation d'exercice équivaut à la suppression du droit lui-même.

Bref, pour le prisonnier, le droit de contracter mariage est soumis à l'appréciation de ses gardiens. Cet obstacle de fait est absolument général. Pour certains prisonniers parce qu'ils sont en état d'interdiction légale, à côté de la question de fait que nous venons d'étudier se pose un problème juridique.

Les interdits légaux sont incapables d'exercer leurs droits civils pendant la durée de leur peine. Leur tuteur les représente pour tous les actes de la vie civile. Peut-il exercer pour eux le droit de contracter mariage, ou même plus généralement tous les droits qui ont trait aux relations de famille et à des intérêts purement moraux ? Certains auteurs ont soutenu que l'interdiction légale produisait les mêmes effets que l'interdiction judiciaire. D'après cette opinion, si l'on admet que l'interdit judiciaire est incapable de se marier, il en sera de même pour l'interdit légal. Nous pensons qu'il ne faut pas établir un parallèle aussi strict entre les deux interdictions. La volonté du prisonnier est intacte, il n'y a pas pour lui de présomption de démence. On peut aussi faire valoir un argument de texte. Le code pénal de 1791 (titre 4, art. 2) déclarait l'interdit légal incapable d'exercer « aucun droit civil » pendant la durée de sa peine. Notre code pénal n'a pas reproduit cette disposition, pour laisser au condamné l'exercice des droits inhérents à la personne. Si l'on admettait le contraire, on ferait de l'interdiction légale une véritable mort civile.

Les travaux préparatoires de la loi du 31 mai 1854, abolissant la mort civile, sont conformes à notre solution.

Enfin le législateur lui-même a réglementé le mariage de certains interdits. Des lois et décrets ont dispensé de certaines formalités, exigées par le droit commun en matière

de mariage, les interdits qui subissent leur peine aux colonies. (1) Il est évident que les effets de l'interdiction légale sont les mêmes pour tous et que si le mariage des transportés est facilité par le législateur, cela implique chez les prisonniers interdits légalement l'existence du droit de contracter mariage. Les formalités extérieures de la célébration sont régies par les règles que nous avons énoncées pour les autres détenus.

A la première question que nous nous étions posée nous répondrons donc par la règle suivante : Tout prisonnier a le droit de se marier même s'il est en état d'interdiction légale ; mais il est souvent gêné dans l'exercice de ce droit car il doit obtenir une autorisation administrative.

Etudions maintenant les effets de l'emprisonnement sur les mariages déjà contractés. Dans quelle mesure le statut matrimonial est-il modifié ? Que deviennent les rapports entre époux ?

Aucun article du chapitre du code civil consacré aux « demandes de nullité de mariage » ne permet l'annulation du mariage d'un individu sous le prétexte qu'il est détenu ou condamné. Même lorsqu'un prisonnier subit une peine perpétuelle son mariage ne peut pas être annulé. La dissolution du mariage peut seulement résulter de certaines condamnations pénales qui sont énoncées dans la loi parmi les causes de divorce. L'article 232 du code civil prévoit que « la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce. »

Les prisonniers en état d'interdiction légale peuvent donc voir introduire contre eux une action en divorce.

Evidemment, la dissolution de leur mariage n'est pas une conséquence directe des peines auxquelles ils sont condamnés. Il appartient au conjoint du prisonnier de se prévaloir ou non des dispositions légales.

(1) Pour les condamnés aux travaux forcés. D. 24 mars 1866.
Pour les déportés. L. 25 mars 1873, art. 18. D. 28 juin 1877.
Pour les relégués. D. 11 nov. 1887.

S'il demande le divorce, le tribunal ne possède aucun pouvoir d'appréciation. Les condamnations à des peines afflictives et infamantes sont des causes péremptoires de divorce. Le juge doit se borner à vérifier s'il s'agit bien d'une condamnation définitive, prononcée pendant le mariage par un tribunal français. Peu importe la nature du fait commis ou la déclaration de culpabilité. Le juge ne doit tenir compte que de la peine effectivement prononcée.

Si par le jeu des circonstances atténuantes le prisonnier est condamné à une peine correctionnelle, cette condamnation ne sera jamais une cause péremptoire de divorce. (1) Elle pourra tout au plus constituer une injure grave et permettre l'application de l'article 231 du code civil. La jurisprudence est absolument formelle. Déjà un arrêt de la Cour de Toulouse en date du 7 juillet 1886 déclarait que : « les condamnations correctionnelles pour des faits d'un caractère dégradant peuvent être considérées comme une injure grave. » (2) Les tribunaux peuvent donc prononcer le divorce contre des individus condamnés à l'emprisonnement correctionnel, mais seulement dans la mesure où ils pensent que les faits, sur lesquels est fondée la condamnation, constituent une injure grave pour l'autre époux. La cause de divorce réside davantage dans le caractère déshonorant de la peine et des faits qu'elle a sanctionnés que dans la condamnation elle-même.

Tandis que pour les prisonniers interdits légaux la dissolution de leur mariage dépend de l'attitude de leur conjoint, pour les prisonniers correctionnels il faut à la fois que le conjoint agisse et que le tribunal apprécie. Pour les autres prisonniers, l'emprisonnement ne peut pas à lui seul justifier une action en divorce. On applique les règles du droit commun. Le conjoint peut agir en divorce contre le prisonnier pour les mêmes causes que s'il était libre.

De son côté le prisonnier conserve le droit de demander

(1) Grenoble. 24 janv. 1865. D. 65-2-220.

(2) Toulouse. 7 juillet 1886. D. 88-2-52.

le divorce exactement comme un autre individu. Même s'il est en état d'interdiction légale il ne perd pas complètement l'exercice de ce droit. L'article 234, al. 3 du code civil prévoit que la requête doit être présentée par le tuteur de l'interdit, mais il faut que le prisonnier le lui demande ou l'y autorise. « La requête à fin de divorce est présentée par le tuteur sur la réquisition ou avec l'autorisation de l'interdit. » Ce texte est remarquable car il apporte une dérogation au principe de la représentation de l'interdit légal par son tuteur pour l'exercice de ses droits civils. On a voulu tenir compte du caractère personnel de l'action en divorce. L'interdit a l'initiative de la demande, le tuteur a l'exercice de l'action. L'article 234 ne prévoit pas le cas où l'interdit légal est défendeur. Il faut décider conformément au droit commun que le prisonnier sera représenté dans l'instance par son tuteur. (1)

On s'est demandé si la représentation du détenu était possible à toutes les phases de la procédure et en particulier si elle était conciliable avec les dispositions des articles 234, al. 1 et 238 du code civil.

Le premier de ces textes prescrit à l'époux demandeur de présenter « en personne » sa requête au président du tribunal.

Le prisonnier demandeur peut-il présenter en personne sa requête en divorce ? S'il est interdit légal l'article 234 al. 3 nous dit que « la requête à fin de divorce sera présentée par le tuteur... » Dans les autres cas le détenu présentera sa requête lui-même.

L'article 238, alinéa 1, enjoint au juge d'entendre les parties « en personne » le jour de la tentative de conciliation. Le prisonnier demandeur ou défendeur en divorce doit-il comparaître en personne devant le magistrat conciliateur ?

On aurait pu songer à appliquer l'article 238 aux termes

(1) Paris. 7 avril 1887. D. 88-2-245. S. 88-2-54.
Besançon. 21 nov. 1894. D. 95-2-317.
Caen. 20 nov. 1912. D. 1914-2-12. S. 1913-2-100.

duquel si l'une des parties « se trouve dans l'impossibilité de se rendre auprès du juge, ce magistrat détermine le lieu où sera tentée la conciliation, ou donne commission pour entendre le défendeur ».

La jurisprudence distingue entre les prisonniers. Ceux qui ne sont pas interdits légalement doivent être assignés eux-mêmes, les autres sont représentés par leur tuteur.

La Cour de Paris, dans un arrêt du 7 avril 1887, (1) s'exprimait de la façon suivante : « Le tuteur de l'interdit légal peut notamment, sur l'assignation de l'époux demandeur, comparaître en conciliation, devant le président du tribunal sans qu'il soit nécessaire que l'interdit ait été personnellement assigné. » Cette solution paradoxale enlève toute utilité à la tentative de conciliation. Le rapporteur de la loi du 18 avril 1886, au Sénat, sentait l'objection quand il disait : « Il n'est pas indispensable que le juge entende l'interdit en personne mais si cela lui semble nécessaire, il le fera comparaître ; jusqu'à ce que le juge réclame cette comparution l'interdit est représenté légalement par son tuteur. » En fait on n'exige pas la présence de l'interdit et la tentative de conciliation perd toute raison d'être. Elle pourrait être supprimée sans inconvénient.

Pour le reste de la procédure la représentation ne présente pas les mêmes difficultés. Pour terminer sur ce point, il nous suffira de signaler que tout ce qui vient d'être dit sur le divorce est applicable à la séparation de corps (art. 306. C. civil). Même dans les cas où son conjoint a le droit de faire valoir contre le prisonnier une cause péremptoire de divorce, il peut se borner à demander la séparation de corps. Il peut même ne rien demander du tout et laisser subsister l'état de mariage.

Jusque là nous nous sommes placés dans les cas où l'un des époux assigne son conjoint en divorce, il nous reste à envisager les hypothèses dans lesquelles le mariage sub-

(1) Paris. 7 avril 1887. D. 1887-2-245.

siste, malgré l'incarcération de l'un des époux, même si elle a lieu en exécution des condamnations pénales les plus graves.

Que deviennent les rapports entre époux si la dissolution du mariage n'est pas demandée ou n'est pas prononcée ? Les effets normaux du mariage sont-ils modifiés ?

Il est tout d'abord évident que l'emprisonnement fait cesser la vie commune. Le prisonnier n'est plus tenu du devoir de cohabitation énoncé par l'article 214 du code civil. Le devoir conjugal qui n'est pas dans la loi mais qui n'est que l'accessoire du précédent disparaît du même coup. Il en résulte que si la femme est détenue le mari n'a aucun moyen pour l'obliger à réintégrer le domicile conjugal. Si le mari est prisonnier son épouse ne peut pas lui demander de la recevoir. Le devoir d'assistance cesse également. Il consiste en effet dans l'obligation pour l'un des époux de soigner son conjoint malade ou infirme. Le prisonnier ne peut pas donner ou recevoir des soins personnels. Il y a là une obligation de faire qui devient impossible quand le mari et la femme vivent séparément. Par contre, le devoir de secours subsiste parce qu'il s'analyse en une obligation de donner. Chaque époux doit fournir à son conjoint tout ce dont il a besoin pour vivre. La séparation matérielle qui résulte de l'emprisonnement ne met pas obstacle à l'exécution de ce devoir. Enfin le devoir de fidélité doit, lui aussi, être observé aussi bien par le prisonnier que par l'époux demeuré libre.

Telles sont les conséquences de l'emprisonnement sur les obligations réciproques nées du mariage. L'article 213 du code civil prévoit pour les époux d'autres devoirs : « Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari. » Ce texte, en formulant ces deux obligations unilatérales de protection et de subordination, pose le principe de la puissance maritale. Cette disposition mise à part, le législateur n'a pas organisé, ni réglementé de façon précise la puissance du mari sur sa femme. On trouve seulement

dans le code quelques textes épars relatifs à cette institution. Nous avons l'avantage de constater que l'un de ces textes, l'article 221, a prévu, au moins en partie, la question qui nous intéresse, puisqu'il stipule la déchéance de la puissance maritale contre le mari condamné à une peine criminelle.

En principe la femme ne peut faire aucun acte juridique valable, sans l'autorisation de son mari. C'est là l'effet le plus important de la puissance maritale, auquel l'article 221 prévoit une dérogation : « Lorsque le mari est frappé d'une peine afflictive ou (1) infamante (encore qu'elle n'ait été prononcée que par contumace) la femme même majeure ne peut pendant la durée de la peine, ester en jugement, ni contracter, qu'après s'être fait autoriser par le juge qui peut, en ce cas, donner l'autorisation sans que le mari ait été entendu ou appelé. »

En conséquence, quand des prisonniers sont condamnés à des peines criminelles, leur épouse n'est plus tenue d'obtenir leur autorisation pour contracter ou ester en justice valablement. Les auteurs disent en général que l'article 221 établit une déchéance contre le mari qui s'est révélé indigne de l'autorité que la loi lui confie. Il nous semble que l'idée de déchéance n'a pas seule inspiré le législateur. Il a pensé que l'exercice de la puissance maritale n'était pas conciliable avec l'exécution des longues peines infligées aux criminels et comme il ne voulait pas laisser la femme agir seule, il l'a obligée à demander l'autorisation de la justice.

L'article 221 du code civil s'explique donc par une double idée ; d'abord l'indignité du mari mais aussi l'impossibilité matérielle où il se trouve de remplir son rôle de chef de l'union conjugale. Normalement lorsque le tribunal autorise la femme, à défaut d'autorisation maritale, « le mari doit être entendu ou dûment appelé en chambre du conseil », art. 219. C. C. in fine. Ici au contraire l'audition du

(1) Toutes les peines criminelles, à la différence de l'interdiction légale qui est attachée aux seules peines afflictives et infamantes.

mari est facultative pour les juges qui peuvent statuer régulièrement sans l'entendre.

La loi du 7 février 1924 (art. 222 C. civ.) a prévu une déchéance analogue du droit d'autorisation maritale, à l'encontre des individus condamnés pour abandon de famille. Il faut donc ajouter aux prisonniers déchus de la puissance maritale parce qu'ils subissent des peines criminelles, les prisonniers condamnés pour abandon de famille.

Les autres prisonniers conservent le droit d'autoriser leur épouse malgré leur incarcération. Ils ne tombent pas sous le coup de l'article 221 et l'article 222 n'est pas applicable car ils ne sont pas en état d'absence, ils sont simplement non présents. On s'est demandé si la non présence du mari permettait à la femme de se faire autoriser par justice. Pothier l'admettait si le mari était « trop éloigné pour donner cette autorisation aussi promptement que le cas l'exige » (1) et Tronchet disait au conseil d'Etat : « il peut y avoir tellement urgence que la femme n'a pas le temps de consulter son mari. » Certains auteurs pensent, au contraire, que l'autorisation du juge doit être limitée, au cas d'absence déclarée ou présumée, conformément à l'article 863 du code de procédure civile.

Nous nous rangeons à cette dernière opinion aussi paradoxale qu'elle puisse paraître. Il semblerait plus normal de laisser au mari l'autorisation maritale lorsqu'il en est digne et de lui enlever ce droit quand il est en prison, mais tous les prisonniers ne sont pas détenus pour les mêmes motifs. Certains sont sans aucun doute indignes de conserver en prison leur titre de chef du ménage ; d'autres au contraire sont détenus pour des fautes peu graves, quelquefois non intentionnelles. On ne peut pas traiter de la même façon un condamné pour outrage public à la pudeur ou pour vol et un condamné pour blessures involontaires, un condamné politique, un prévenu ou un prisonnier pour dettes. Le législateur a enlevé le droit d'autorisation maritale aux

(1) Pothier. Traité de la communauté. Tome I. N° 12, page 11.

condamnés à des peines criminelles et aux condamnés pour abandon de famille, il n'a rien dit pour les autres prisonniers. Nous ne pouvons pas établir de distinction en présence du silence de la loi. Au point de vue juridique les prisonniers sont simplement non présents, ils ne sont pas indignes. Par le seul fait de cette non présence qui résulte de leur détention, ils ne perdent pas leur puissance maritale. Ils jouissent de ce droit comme de leurs autres droits civils. La femme qui trouve son mari indigne de l'autoriser a la faculté de demander le divorce pour injure grave. Le plus souvent elle ne le fera pas parce qu'elle a une tendance très humaine et très compréhensible à défendre son mari et à l'excuser. Elle comprendrait mal une déchéance qui frapperait son époux et lui imposerait des formalités longues et complexes. Il faut se garder d'une intervention trop fréquente de la justice dans la direction des ménages. Quant à la question de savoir s'il ne serait pas opportun de laisser les femmes des prisonniers, libres d'agir sans autorisation, elle se rattache au problème plus vaste de l'utilité de la puissance maritale qui dépasse le cadre de notre travail.

En résumé, l'emprisonnement met obstacle aux devoirs de cohabitation et d'assistance mais il laisse subsister le devoir de fidélité et le devoir de secours, ce dernier dans une mesure que nous préciserons en étudiant les droits du prisonniers sur ses biens et sur son pécule. Les prisonniers condamnés à des peines criminelles sont déchus de leur puissance maritale. L'époux d'un prisonnier condamné pour abandon de famille a la faculté de se faire autoriser par la justice. Les autres prisonniers sont capables de donner à leur femme l'autorisation maritale.

On peut dire que, même lorsque le divorce n'est pas demandé ou n'est pas obtenu, l'emprisonnement et les condamnations pénales modifient gravement les rapports des époux.

SECTION III

Parenté -- Alliance

Les prisonniers sont soumis, en principe, aux règles du droit sur la parenté et l'alliance.

Nous savons que l'on appelle parents les personnes qui descendent les unes des autres ou d'un auteur commun. L'alliance est le lien qui unit un époux aux parents de son conjoint. L'individu que l'on emprisonne reste le parent ou l'allié des personnes à l'égard desquelles il possédait cette qualité avant son incarcération. Il peut même acquérir des liens nouveaux de parenté ou d'alliance pendant le temps qu'il passe en prison.

Le prisonnier peut en se mariant, puisque son mariage est possible, ou par le mariage de ses parents devenir l'allié de personnes qui jusque là lui étaient étrangères. Peut-il aussi voir augmenter le nombre de ses parents ? On ne peut pas donner à cette question de réponse générale. La parenté dérive de la filiation ; il faut distinguer entre la filiation légitime, naturelle et adoptive.

La filiation légitime s'établit en démontrant le fait de la maternité légitime et la paternité légitime. Lorsqu'une femme mariée met au monde un enfant dans une prison, il est rédigé un acte de naissance conformément aux règles ordinaires de rédaction des actes de l'état-civil. Cet acte authentique constate le lien de filiation légitime entre la mère et l'enfant dans les termes du droit commun.

La preuve de la paternité n'est pas aussi simple. On désigne le père d'un enfant au moyen d'une double présomption. On présume que les époux ont cohabité, et que la mère a respecté le devoir de fidélité qui résulte du mariage. Mais nous venons précisément de constater que l'emprison-

nement faisait cesser à la fois la cohabitation et le devoir conjugal. De telle sorte que si le moment de la conception coïncide avec l'incarcération du père ou de la mère, la question se pose de savoir si l'enfant sera légitime. En principe tout enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari de sa mère. Mais on a prévu des exceptions à la présomption « *pater is est quem nuptiae demonstrant.* » Dans certains cas le mari peut désavouer l'enfant de sa femme. L'article 312, al. 2 du code civil, permet en particulier au mari d'agir en désaveu de paternité au cas d'impossibilité physique de cohabitation. « Le mari pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que, pendant le temps qui a couru depuis le trois centième jusqu'au cent quatre vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme ».

Il fallait en effet préciser la date de la conception. Le législateur a édicté une présomption scientifique absolue, qui se fonde sur la durée normale de la grossesse. Il faut donc que les époux n'aient pas cohabité pendant la période de 120 jours au cours de laquelle la conception a dû normalement et légalement avoir lieu. Ce délai de 120 jours correspond à la différence entre la durée minimum de 180 jours et la durée maximum de 300 jours que l'on assigne à la grossesse. Le désaveu ne sera possible que si pendant la période de la conception l'un des époux a été « éloigné » de son conjoint.

Reste à savoir si l'emprisonnement constitue un éloignement suffisant pour permettre au mari de désavouer l'enfant de sa femme. L'impossibilité physique de cohabitation doit être précise, certaine et absolue. La Cour de Besançon a jugé, le 8 mars 1899, (1) que le fait de l'internement du mari dans une maison de santé n'était pas suffisant. « Spécialement, dit l'arrêt, il n'y a pas impossibilité physique permettant l'action en désaveu, alors que des visites ont

(1) Besançon. 8 mars 1899. D. 1899-2-268.

été faites pendant la période légale de la conception par la femme à son mari interné. Quand bien même il résulterait des dépositions des témoins que ces visites ont toujours eu lieu en présence d'infirmiers et que ceux-ci déclareraient n'avoir pas perdu de vue l'aliéné un seul instant au cours de ces visites. » Cette solution nous paraît excessive car tous les prisonniers reçoivent des visites et dans ces conditions l'action en désaveu ne leur serait jamais ouverte. D'ailleurs l'opinion de la Cour de Besançon n'est pas en général celle de la jurisprudence. La Chambre Civile de la Cour de Cassation a appliqué aux prisonniers la notion « d'éloignement » de l'art. 312, dans un arrêt du 5 novembre 1895. (1) D'après cet arrêt : « l'internement du mari dans une prison ou dans un établissement d'aliénés, pendant le temps où se place la durée légale de la conception, équivaut à l'éloignement. » Mais la Cour ajoute que « la femme peut être autorisée à prouver qu'elle a eu accès auprès de son mari et que des rapprochements n'ont pas été absolument et physiquement impossibles. » Dans le même sens nous trouvons un arrêt de la Cour d'Alger, du 14 février 1921, (2) aux termes duquel « l'impossibilité physique de cohabitation résulte notamment du fait que, pendant les délais légaux de la conception, le prétendu père purgeait une peine dans une maison de détention. »

Toutefois il ne faut pas faire de ces dernières décisions une règle générale. On trouve des arrêts en sens contraire et ce manque d'unité de la jurisprudence s'explique. En réalité on est en présence d'une question de fait. L'emprisonnement constituera l'éloignement cause de désaveu lorsqu'il sera établi que les époux ne se sont pas vus et en particulier si la femme n'a jamais demandé de permis de visite. Nous pensons même qu'il faudrait aller plus loin et décider que l'impossibilité de cohabitation subsiste lorsque des visites ont eu lieu puisque les parloirs des prisons sont

(1) Cassation. Ch. civ. 5 nov. 1895. D. 1895-1-535.

(2) Alger. 14 février 1921. D. 1921-2-30.

grillagés et la présence d'un surveillant obligatoire. Le tribunal de Charleville a adopté cette solution dans un jugement du 22 octobre 1929. (1)

En somme, le mari peut toujours agir en désaveu de paternité en faisant état de son incarcération au moment où l'enfant a été conçu ; le tribunal dira dans chaque affaire, en se basant sur les circonstances de fait, si l'éloignement des époux a été suffisant.

Reste à savoir si un prisonnier est capable d'exercer l'action en désaveu et dans quels délais il doit le faire ? Les prisonniers qui ne sont atteints par aucune incapacité, ni déchéance, peuvent certainement exercer l'action en désaveu comme tous leurs autres droits civils. La question de capacité ne se pose vraiment que pour les prisonniers en état d'interdiction légale. La loi n'ayant rien dit on applique le principe général de la représentation de tout interdit légal par son tuteur.

Cette solution est choquante et contraste avec celle qui est admise pour le divorce par l'article 234 du Code civil. Le tuteur ne peut demander le divorce que sur réquisition de l'interdit en personne. Il semble que l'on pourrait adopter la même règle en matière de désaveu de paternité. En l'absence de texte la jurisprudence ne s'est pas cru autorisée à le faire. Le 28 janvier 1862, (2) la Cour de Chambéry disait : « L'action en désaveu de paternité ne peut être exercée par le condamné en état d'interdiction légale, mais le tuteur de celui-ci a qualité pour intenter cette action ». La Cour de Cassation avait déjà statué dans le même sens le 24 juillet 1844. (3) « Le tuteur ou le subrogé tuteur qui le remplace a le droit d'agir en désaveu au nom de l'interdit. » En conséquence, le tuteur d'un prisonnier interdit légal peut seul agir en désaveu de paternité. Les autres prisonniers agissent eux-mêmes.

(1) La loi. 28 juin 1930.

(2) Chambéry. 28 janvier 1862. S. 62-2-481.

(3) Cassation ch. civile. 24 juillet 1844. S. 44-1-626.

Dans quel délai l'action doit-elle être intentée ? L'article 316 du code civil est le siège de la matière. Le mari devra agir dans le délai d'un mois s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant; dans les deux mois après la découverte de la fraude si la naissance lui a été cachée ou s'il était absent. L'arrêt précité de la Cour de Chambéry stipulait que : « le délai de l'action en désaveu court contre l'interdit légal et contre son tuteur comme contre toutes autres personnes. »

Pour le reste il n'est en rien dérogé aux règles ordinaires sur le désaveu de paternité. Sauf l'incapacité d'exercice qui résulte de l'interdiction légale, et l'impossibilité physique de cohabitation qui est la conséquence de l'emprisonnement, notre droit positif en matière de parenté légitime ne fait pas de différence entre le prisonnier et les autres individus.

Pour ce qui est de la parenté naturelle le statut des prisonniers est absolument uniforme quel que soit le titre en vertu duquel ils sont incarcérés. La filiation naturelle peut s'établir de deux façons différentes. Il peut y avoir reconnaissance de l'enfant né hors mariage par ses auteurs ou bien reconnaissance forcée à la suite d'une action en recherche de maternité ou de paternité naturelle. La constatation judiciaire de la filiation naturelle d'un prisonnier ou d'un enfant dont les parents sont en prison ne pose aucun problème particulier. Il n'en est pas de même lorsqu'un prisonnier manifeste le désir de reconnaître un enfant naturel. Les détenus qui ne sont pas interdits légaux peuvent le faire, mais on a longuement discuté pour les prisonniers en état d'interdiction légale. La loi n'a pas dit quelle était la capacité nécessaire pour une pareille reconnaissance. On pouvait autoriser le tuteur du prisonnier interdit à effectuer la reconnaissance comme on lui permet d'agir en désaveu de paternité. Il était également possible d'adopter la solution de l'art. 234 du code civil en matière de divorce, c'est-à-dire de confier à l'interdit l'initiative de la reconnaissance et au tuteur l'exécution des formalités légales.

Les tribunaux ont préféré la règle admise pour le mariage ; ils ont déclaré l'interdit légal seul capable de reconnaître un enfant naturel. C'est une règle en jurisprudence qu'un enfant naturel peut être reconnu par toute personne qui a conscience de ce qu'elle fait. Cette aptitude naturelle suffit à la validité de la reconnaissance. Le mineur, même non émancipé, peut reconnaître un enfant naturel sans l'assistance de son tuteur ; la femme mariée n'a pas besoin d'être autorisée par son mari, (1) ni le prodigue par son conseil judiciaire. Pour l'aliéné interdit on admet, en général, qu'il est capable dans ses intervalles lucides. Pour l'interdit légal, étant donné que son intelligence est entière et son consentement libre pendant toute la durée de sa peine, on a admis qu'il peut seul effectuer une reconnaissance d'enfant naturel.

Cette manière de voir nous paraît parfaitement justifiée, puisqu'il s'agit d'un acte déclaratif et surtout d'une pure question de conscience. Si l'interdit était incapable, l'état-civil de l'enfant serait inévitablement compromis. Personne d'autre que le père ou la mère n'ayant qualité pour procéder à un acte de cette nature, la filiation de l'enfant ne pourrait jamais être constatée si ses auteurs décédaient étant incapables ou s'ils étaient condamnés à perpétuité. Il est juste que le prisonnier interdit légal puisse reconnaître un enfant naturel comme tout autre détenu et plus généralement comme tout individu sain d'esprit et en possession de ses facultés intellectuelles. Au surplus cette opinion n'est pas contraire à la nature juridique de l'interdiction légale. On peut, sans aller contre l'esprit de l'institution, réserver au condamné l'exercice de certains droits purement personnels qui ne compromettent pas le but pénitentiaire, comme le droit de contracter mariage ou de reconnaître un enfant naturel.

En droit l'interdiction légale n'est pas un obstacle à la reconnaissance ; en fait l'emprisonnement n'empêche pas

(1) Art. 337. C. civil.

le détenu d'accomplir les formalités imposées par la loi pour que la filiation naturelle soit sincèrement et indiscutablement établie. Un simple écrit sous seings privés est insuffisant pour faire la preuve d'un acte aussi grave qu'un aveu de maternité ou de paternité. Il faut un acte authentique, nous dit l'article 334 du code civil, lorsque l'enfant n'a pas été reconnu dans son acte de naissance. La déclaration peut donc être reçue par l'officier d'état-civil dans l'acte de naissance de l'enfant ou dans un acte propre et distinct. Elle peut également être reçue par un notaire puisque le législateur se borne à exiger un acte authentique.

Ce dernier procédé est le plus pratique pour le prisonnier, car le notaire se rendra plus facilement à la prison que l'officier d'état-civil et parce qu'un acte notarié ne révélera pas au public une filiation qui pourrait nuire à l'enfant.

L'article 36 permet la reconnaissance par mandataire, mais en l'espèce le mandat ne supprime pas les difficultés car il faut une procuration spéciale et authentique.

En fait les reconnaissances d'enfants naturels émanant de prisonniers sont relativement nombreuses. Il ne faut pas croire que le détenu qui reconnaît un enfant obéit toujours à un sentiment purement désintéressé. Toute reconnaissance donne au prisonnier le droit de correspondre et d'être visité par la mère de l'enfant à l'égard duquel il affirme sa paternité. Cet avantage immédiat n'est pas toujours étranger à l'esprit du prisonnier qui signe un acte de reconnaissance.

Il est indiscutable que le prisonnier peut légitimer par mariage subséquent, l'enfant qu'il peut reconnaître. Il faudra alors que l'enfant ait été reconnu avant le mariage par ses deux auteurs, ou qu'il soit reconnu par eux dans l'acte de mariage. Cette légitimation n'est pas pratique parce qu'elle suppose le mariage du prisonnier. Nous avons vu que les mariages dans les prisons sont en pratique extrêmement rares. Il fallait dire cependant que la légitimation est juridiquement possible puisque les droits de contracter mariage et de reconnaître un enfant naturel peuvent être

exercés par tous les prisonniers. Nous pensons même que l'une des situations dans lesquelles l'administration doit accueillir favorablement le projet de mariage d'un détenu, c'est lorsque ce mariage a pour but principal de légitimer des enfants naturels.

Notre droit connaît enfin une dernière sorte de filiation, plus artificielle que la parenté naturelle ou légitime et qui a sa source dans un contrat que juridiquement un prisonnier est capable de consentir. Nous voulons parler de la parenté adoptive. Les textes relatifs à l'adoption ne signalent aucune incapacité résultant des condamnations pénales. En théorie un prisonnier âgé de 40 ans et qui n'a pas de descendant légitime peut adopter. Autrefois l'article 355 du code civil exigeait de l'adoptant qu'il ait une bonne réputation ; c'était une condition à laquelle un prisonnier pouvait difficilement satisfaire. Depuis la loi du 19 juin 1923, les termes plus larges de la loi laissent au tribunal le soin d'apprécier s'il doit ou non homologuer l'adoption. Le législateur s'est borné à poser un principe général dans l'article 343 du code civil. « L'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a des justes motifs et si elle présente des avantages pour l'adopté. » L'article 363 du même code prescrit au tribunal de se procurer les renseignements convenables et de vérifier s'il existe de justes motifs et des avantages pour l'adopté. Il est évident que le plus souvent les tribunaux seront amenés à refuser la requête aux fins d'adoption, émanant d'un prisonnier, mais en droit, l'adoption est possible même pour le prisonnier en état d'interdiction légale. (1) En pratique on peut concevoir que les tribunaux admettent l'adoption demandée par un prisonnier dont le titre d'incarcération n'a rien d'infamant ou qui a été condamné pour des infractions politiques.

D'autre part rien ne s'oppose à ce qu'un tiers réussisse à adopter un prisonnier. La loi est beaucoup moins exi-

(1) Demolombe. VI. 49.

geante pour l'adopté que pour l'adoptant. Il suffit que l'individu n'ait pas déjà été adopté et qu'il consente à l'être. On exige pour l'adopté mineur le consentement des personnes sous l'autorité desquelles il se trouve placé et pour l'adopté marié le consentement de son conjoint. Nous pensons que pour adopter un interdit légal il faudrait obtenir le consentement de son tuteur. Cette restriction mise à part, l'adoption d'un prisonnier est parfaitement possible selon les règles ordinaires formulées par le code civil, dans son titre huitième, consacré à l'adoption. L'étude de l'adoption nous prouve une nouvelle fois que les droits civils du prisonnier, surtout lorsqu'ils ont un caractère moral et personnel, ne sont pas atteints par les incapacités et les déchéances attachées aux condamnations pénales ; mais elle prouve aussi que l'emprisonnement rend souvent très difficile l'exercice des droits reconnus aux prisonniers.

Pour terminer cette section consacrée à la parenté et à l'alliance, nous devons étudier les effets de la parenté ou de l'alliance déjà acquise. Nous avons vu à quelles conditions et sous quelles formes un détenu peut voir augmenter le nombre de ses parents légitimes, naturels ou adoptifs, pendant qu'il est privé de liberté, demandons-nous dans quelle mesure les effets de la parenté et de l'alliance subsistent pendant la détention du prisonnier. La parenté et l'alliance produisent des effets très nombreux et de nature très diverse. Les principaux sont : — le droit pour les parents vivants de recueillir les biens d'un parent décédé ; — les droits de puissance paternelle accordés aux parents sur la personne et les biens de leurs enfants ; — l'obligation d'être tuteur ou membre du conseil de famille d'un parent mineur ou interdit ; — le droit pour les parents dans le besoin d'obtenir des aliments ; — le droit au nom ; — enfin l'interdiction de se marier entre proches parents.

L'alliance produit également des droits et des incapacités mais ses effets sont beaucoup moins nombreux et moins importants que ceux de la parenté. Retenons seulement que

l'obligation alimentaire existe entre certains alliés et que le mariage est impossible entre les alliés les plus proches.

Le droit pour le prisonnier de recueillir les biens de ses parents décédés sera traité dans le prochain chapitre consacré aux droits du prisonnier sur son patrimoine. Nous examinerons le problème de la puissance paternelle et l'obligation d'être tuteur ou membre d'un conseil de famille en parlant des rapports du prisonnier et des incapables. Les empêchements au mariage résultant de la parenté ou de l'alliance ne posent aucun problème spécial. Ils sont exactement les mêmes pour les prisonniers et pour les autres individus. Nous allons simplement étudier le droit au nom, l'obligation alimentaire et quelques effets accessoires de la parenté et de l'alliance.

Tout individu a un nom, que l'on appelle nom de famille ou nom patronymique, parce qu'il sert à désigner tous les membres d'une famille et qu'il s'acquiert normalement par la filiation.

M. Planiol définit le nom « la forme obligatoire de la désignation des personnes. » (1) Toute personne, en effet, doit être désignée graphiquement et oralement par son nom. Comme les autres individus les prisonniers ont un nom et il paraîtrait normal qu'ils le conservent dans la prison. Les règlements pénitentiaires n'admettent pas toujours qu'il en soit ainsi.

Les prisonniers conservent leur nom dans leurs rapports avec l'extérieur, mais dans les prisons cellulaires ils sont appelés par des numéros. Cette mesure a pour but d'empêcher les détenus de se retrouver après leur libération, mais elle n'est pas sans inconvénient. Elle contribue à éteindre toute individualité chez le prisonnier, en le privant de tout ce qu'il a de personnel. Dans les prisons en commun les détenus conservent l'usage de leur nom.

Très souvent on rencontre des prisonniers qui ont substi-

(1) Planiol et Ripert. T. I, p. 161.

tué à leur nom un surnom ou sobriquet. Ce surnom est sans valeur juridique et ne fait pas partie de la désignation légale de l'individu. On peut l'utiliser dans les enquêtes administratives ou judiciaires, mais les surveillants ne doivent jamais l'employer. Si l'un d'eux appelle un détenu par son surnom, ce dernier a le droit de protester auprès du directeur de la circonscription pénitentiaire. Le surveillant tombera sous le coup de l'article 25, du décret du 19 janvier 1923, qui « interdit aux employés ou agents de surveillance, d'user de dénominations injurieuses, du tutoiement, d'un langage grossier ou familier. »

Dans un autre domaine la parenté et l'alliance font naître un devoir réciproque qui s'analyse dans l'obligation de fournir des aliments à certains parents ou alliés qui se trouvent dans le besoin. Ce devoir est sanctionné par la loi, et le parent pauvre a le droit de réclamer en justice la pension alimentaire à laquelle il a droit. L'obligation alimentaire existe entre époux, entre parents légitimes en ligne directe, entre parents naturels au premier degré, entre l'adoptant et l'adopté, enfin entre alliés au premier degré. Dans tous les cas l'obligation alimentaire est réciproque.

Pour les prisonniers ces règles ne sont pas modifiées du moment que les liens de parenté subsistent. Seul l'individu condamné pour tentative de meurtre ou accusation capitale, perd à la fois le droit de succéder à sa victime (art. 727, c. civ.) et le droit de réclamer des aliments. Les autres prisonniers n'encourent pas de déchéance spéciale, mais il faut se demander si, pendant leur emprisonnement, ils peuvent exercer leur droit ou si l'on peut agir contre eux.

Il est d'abord certain que les dispositions des articles 210 et 211 ne peuvent jamais être appliquées lorsqu'un prisonnier est débiteur ou créancier de la dette alimentaire. L'exécution en nature est matériellement impossible. Un détenu ne peut pas être reçu, nourri et entretenu par celui qui lui doit des aliments et réciproquement le parent misérable ne peut pas aller vivre à la prison.

Est-ce que l'exécution normale, c'est-à-dire le paiement en argent d'une dette alimentaire, peut être réclamé par le prisonnier? Juridiquement tout détenu peut agir en justice lui-même ou par son tuteur s'il est interdit légal, mais nous ne croyons pas que la qualité de prisonnier suffise à justifier la demande d'une pension alimentaire. Il faut, d'après l'article 208 du code civil, que le créancier d'aliments soit hors d'état de se procurer par lui-même des moyens d'existence.

Tout prisonnier est nourri, logé et peut toujours travailler, même s'il n'est pas astreint à un travail obligatoire. L'octroi à un détenu d'une pension alimentaire porterait atteinte à l'égalité dans la répression et constituerait un élément d'indiscipline.

L'article 31 du code pénal prescrit que pendant la durée de sa peine il ne pourra être remis à l'interdit légal aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus. Il serait contradictoire de permettre à un prisonnier qui ne peut pas toucher ses propres revenus d'en réclamer à ses parents. Pour tous les prisonniers il est de principe que les secours extérieurs sont interdits sauf pour ceux qui ne sont pas en état de se constituer un pécule. C'est au directeur d'apprécier et d'accepter certains secours quand il le juge utile, par exemple pour les vieillards ou pendant la période d'apprentissage.

Si avant son incarcération un individu était créancier d'une pension alimentaire, les sommes versées à ce titre seront perçues par l'administration et inscrites au pécule du détenu. Mais il est évident que le débiteur peut cesser d'acquitter sa dette en invoquant l'article 209 du code civil. La pension alimentaire est essentiellement variable. « Lorsque celui qui reçoit des aliments n'en a plus besoin en tout ou en partie, la décharge ou réduction de la pension peut être demandée. »

Le prisonnier ne peut pas soutenir qu'il a droit à des aliments pendant son incarcération. Toutefois si le débiteur veut bien payer la pension à chaque échéance, elle

pourra s'accumuler pendant toute la durée de l'emprisonnement sans que l'on puisse voir dans ce fait une dérogation à la règle traditionnelle « aliments ne s'arréragent pas. » Par contre il est certain qu'il serait anormal d'octroyer une pension alimentaire au prisonnier qui n'en est pas déjà titulaire. Un détenu n'est pas un individu dans le besoin au sens de l'article 208 du code civil.

Le prisonnier peut-il être débiteur d'une dette alimentaire? Il faut distinguer entre la masse des biens qui appartiennent à l'individu avant qu'il soit emprisonné et qu'il conserve pendant sa peine et d'autre part le pécule du détenu dans la prison. Le prisonnier pouvait être débiteur d'aliments ou il peut le devenir pendant qu'il est en prison, mais à condition qu'il ait des ressources suffisantes car à lui seul le pécule ne permet pas d'acquitter une dette alimentaire. Le prisonnier débiteur payera lui-même ou par un mandataire les aliments dont il est tenu. S'il est interdit légal son tuteur sera chargé d'acquitter périodiquement sa dette. Le prisonnier pauvre pourra demander l'autorisation d'envoyer des secours à sa famille qu'il imputera sur son pécule disponible. Ce n'est qu'une faculté dont l'usage n'est pas très fréquent. Les secours alloués avec la permission du directeur sont en général très faibles et n'offrent aucun caractère de périodicité. Ils se rattachent aux relations de famille mais ne constituent pas l'obligation alimentaire réglementée par les articles 205 à 211 du code civil.

SECTION IV

Les Incapables

Les mineurs, les aliénés et les prodigues peuvent voir s'ajouter à leur incapacité celle qui résulte de l'emprisonnement ou de condamnations pénales. Ils sont de la sorte

doublement incapables, mais les règles du droit commun sur les incapacités ne sont pas modifiées. Lorsqu'on emprisonne des incapables leur incapacité subsiste. Ils peuvent simplement être privés des droits que leur incapacité première n'avait pas atteints. Etudiant le statut du prisonnier majeur et normal, nous n'avons pas à aborder pareille étude. D'ailleurs s'il est intéressant de décrire l'influence de la prison ou des condamnations pénales sur le statut civil de l'individu, encore faut-il que cet individu soit pleinement capable pour que l'on puisse voir dans quelle mesure il perd ou il conserve ses droits. Pour cette raison nous n'étudierons pas le statut des prisonniers incapables, mais seulement l'organisation de la tutelle des interdits légaux et les droits des prisonniers normaux dans leurs rapports avec les incapables.

Et tout d'abord, quels sont les droits du prisonnier à l'égard de ses enfants mineurs ? On définit la puissance paternelle : « l'ensemble des droits et des pouvoirs que la loi accorde aux père et mère sur la personne et sur les biens de leurs enfants mineurs pour leur permettre de remplir leurs devoirs de parents. » (1) Il va sans dire que nous entendons l'expression « puissance paternelle » dans son acception la plus large et non dans le sens étroit qui résulte du titre neuvième, livre I du code civil.

La puissance paternelle comprend, non seulement les droits de garde, de correction et d'usufruit légal, réglementés par les articles 371 à 387 du code civil, mais aussi d'autres droits dispersés dans le code, comme ceux de consentir au mariage des enfants ou à leur adoption, de les émanciper, d'administrer leur patrimoine, de leur désigner par testament un tuteur ou d'accepter les donations qui leur sont faites. Certains prisonniers perdent en totalité ou en partie leurs droits de puissance paternelle. Il convient de préciser le contenu de ces différentes catégories de prisonniers.

(1) Planiol. T. I, p. 569.

La première comprend les prisonniers qui sont déchus de leurs droits de puissance paternelle parce qu'ils ont encouru des condamnations pénales auxquelles cette déchéance était attachée. Les père et mère condamnés pour excitation de leur enfant à la débauche, en vertu des articles 334 et 335 du code pénal, « sont privés des droits et avantages à eux accordés par le code civil, livre I, titre IX », c'est-à-dire du droit de correction, du droit de garde et de la jouissance légale. La loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, prévoit de nombreux cas de déchéance de la puissance paternelle. La déchéance est tantôt obligatoire, tantôt facultative pour le tribunal répressif. Les condamnations pénales qui entraînent déchéance de plein droit sont les suivantes : 1°) Toute condamnation pour excitation habituelle de son propre enfant à la débauche (1) ; 2°) Toute condamnation pour crime commis sur la personne de l'enfant ou commis en participation avec l'enfant ; 3°) La seconde condamnation pour excitation habituelle de mineurs à la débauche, pour délit commis sur la personne de l'enfant ou pour délit commis en participation avec l'enfant.

L'article II de la loi du 24 juillet 1889 énonce les cas où la déchéance est une simple faculté par le tribunal. Le juge peut prononcer la déchéance de la puissance paternelle dans les cas suivants : 1°) Toute condamnation en raison d'un crime pourvu qu'il ne s'agisse pas des crimes politiques prévus par les articles 86 à 101 du code pénal ; 2°) La seconde condamnation pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants, pour vagabondage ou pour ivresse publique ; 3°) Toute condamnation par application de la loi du 7 décembre 1874 sur les professions ambulantes ; 4°) Toute condamnation pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ; 5°) Toute condamnation pour délit d'abandon de famille en vertu de la loi du 7 février 1924.

(1) Cette disposition ne fait pas double usage avec les art. 334 et 335 du Code pénal. Elle vise les mêmes faits mais elle entraîne une déchéance complète. La déchéance de l'art. 335 est limitée aux droits prévus par le titre 9 du code civil.

Tous les individus emprisonnés en vertu d'une des condamnations que nous venons d'énumérer sont ou peuvent être déchus de leurs droits de puissance paternelle. L'étendue de cette déchéance est variable. L'article 335 du code pénal prévoit une déchéance partielle. La loi de 1889 organise une déchéance complète quand elle est prononcée en vertu de l'article 1^{er} ; au contraire, depuis la loi du 19 novembre 1921, la déchéance facultative peut être partielle et relative, c'est-à-dire ne viser que certains droits et ne s'appliquer qu'à certains enfants. Le législateur de 1889 a donné une liste des droits qui sont ou peuvent être perdus par le prisonnier déchu de la puissance paternelle. L'article 1^{er} de la loi est rédigé dans des termes très larges ; il édicte la déchéance de la puissance paternelle et de « tous les droits qui s'y rattachent ». L'énumération qu'il contient est donnée à titre indicatif et n'est pas limitative. Cependant deux droits échappent à la déchéance, même quand elle a lieu de plein droit et qu'elle est complète. C'est d'abord le droit au respect énoncé par l'article 371 du code civil. « L'enfant à tout âge doit honneur et respect à ses père et mère ». Ce principe théorique ne comporte pas de conséquence légale. En second lieu la déchéance laisse subsister « entre les ascendants déchus et l'enfant les obligations énoncées aux articles 205, 206 et 207 du code civil, c'est-à-dire le droit réciproque de réclamer des aliments. L'article 1^{er} a fait là une réserve inutile car l'obligation alimentaire résulte de la parenté et non de la puissance paternelle.

Le droit au respect et le droit des aliments mis à part, la déchéance de plein droit qui frappe les prisonniers leur fait perdre tout l'ensemble des droits qui se rattachent à la puissance paternelle. Au cas de déchéance facultative, c'est au tribunal de dire si le condamné est déchu à l'égard d'un seul ou de tous ses enfants et de faire porter la déchéance sur la totalité ou seulement sur une partie des droits de puissance paternelle. Pendant toute la durée de leur peine les prisonniers déchus ne peuvent pas obtenir la restitution de

leurs droits. Cette restitution n'est possible qu'après leur libération s'ils sont réhabilités.

Quant à l'exercice de la puissance paternelle il existe un deuxième groupe de prisonniers, constitué par les condamnés en état d'interdiction légale, qui ne sont pas atteints par la déchéance de la loi de 1889.

Ces interdits légaux conservent tous leurs droits civils mais ils sont incapables de les exercer pendant la durée de leur peine. L'exercice de la puissance paternelle est donc suspendu pendant la durée de l'interdiction légale. (1) Le prisonnier est sous l'autorité d'un tuteur, on ne conçoit pas qu'il puisse faire les actes que comporte la puissance paternelle. Les droits de puissance paternelle sont alors exercés par la mère, par les autres ascendants ou par le tuteur de l'enfant et non par le tuteur du père interdit.

Dans l'opinion générale, que nous exposons brièvement avant de l'apprécier, le prisonnier interdit légal perd le droit de consentir au mariage de ses enfants ou à leur adoption. Il ne peut plus faire opposition au mariage de ses descendants, ni accepter des donations pour ses enfants. Il n'a plus le droit de garde et de correction, ni le droit d'émanciper ses enfants. Pour ce qui est du droit de désigner par testament un tuteur, l'interdit peut l'exercer dans la mesure où il est capable de tester. Il perd l'administration légale des biens de ses enfants mineurs, mais il conserve l'usufruit légal de ces mêmes biens. Il en résulte que l'administration légale passe à la mère, tandis que le droit de jouissance légale est exercé pour le compte de l'interdit par son tuteur qui, de la sorte, a l'administration des biens soumis à l'usufruit légal à l'exclusion de la mère.

Il aurait été plus normal d'accorder le droit de jouissance légale à la mère, en compensation des charges qui résultent de la puissance paternelle. Mais aux termes de l'article 384 du code civil le père seul possède ce droit pen-

(1) Rapp. au corps législatif sur la loi du 31 mai 1854. D. 54-4-95. N° 27.

dant le mariage ; la mère n'en devient titulaire qu'après la dissolution. Etant donné que l'interdiction légale laisse intact le lien conjugal, on n'a pas jugé possible d'enlever au père son droit de jouissance légale. Le tuteur perçoit les fruits pour le compte du père prisonnier. Il fournit à la mère les sommes nécessaires à la subsistance, à l'entretien et à l'éducation des enfants et il capitalise l'excédent des revenus conformément à l'article 31 du code pénal.

Tel est dans ces grandes lignes le statut du prisonnier interdit légal quant à ses droits de puissance paternelle. C'est une question complexe parce qu'elle touche à des droits extrêmement différents et parce qu'elle n'est pas réglementée. Les auteurs sont d'accord sur le principe ; ils reconnaissent tous que l'interdiction légale suspend l'exercice des droits de puissance paternelle, mais ils ne sont pas d'accord sur l'étendue de cette incapacité, ils discutent le point de savoir si l'interdiction légale affecte tous les droits de puissance paternelle.

Dans la description que nous venons de donner nous nous sommes efforcés d'adopter les solutions admises par la majorité des auteurs. Nous avons été amenés à dire que l'interdit perd tous ses droits de puissance paternelle, sauf le droit de jouissance légale qu'il conserve et qui est exercé par son tuteur. Cette conception nous paraît excessive. On devrait laisser au prisonnier interdit l'exercice de certains droits de puissance paternelle, comme le droit de consentir au mariage de ses enfants, le droit de consentir à leur adoption ou le droit de former opposition au mariage. Tous ces droits, énoncés par les articles 148, 150, 158, 173 et 348 du code civil, appartiennent à la fois au père et à la mère. Même lorsque le père est pleinement capable, la mère a le droit de consentir au mariage ou à l'adoption de ses enfants ou de former opposition à un mariage. Cette observation nous fait sentir combien il est artificiel de rattacher ces droits à la puissance paternelle qui, d'après l'art. 373 du code civil, appartient au père seul. Si par l'effet de l'interdiction légale la puissance paternelle passe à la mère, elle

ne pourra pas exercer seule un droit qui a deux titulaires. Pour le mariage de ses enfants, par exemple, elle consentira pour elle, mais elle ne pourra pas consentir pour son mari prisonnier. Il faut donc permettre au tuteur de remplacer le mari, ou mieux encore, déclarer que l'interdit reste capable de consentir au mariage de ses enfants. Nous savons que l'interdiction légale n'enlève pas au prisonnier l'exercice de tous ses droits civils et en particulier nous avons vu que l'interdit est capable de se marier. Il n'est donc pas anormal de lui reconnaître le droit de consentir au mariage de ses enfants. Lorsqu'un prisonnier a encouru une condamnation qui n'entraîne pas la déchéance de la puissance paternelle, l'interdiction légale ne doit pas fonctionner comme une déchéance. D'ailleurs une circulaire, émanant du Garde des Sceaux Dufaure, autorise les notaires à faire et à recevoir les consentements à mariage des condamnés à des peines afflictives et infamantes. L'application de cette circulaire ne présente pas de difficulté. Le notaire se transportera à la prison pour recevoir le consentement de l'interdit, dans les formes prévues à l'article 73 du code civil.

Pour les mêmes raisons, nous admettons que l'interdit légal peut former opposition au mariage de ses descendants, conformément à l'article 173 du code civil. Il est titulaire de ce droit et peut l'exercer personnellement mais, son tuteur ayant qualité pour le représenter en justice, la demande en mainlevée d'opposition devra être formée contre le tuteur.

En matière d'adoption, le consentement de l'interdit doit également être obtenu. La situation est exactement la même que pour le mariage de l'enfant et l'on ne voit aucune raison d'admettre une solution différente. L'article 348 du code civil exige le consentement du père et de la mère. Tant que le père n'est pas décédé ou incapable de manifester sa volonté, son consentement doit être obtenu. L'adoption est un acte grave. Si on y procède pendant l'interdiction légale, contre le gré du prisonnier, c'est le déchoir définitivement de ses droits de puissance paternelle puisque depuis 1921, l'article 352 du code civil prescrit que « l'adoptant est seul

investi des droits de puissance paternelle à l'égard de l'adopté. »

Nous admettons volontiers que l'interdiction légale suspend l'exercice des droits de puissance paternelle, mais sous les réserves que nous venons d'indiquer. L'exercice de quelques droits personnels par le condamné ne s'oppose pas aux différents buts que l'on peut assigner à l'interdiction légale, et il nous paraît conforme à la conception du législateur. La loi du 24 juillet 1889 institue une déchéance et l'interdiction légale une incapacité d'exercice. Il ne faut pas que deux institutions aussi différentes produisent les mêmes effets. Il est normal que l'individu qui commet un crime sur la personne d'un de ses enfants ou en participation avec lui soit traité plus sévèrement qu'un autre criminel, au point de vue de ses droits de puissance paternelle. Il faut faire une différence entre les prisonniers déchus de leurs droits de puissance paternelle et les interdits légaux qui perdent seulement l'exercice d'une partie de ces droits pendant la durée de leur peine.

Restent alors les prisonniers qui n'ont encouru ni déchéance, ni interdiction légale ; il est évident que les prisonniers appartenant à cette troisième catégorie conservent intégralement leur puissance paternelle, mais encore faut-il qu'ils puissent exercer matériellement leurs droits. Le père prisonnier se trouve souvent empêché en fait d'exercer ses droits de puissance paternelle. Certains auteurs décident que le père éloigné, interné, emprisonné ou mobilisé perd sa puissance paternelle. Ils appliquent, par identité de motifs et par analogie de situation, l'article 141 du code civil qui délègue à la mère la puissance paternelle quand le père a disparu. Nous pensons que le prisonnier ne peut pas être assimilé à un individu disparu. On sait où il est, on peut le voir et lui écrire, et, n'étant pas interdit légal, il est capable d'exercer ses droits civils. Il faut donc lui reconnaître la capacité d'exercer tous ses droits de puissance paternelle. En fait il ne les exercera pas tous, mais en droit sa capacité d'exercice est entière. L'interdit légal encourt une

incapacité juridique ; le prisonnier ordinaire n'encourt qu'une incapacité de fait. Il pourra, par exemple, émanciper son enfant ; le juge de paix se transportera à la prison pour qu'il fasse la déclaration requise. Par contre il perd l'exercice du droit de garde et de surveillance de ses enfants. Il lui est impossible de surveiller l'activité, les relations et la correspondance de son enfant. Ce droit est compromis par l'emprisonnement, de la même manière que le devoir de cohabitation entre époux. Les autres droits de puissance paternelle, qui exigent seulement l'accomplissement de certaines formalités ou de simples signatures, continuent à être exercés par le prisonnier lui-même, auquel ils n'ont jamais cessé d'appartenir.

La tutelle (1) est le régime de protection établi par la loi pour protéger la personne et administrer les biens des enfants ou des interdits.

C'est une fonction juridique confiée à une personne capable qui consiste à prendre soin de la personne et du patrimoine d'un incapable. Parmi tous les prisonniers, seul l'interdit légal a un tuteur. Nous allons signaler en passant quelques règles sur l'organisation de cette tutelle avant de nous demander si le prisonnier peut accéder aux diverses charges protectrices des incapables.

Le législateur a organisé, parallèlement à l'incapacité d'exercice qui résulte de l'interdiction légale, une tutelle tout comme pour les aliénés et les mineurs. En principe cette tutelle est dative. L'article 29 du code pénal nous dit que le tuteur doit être choisi comme pour l'interdit judiciaire. Pour le choix du tuteur et du subrogé tuteur le conseil de famille est convoqué par le juge de paix du domicile du condamné, conformément aux articles 406 et suivants du code civil. Exceptionnellement la tutelle est légale

(1) Certains auteurs déclarent qu'il s'agit là d'une fonction publique et d'un droit public. Nous avons préféré traiter de la tutelle en étudiant les droits privés. La tutelle est une institution intimement liée aux relations de famille. Les règles sur la tutelle sont insérées dans le code civil, au Livre I^{er}, art. 389 et s...

dans le cas de l'article 506. Le mari est tuteur de droit de sa femme interdite. Pour que la femme soit tutrice de son mari, il faut qu'elle soit nommée par le conseil de famille. La tutelle cesse par le décès du prisonnier ou par tout événement qui met fin à l'exécution de la peine. Aux termes de l'article 30 du code pénal, le tuteur doit rendre compte de sa gestion. La question s'est posée de savoir si l'article 508 du code civil était applicable en matière d'interdiction légale. Le tuteur peut-il se faire remplacer après être resté dix années en fonction ? On répond par une distinction conforme à la nature des choses. Si le prisonnier subit une peine perpétuelle, il est normal que le tuteur puisse se faire remplacer, mais on lui refuse cette faculté si l'interdiction légale est la conséquence d'une peine temporaire. Ces quelques indications mises à part, la tutelle de l'interdit légal obéit aux mêmes règles que la tutelle de l'interdit judiciaire.

Nous pouvons maintenant examiner la tutelle sous un angle complètement différent en nous demandant si le prisonnier peut être tuteur d'un incapable. Le législateur s'est montré soucieux de ne pas confier la charge de tuteur à n'importe quel individu. Le prisonnier est-il juridiquement et matériellement capable d'exercer une pareille fonction ? Il aurait été paradoxal de nommer un incapable tuteur d'un enfant ou d'un aliéné. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que le code civil et le code pénal énumèrent des causes d'incapacité, d'exclusion et de destitution de la tutelle.

L'article 443 du code civil déclare que toute condamnation à une peine afflictive ou infamante entraîne de plein droit l'exclusion de la tutelle et la destitution au cas où il s'agirait d'un tuteur en exercice. Le code pénal a repris ces dispositions dans les articles 34 et 42. Aux termes de l'article 34-4° la dégradation civique consiste « dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille. » D'après l'article 42 (5° et 6°) les tribunaux jugeant correc-

tionnellement peuvent, dans certains cas, interdire l'exercice des droits « de vote et de suffrage dans les délibérations de famille » et des droits « d'être tuteur ou curateur si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille. »

Enfin la loi du 24 juillet 1889, dans un article 8, modifié par la loi du 15 novembre 1921, nous dit que « tout individu déchu de la puissance paternelle ou auquel ont été retirés tout ou partie des droits de puissance paternelle, est incapable d'être tuteur, subrogé tuteur, curateur, ou membre d'un conseil de famille. »

Il résulte de ces différents textes que les prisonniers sont incapables d'être tuteurs s'ils sont en état d'interdiction légale, condamnés à la dégradation civique, interdits de leurs droits civils et de famille en vertu de l'article 42 du code pénal, ou déchus en tout ou partie de leurs droits de puissance paternelle.

Ces diverses causes d'exclusion de la tutelle visent aussi bien les tuteurs des mineurs que les tuteurs des interdits et les tuteurs ad hoc, mais elles n'ont pas la même portée. Le prisonnier interdit légal est exclu ou destitué de la tutelle même s'il s'agit de ses propres enfants, mais il redevient pleinement capable après l'exécution de sa peine, quand cessant d'être prisonnier il cesse d'être interdit légal. Le prisonnier condamné à la dégradation civique ou en vertu de l'article 42 du code civil, peut au contraire être tuteur de ses propres enfants s'il obtient l'avis conforme du conseil de famille, mais son incapacité subsiste après sa libération. Ces différences ne sont pas théoriques ; il est des cas où un prisonnier peut être condamné à la dégradation civique sans être en état d'interdiction légale. Il suffit de remarquer que, à la différence de la loi de 1889, l'article 443 du code civil n'exclut pas les condamnations politiques. Un condamné au bannissement peut subir sa peine sous forme de détention. Dans cette hypothèse il est prisonnier et il encourt la dégradation civique, mais il n'est pas en état d'interdiction légale parce que le bannissement est seulement une peine infamante (art. 8, code pénal). De

même un individu peut être condamné à la dégradation civique principale accompagnée d'un emprisonnement correctionnel en vertu de l'article 35 du code pénal. La dégradation civique n'étant pas une peine afflictive et infamante cet individu ne sera pas interdit légal.

Le prisonnier exclu ou destitué de la tutelle perd aussi le droit, énoncé dans l'art. 397 du code civil, qui permet au survivant des père et mère de choisir un tuteur à ses enfants. C'est un droit de puissance paternelle. Il est aussi déchu du droit de désigner à la mère survivante et tutrice le conseil spécial dont parle l'article 391 du code civil.

Le prisonnier qui ne peut pas être tuteur ne peut pas davantage être subrogé tuteur. L'article 34 du code pénal et la loi de 1889 mentionnent expressément la qualité de subrogé tuteur. L'article 42 ne vise que les fonctions de tuteur ou de curateur. Il ne faut pas établir une différence qui serait fondée sur une interprétation trop littérale de la loi. L'interdiction correctionnelle, comme la dégradation civique, rend le prisonnier incapable d'être subrogé tuteur. L'art. 426 du code civil nous dit que les mêmes règles doivent s'appliquer aux tuteurs et aux subrogés tuteurs.

De même pour être membre d'un conseil de famille il faut être capable d'être tuteur : « Tout individu exclu ou destitué d'une tutelle ne peut pas être membre d'un conseil de famille », art. 445, c. civil. Certains auteurs font remarquer que l'article 445 vise seulement les cas d'exclusion ou de destitution prévus par l'article 444. C'est exact, mais le prisonnier déchu de la puissance paternelle, condamné à la dégradation civique, ou privé de ses droits civiques, civils et de famille, n'en est pas moins incapable d'être membre d'un conseil de famille puisque les articles 34 et 42 du code pénal, ainsi que la loi de 1889, le disent expressément. Les causes d'exclusion sont donc les mêmes que pour être tuteur.

Les articles 34, 42 et la loi de 1889 visent également et en propres termes les fonctions de curateur. Il faut enten-

dre ce mot dans son sens le plus large. Le prisonnier qui est incapable ou destitué de la curatelle du mineur émancipé ne peut pas être davantage curateur au ventre (393, c. civ.), ni curateur d'un sourd-muet (936, c. civ.), d'un aliéné, (Loi 30 juin 1838, art. 38), d'une succession vacante (812, c. civ.), ou d'un immeuble délaissé (2.174, c. civ.).

Enfin toutes ces causes d'exclusion et de destitution privent l'individu qui les encourt du droit d'être conseil judiciaire d'un prodigue ou administrateur provisoire d'un aliéné. La loi du 30 juin 1838, article 34, dit en effet que les dispositions du code civil sur les incapacités, les exclusions ou les destitutions des tuteurs, sont applicables aux administrateurs provisoires nommés par le tribunal. En somme, et cela est normal, lorsqu'un individu ne peut pas être tuteur, il ne peut pas davantage se voir attribuer les autres charges protectrices des incapables.

L'individu qui ne peut pas être nommé tuteur, ne peut pas davantage rester en fonction s'il exerce déjà cette charge. Il sera destitué par le conseil de famille, conformément aux articles 446 et suivants du code civil. C'est dire que les déchéances que nous étudions sont extrêmement générales dans leurs causes et dans leurs effets. Cela s'explique d'autant plus facilement qu'elles sont attachées aux condamnations pénales les plus graves.

Les condamnations correctionnelles ne constituent qu'exceptionnellement des causes d'exclusion des charges protectrices des incapables. Les prisonniers qui ne tombent pas sous le coup de l'interdiction correctionnelle ou de la déchéance des droits de puissance paternelle qui résulte de certains délits, sont juridiquement capables d'être nommés ou de continuer à exercer les fonctions de tuteur, de curateur, de subrogé tuteur, de conseil judiciaire, de membre d'un conseil de famille, d'administrateur provisoire ou de mandataire ad litem.

A bien plus forte raison la capacité des prisonniers qui ne sont pas condamnés n'est pas discutable. Certains au-

teurs ont proposé de leur appliquer l'article 444 du code civil. D'après ce texte : « Sont exclus de la tutelle et même destituables s'ils sont en exercice : les gens d'une inconduite notoire et ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité. » Cette disposition peut être appliquée au prisonnier comme à tout autre individu, mais il serait exagéré de dire que l'incapacité, l'infidélité ou l'incompétence résultent de l'emprisonnement. Il est au contraire difficile au tuteur prisonnier de détourner des fonds ou de se mal conduire. Les tribunaux sont souverains pour apprécier ces causes de destitution ; mais l'article 444 ne leur permet pas d'exclure un individu parce qu'étant prisonnier il est dans l'impossibilité matérielle d'exercer ses fonctions de tuteur.

Il est évident que, en fait, quand le choix sera possible on ne nommera pas un prisonnier pour remplir les fonctions de tuteur. Toutefois, si la tutelle est légale ou si le tuteur est déjà titulaire de sa charge quand il est emprisonné, peut-il conserver son titre et rester en fonction ? Il est acquis que le simple emprisonnement ne figure pas parmi les causes d'exclusion ou de destitution de la tutelle. D'autre part, entre autres causes de cessation de la tutelle, nous trouvons l'incapacité survenue à un individu depuis que la tutelle lui a été déférée. Cette incapacité peut être une simple incapacité de fait et les auteurs citent à titre d'exemple l'absence et la folie. Le prisonnier est présent et conserve toute sa lucidité, il ne paraît donc pas possible de voir dans l'incarcération une incapacité de fait entraînant la cessation de la tutelle.

Le tuteur qui est simplement emprisonné reste juridiquement capable et peut continuer sa gestion. Dans la mesure où il est empêché le pupille sera représenté par un tuteur ad hoc ou par des mandataires du tuteur pour l'expédition des affaires courantes.

Le subrogé tuteur ne remplace pas automatiquement le tuteur. Sa raison d'être principale est d'exercer une surveillance constante sur les actes du tuteur. Il ne représente le

mineur que dans les cas où il y a opposition d'intérêts entre le tuteur et son pupille.

On admet cependant que le subrogé tuteur pourra, avec l'autorisation du conseil de famille, passer des actes obligatoires légalement ou nécessaires en fait auxquels le tuteur se refuserait. Dans tous les autres cas le subrogé tuteur peut représenter le pupille, à la place du tuteur empêché, mais il n'est qu'un simple gérant d'affaires, une sorte de tuteur de fait.

CHAPITRE II

LES DROITS DU PRISONNIER SUR SON PATRIMOINE

On appelle patrimoine l'ensemble des droits et des charges d'une personne appréciables en argent.

Etudier les droits patrimoniaux du prisonnier, c'est donc se demander quels sont ses droits pécuniaires et comment il peut les exercer.

Le patrimoine est une universalité de droit distincte des éléments qui la composent. Durant toute sa vie l'homme effectue des transmissions à titre particulier, il aliène ou il acquiert des biens, il contracte des obligations tout en conservant son patrimoine. A son décès, les droits et obligations qui composent le patrimoine sont transmis aux héritiers du défunt par succession légale ou testamentaire. Chaque individu conserve son patrimoine jusqu'à sa mort car dans notre droit les transmissions universelles se font seulement par décès.

Comme tout autre individu le prisonnier a un patrimoine général qui contient des droits et des charges et dont aucune déchéance pénale ne peut le priver.

Mais au sein de ce patrimoine général nous sommes obligés de distinguer un ensemble de biens qui obéit à des règles spéciales et qui constitue un petit patrimoine distinct. Tout prisonnier a un pécule, c'est-à-dire des biens qui sont affectés à un certain usage, et dont il ne dispose pas librement. Ce patrimoine spécial se subdivise en deux parties dont la première, le pécule réservé, est constituée par le travail du prisonnier et lui sera remis au moment

de sa libération. Le pécule disponible, au contraire, est constitué à la fois par le travail du prisonnier et par d'autres sommes qu'il reçoit de l'extérieur à des titres divers. Le prisonnier peut pendant son emprisonnement disposer dans une certaine mesure de son pécule disponible. Que ces biens soient utilisés pour faire des achats à la cantine avec l'autorisation du directeur de la prison ou à assurer la vie du prisonnier pendant les jours qui suivent sa libération ; dans un cas comme dans l'autre ils constituent un ensemble de biens soumis à des règles très strictes et affectés à un but pénitentiaire. Il est donc vrai de dire que par une dérogation remarquable au principe de l'unité de patrimoine, le prisonnier est à la tête de deux groupes de biens très distincts et soumis à des règles différentes, l'un dans la prison, l'autre à l'extérieur.

Le pécule du prisonnier constitue un patrimoine spécial, une masse de biens ayant une affectation particulière. En examinant ce que deviennent les droits du prisonnier sur ses biens pendant sa détention, nous serons amenés à tenir compte de cette dualité de patrimoine et à constater que certains actes qui sont possibles sur le patrimoine général ne peuvent être exécutés sur le pécule ou inversement.

Pour étudier les droits patrimoniaux du prisonnier, nous nous demanderons dans une première section dans quelle mesure il conserve son patrimoine. La section II sera consacrée aux droits pour le prisonnier d'administrer son patrimoine et de disposer de ses biens à titre onéreux. Dans la dernière section nous traiterons des actes à titre gratuit et des successions ab intestat.

SECTION I

Conservation par le prisonnier des droits réels et personnels qui constituent son patrimoine

Parmi les divers éléments du patrimoine, on appelle droits réels ceux qui établissent entre une personne et une chose un rapport direct et immédiat opposable à tous.

Dans la catégorie des droits réels, le droit de propriété tient une place prépondérante à raison des prérogatives qu'il confère à son titulaire. L'article 544 du code civil définit la propriété : « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue. » Il est inutile ici de décrire l'importance et les attributs du droit de propriété mais il faut se demander si le prisonnier est digne de jouir d'un tel droit. Autrefois, en vertu de l'article 25 du code civil, le condamné à la mort civile perdait la propriété de tous ses biens. Depuis la loi du 31 mai 1854 les condamnés à des peines perpétuelles ne meurent plus civilement. Ils conservent intégralement leur droit de propriété. A plus forte raison les autres prisonniers demeurent propriétaires quelles que soient les condamnations et les déchéances par eux encourues. Il est de principe dans notre droit que les peines sont personnelles ; on ne veut plus de ces sanctions qui, en privant le condamné de ses biens, atteignent indirectement sa famille. Toutefois les principes les mieux fondés ne sont pas absolus et la règle que nous venons de formuler comporte deux exceptions.

La première résulte de la loi du 14 novembre 1918 sur la répression des crimes et des délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. Cette loi a introduit dans notre législation

la peine de la confiscation générale qui n'existait plus depuis 1814. (1) L'article 3 de la loi de 1918 ordonne aux tribunaux, qui auront à juger des crimes ou des délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, de prononcer « la confiscation au profit de la nation de tous les biens présents et à venir du condamné, meubles, immeubles, divis ou indivis, de quelque nature qu'ils soient. » Cependant si le condamné est marié, ou s'il a des enfants ou des ascendants, seule la quotité disponible peut être vendue au profit de l'Etat. Le reste de ses biens est attribué aux héritiers réservataires.

La confiscation spéciale prévue par les articles 11 et 470 du code pénal constitue la deuxième exception que nous avons annoncée. Elle est plus fréquemment appliquée que la précédente mais sa portée est très limitée. Le prisonnier peut seulement perdre la propriété de certains biens particuliers qui sont en relation avec l'infraction ou qui en constituent le corps, l'instrument ou le produit. La propriété des biens confisqués est attribuée à l'Etat, à un établissement public, à un hospice ou à la partie lésée, à moins que la loi n'ait ordonné leur destruction.

La confiscation, générale ou spéciale, mise à part, le droit de propriété n'est pas atteint par les condamnations pénales et l'on peut tout en étant condamné rester propriétaire.

L'emprisonnement n'a qu'un seul effet, c'est de séparer en fait le prisonnier des biens qui lui appartiennent ; mais sur ce point aucun tempérament n'est admis. L'individu qui franchit la porte d'une prison ne peut même pas conserver les divers biens mobiliers dont il est porteur au moment de son arrestation. Ces objets doivent être remis au surveillant-chef de la prison, contre remise d'un reçu détaché d'un registre à souche. (2) Ils seront rendus à leur propriétaire au moment de sa libération.

Pour les autres droits réels dont le prisonnier est titu-

(1) Charte de 1814, article 66.

(2) Décret du 19 janvier 1923, article 8.

laire sa situation est la même que pour le droit de propriété. Autrefois, l'usufruit, parce qu'il est un droit viager, s'éteignait par la mort civile. Actuellement, l'usufruit comme les servitudes survit à l'incarcération du prisonnier qui reste propriétaire et possesseur de tous les droits réels qui composaient son patrimoine avant sa détention. Il n'est pas contradictoire de dire que le détenu reste à la fois « propriétaire et possesseur » après avoir signalé qu'il était séparé matériellement de tous ses biens. Il est exact que la possession est un état de fait qui consiste à détenir une chose et à accomplir sur elle des actes matériels d'usage et de jouissance comme si on était propriétaire, mais il est vrai aussi que, si l'élément intentionnel de la possession doit exister chez le possesseur, l'élément matériel est régi par un principe contraire, en vertu duquel il n'est jamais nécessaire que les actes de jouissance constitutifs de la possession soient accomplis par le possesseur en personne. Le prisonnier reste donc, non seulement propriétaire et titulaire de droits comme les servitudes ou l'usufruit, mais il peut aussi continuer à posséder ou devenir possesseur par l'intermédiaire d'autrui et de la sorte acquérir par la prescription.

Quant aux droits réels accessoires d'une créance, comme le privilège ou l'hypothèque, ils survivent à l'emprisonnement et aux condamnations pénales de la même manière que les droits réels principaux. Les règles du droit commun n'étant pas modifiées nous nous bornerons à signaler l'existence d'un droit réel qui résulte de l'interdiction légale.

Tous les interdits légaux ont une hypothèque légale sur les biens de leur tuteur. Cela résulte de l'article 2121 du code civil qui s'applique aussi bien aux interdits légaux qu'aux aliénés interdits judiciaires. Malgré les termes imprécis employés par le législateur, ce point n'est plus discutable. Cette hypothèque garantit toutes les créances que l'interdit légal peut avoir contre son tuteur à raison de sa gestion. C'est une hypothèque générale et dispensée de publicité qui prend rang à partir du jour de la nomination

du tuteur s'il est présent ou à partir du moment où sa nomination lui est notifiée (art. 418, c. civ.). A ce point de vue l'interdit légal est dans une situation préférable à celle des autres prisonniers qui doivent abandonner leurs biens à un gérant ou à un mandataire, sans posséder cette importante garantie que constitue l'hypothèque légale de l'article 2121 du code civil.

Avec les droits réels, le patrimoine comprend les droits personnels ou obligations qui sont appréciables en argent. Ces droits ou obligations sont des rapports juridiques entre individus ; ils peuvent avoir des sources extrêmement différentes. Dans notre législation les obligations sont légales, contractuelles, quasi-contractuelles, délictuelles ou quasi-délictuelles. Tout prisonnier, même en état d'interdiction légale, conserve l'ensemble de ses droits patrimoniaux et par conséquent ses dettes et ses créances. Nous signalerons seulement trois modifications dans la composition du patrimoine des prisonniers.

En premier lieu, l'infraction fait naître au profit de la victime le droit à la réparation du préjudice qu'elle a souffert. Les tribunaux ont pour mission de condamner le coupable à des restitutions ou à des dommages-intérêts. De même le condamné devient débiteur des frais de justice et quelquefois d'une amende pénale. Toutes ces dettes viennent s'inscrire au passif du patrimoine du condamné. Les prisonniers qui subissent une peine sont donc débiteurs de leur victime ou de l'Etat.

En second lieu, deux textes du code civil prévoient la disparition de certaines obligations contractuelles, à la suite de toute condamnation à une peine afflictive ou infamante. L'article 1865 du code civil stipule que la société finit par l'interdiction de l'un des associés. Aux termes de l'article 2003 du même code, la fin du mandat résulte de l'interdiction du mandant ou du mandataire. Il n'est pas douteux que ces deux textes s'appliquent à l'interdiction légale comme à l'interdiction judiciaire. L'interdit légal étant privé de

l'exercice de ses droits civils il ne lui serait pas possible d'agir pour autrui, ou de se soustraire à la tutelle organisée pour lui en donnant mandat à un étranger.

La société et le mandat sont des contrats conclus intuitu personae ; il est normal qu'une modification aussi importante que l'interdiction légale en atteignant l'un des contractants, libère l'autre partie.

Enfin, et d'une manière plus générale, on peut dire que l'emprisonnement est un obstacle à l'exécution de toutes les obligations de faire. Le prisonnier peut exécuter sans difficulté les obligations qui consistent à s'abstenir de faire quelque chose, mais il lui est impossible d'exécuter celles qui exigent de lui des actes positifs, incompatibles avec son incarcération. L'individu tenu par un contrat de louage d'ouvrage ne peut plus exécuter ses obligations dans la prison. Le chanteur qui a signé un engagement théâtral ne peut pas aller au théâtre lorsqu'il est emprisonné. On s'est posé la question de savoir si le créancier qui éprouve un préjudice parce que l'exécution d'une obligation devient impossible à cause de l'emprisonnement de son débiteur, peut obtenir une condamnation à des dommages-intérêts. On est obligé de répondre par l'affirmative. Il n'en serait autrement que si l'emprisonnement constituait un cas fortuit ou de force majeure. Il n'est pas possible d'admettre cette manière de voir car l'emprisonnement n'est pas extérieur au prisonnier, mais au contraire est la conséquence de la faute qu'il a commise. Evidemment il faut que la personne lésée par l'inexécution de l'obligation ait subi un préjudice. Il faut en particulier que la date de l'exécution et la considération de la personne du débiteur soient prépondérantes pour le créancier. L'emprisonnement ne fait obstacle à l'exécution des obligations que pendant un certain temps. Il est possible au prisonnier après sa libération de commencer ou de continuer l'exécution des obligations de faire dont il est tenu. Il n'y aura inexécution totale et préjudice que si le créancier avait un intérêt majeur à l'exécution de l'obligation au jour convenu. Dans le cas con-

traire on peut considérer qu'il y a un simple retard et que l'exécution a été seulement suspendue par un emprisonnement de courte durée. Quant à la personne du débiteur elle doit avoir été prise en considération par le créancier et l'exécution doit exiger des actes positifs de sa part. L'exécution de l'obligation restera possible si une autre personne peut sans difficulté agir à la place du prisonnier. En particulier, un prisonnier qui est seulement tenu de payer une somme d'argent ou de transférer un droit réel peut matériellement le faire. Les victimes des infractions commises par des prisonniers n'ont pas à attendre le jour de la libération pour être indemnisées du préjudice qu'elles ont subi. Il en est de même pour toutes les dettes dont les prisonniers sont tenus.

Après comme avant l'incarcération d'un prisonnier son patrimoine reste soumis au droit de gage général de ses créanciers qui peuvent même recourir à l'exécution forcée si leur débiteur ne paie pas ses dettes volontairement. On admet sans difficulté le droit pour les créanciers de saisir les biens qui composent le patrimoine général d'un prisonnier.

La question du recouvrement sur le pécule est beaucoup plus délicate. Il semble que ce patrimoine spécial qui a une affectation précise devrait échapper complètement à la saisie des créanciers. La question n'est pas théorique car assez souvent le prisonnier n'a aucun bien à l'extérieur de la prison et son pécule constitue son unique patrimoine.

La jurisprudence a résolu le problème par une distinction. Dans un arrêt en date du 18 février 1895 (1) la Cour de Cassation a déclaré que seule la partie réservée du pécule était insaisissable. L'arrêt se fonde sur ce que le pécule réservé est constitué par une partie des produits du travail du prisonnier, qu'il est destiné à lui assurer des ressources pour ses premiers besoins au moment de sa libération et qu'il a un caractère exclusivement alimentaire. Au

(1) Cassation. Ch. Req. 18 février 1895. S. 1897-1-403.

contraire le pécule disponible est formé pour partie par le travail du détenu, mais aussi par d'autres recettes faites en son nom. Le prisonnier peut en disposer sous le contrôle de l'administration, il est le gage commun de ses créanciers et peut être saisi par eux. La Cour s'exprimait dans ces termes : « Considérant que si la portion de pécule mise en réserve pour l'époque de la sortie est insaisissable et doit leur être intégralement remise au jour de la libération, il n'en est pas de même de celle qui peut être employée à leur profit pendant leur captivité. » Dans l'espèce soumise à la Cour, le prisonnier ayant également soutenu que la saisie-arrêt de son pécule était impossible parce que ses deniers n'étaient pas dans les mains d'une tierce personne, la chambre des Requêtes a décidé que le comptable d'une maison centrale et le trésorier payeur général du département à qui sont confiés les péculs des prisonniers, doivent être considérés, non pas comme des préposés de leurs débiteurs mais comme des mandataires ou des dépositaires nécessaires, par conséquent des tiers entre les mains de qui on peut saisir-arrêter.

La distinction de la jurisprudence entre les deux parties du pécule est à notre avis parfaitement justifiée. Il semble à première vue anormal de livrer aux créanciers le pécule disponible de leur débiteur prisonnier, parce que comme le pécule réservé il est affecté à l'exécution de la peine, mais il faut se souvenir que la partie disponible du pécule est composée de ressources diverses et non des seuls produits du travail du prisonnier. Pratiquement d'ailleurs, les créanciers ne saisiront pas un pécule composé uniquement des sommes gagnées par leur débiteur dans la prison : le pécule disponible ne sera intéressant pour eux que dans la mesure où, étant composé par d'autres recettes, il représentera une valeur importante.

Dans l'affaire soumise à la Cour, le pécule disponible du prisonnier comprenait une prime de rengagement assez élevée ; il est logique que de pareilles sommes ne soient pas soustraites aux créanciers à cause de l'emprisonnement de leur débiteur.

SECTION II

Droit d'administrer et de disposer à titre onéreux

Etant donné que tout condamné conserve, sinon en totalité, du moins en partie ses droits patrimoniaux, la question se pose de savoir comment les prisonniers assurent la gestion de leur patrimoine. Pour résoudre cette question il faut tout de suite diviser les prisonniers en deux catégories, selon qu'ils sont ou non en état d'interdiction légale.

Les prévenus, les condamnés correctionnels et plus généralement tous les détenus qui ne sont pas interdits légaux, sont capables d'administrer eux-mêmes leur patrimoine et de disposer librement de leurs biens. Ils ne sont atteints par aucune incapacité juridique et ils peuvent gérer par eux-mêmes leur patrimoine. Seul le fait de l'emprisonnement vient contrarier l'exercice de leurs droits. C'est une remarque évidente qu'il ne suffit pas d'avoir la capacité de jouir et d'exercer ses droits, mais qu'il faut aussi pouvoir en fait accomplir les actes matériels nécessaires. Nous avons vu que pour certains droits de famille la question se posait avec une certaine gravité parce que leur exercice exigeait l'accomplissement de formalités nombreuses et compliquées ou bien parce qu'ils devaient être exercés par le prisonnier en personne.

Pour les droits patrimoniaux, au contraire, les formes sont simples et on admet facilement la représentation. Pour le droit de propriété, par exemple, le fait d'être prisonnier ne s'oppose jamais à la mise en œuvre de ce droit. Il n'est pas indispensable que le détenu soit en contact matériel et direct avec les choses dont il est propriétaire.

Il peut très bien confier à autrui l'usage de ses biens et le soin d'en recueillir les fruits. Bien souvent des propriétaires qui sont en liberté n'agissent pas autrement. Le prisonnier peut même abandonner complètement ses biens et les laisser se déprécier ou périr. Le caractère absolu de son droit lui permet d'aller jusqu'à détruire sa chose. Quand il veut contracter pour les besoins de son administration, le prisonnier agit comme tout individu libre. Notre droit ne connaît plus le formalisme antique et, pour contracter, le simple consentement suffit. S'il faut exceptionnellement revêtir un acte de la forme authentique, rien n'empêche le notaire de se transporter à la prison pour la rédaction de l'acte ou d'une procuration authentique.

Le prisonnier qui est pleinement capable peut sans difficulté continuer la gestion de son patrimoine. Il peut, comme tout prisonnier, recevoir des visites ou rédiger des écrits. Il peut aussi confier ses biens à sa famille, à un gérant, à un fermier ou à tout autre mandataire.

Cette première catégorie de prisonniers n'est donc pas extrêmement intéressante à étudier. Les règles du droit commun ne sont point modifiées pour ces individus qui sont pleinement capables et qui peuvent administrer leur patrimoine et disposer de leurs biens en toute liberté. Les obstacles de fait qui résultent de l'emprisonnement ne posent que des questions d'une extrême simplicité. Ces prisonniers ne sont pas plus mal placés pour gérer leur patrimoine que beaucoup d'autres individus qui, par suite d'une maladie ou d'un éloignement nécessaire, ont été séparés pour un temps de leurs affaires et de leurs biens.

Le statut des prisonniers interdits légaux est extrêmement différent. L'interdiction légale est attachée à des peines très longues pendant lesquelles il faut assurer la gestion des biens des condamnés.

Les expédients auxquels peuvent recourir les condamnés à des peines courtes ne sont plus valables pour une incarcération de longue durée. Poussé par un sentiment de protection plutôt que pour infliger une déchéance, le législa-

teur a organisé la gestion du patrimoine des interdits légaux. L'article 29 du code pénal stipule qu'il sera nommé à l'interdit légal un tuteur et un subrogé tuteur pour gérer et administrer ses biens. Aux termes de l'article 30 « les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine et le tuteur lui rendra compte de son administration. » Les prisonniers en état d'interdiction légale perdent donc la gestion et l'administration de leur patrimoine. Ils conservent la jouissance de leurs droits patrimoniaux mais ils sont incapables de les exercer. Le tuteur du prisonnier interdit légal est chargé d'exercer à sa place ses droits civils.

On a beaucoup discuté la portée et les limites de l'incapacité d'exercice dont l'interdit est atteint.

Il est tout d'abord certain que l'interdit n'a pas le droit de faire les actes d'administration. Le tuteur administre les biens de son pupille. Il peut seul par exemple consentir un bail ou un prêt. Il touche tous les revenus et en donne quittance. Il lui est interdit d'en remettre une portion quelconque au condamné pendant sa peine. L'interdit peut seulement disposer de son pécule disponible pour améliorer son sort dans la prison, sous le contrôle de l'administration pénitentiaire. Les produits du travail du prisonnier ne lui sont jamais remis. Le chiffre de son salaire est simplement inscrit à son actif et il ne peut pas disposer de ses gains sans la permission de l'autorité pénitentiaire.

Certains prisonniers gagnent peu parce qu'ils sont malades ou infirmes, maladroits ou en apprentissage, ou bien même parce qu'ils ne sont pas astreints au travail. On a souvent demandé qu'il leur soit permis de recevoir une partie de leurs revenus, non pas pour adoucir leur sort, mais pour des raisons d'humanité, en particulier à ces moments de leur détention où une aide extérieure leur est nécessaire.

Il semble difficile d'aller contre l'article 31 du code pénal qui pose de façon formelle un principe contraire à celui qui est formulé par l'article 510 du code civil pour l'interdit

judiciaire. D'après l'article 31, il ne pourra être remis à l'interdit légal aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus pendant la durée de sa peine. Pourtant il existe certaines tolérances de l'administration qui admet pour certains prisonniers l'envoi de menus secours qui ne violent pas l'égalité des peines. Retenons seulement le principe. L'interdit n'a droit qu'à une partie des produits de son travail, et ne doit pas recevoir la moindre portion des revenus des biens confiés à son tuteur.

C'est une conséquence de la dualité de patrimoine que nous avons signalée. Les revenus des biens de l'interdit doivent être capitalisés pour lui être remis après sa peine. Il est impossible d'appliquer l'article 454 du code civil et de remettre des aliments au prisonnier avec l'autorisation du conseil de famille. Par contre le tuteur pourra, avec l'autorisation du conseil de famille, remettre des secours à la femme et aux enfants du prisonnier interdit et plus généralement aux personnes vis-à-vis desquelles le prisonnier est tenu d'une obligation alimentaire.

En dehors de la prohibition de l'article 31, le tuteur doit faire tous actes d'administration. Il paye les dettes de l'interdit et place ses capitaux. Il doit interrompre les prescriptions qui courent contre l'interdit car les prescriptions ne sont pas suspendues pendant l'interdiction légale. Il n'est pas possible d'étendre l'article 2252 du code civil. La prescription est suspendue au profit des mineurs et des interdits judiciaires, mais les condamnés en état d'interdiction légale ne bénéficient pas de cette mesure.

Le tuteur doit de même inscrire l'hypothèque légale du condamné dans tous les cas, mais plus particulièrement quand elle cesse d'être dispensée de publicité. Le prisonnier interdit étant incapable d'administrer son patrimoine, son tuteur doit exercer à sa place ses droits d'administration.

L'interdit peut-il faire les actes de disposition ?

Cette question a été beaucoup discutée. On s'est demandé

si le condamné pouvait aliéner à titre onéreux, hypothéquer ses immeubles, s'obliger par contrat, en un mot disposer de ses biens.

Certains auteurs ont soutenu que le prisonnier interdit légal était capable de faire de pareils actes. Ils prétendaient que l'article 29 du code pénal ne visait que l'administration et ne devait pas être étendu. Ils invoquaient aussi l'argument que nous avons déjà signalé en étudiant les droits de famille et qui consiste à faire remarquer la différence de rédaction entre le texte de 1791 et celui de 1810. Notre code ne dit plus que l'interdit est incapable d'exercer « aucun droit civil. »

D'autres auteurs ont soutenu, au contraire, que les actes de disposition devaient, comme les actes d'administration, être interdits au condamné. Cette conception est à la fois plus rationnelle et plus conforme au vœu du législateur. Il serait contradictoire que le tuteur ait à administrer des biens qui pourraient à chaque instant lui être enlevés par des actes de disposition émanés de son pupille. Pour les contrats d'ailleurs il aurait été difficile d'aller contre la lettre de l'article 1124 du code civil. Ce texte déclare sans distinction que les interdits sont incapables de contracter.

La jurisprudence a tranché depuis longtemps le conflit en faveur de la deuxième opinion. Dans un arrêt de principe du 25 janvier 1825 (1) la chambre des Requêtes s'exprimait en ces termes : « Attendu que l'article 1124 du code civil déclare les interdits incapables de contracter ; qu'il ne distingue pas entre l'interdit pour cause de démence ou de fureur dont le code s'est occupé dans les articles 489 et suivants et l'interdit par l'effet des condamnations afflictives ou infamantes qui était prononcée par la législation pénale existante au temps où ce code a été promulgué, comme elle l'est par la législation actuelle ; que là où la loi ne distingue pas le magistrat ne doit admettre aucune dis-

(1) Cass. ch. Req. 25 janvier 1825. S. 25-1-345.

tion ; d'où il suit qu'en déclarant nul l'acte du 6 octobre 1810 l'arrêt attaqué a fait à la cause une juste application des articles 1124, 1167, 1328 du code civil et 29 du code pénal. » Dans le même sens nous trouvons un arrêt de la Cour de Paris, en date du 7 août 1837, (1) d'après lequel l'interdit est incapable de vendre un manuscrit dont il est l'auteur. Plus tard les travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1873 sur la condition des déportés de la Nouvelle Calédonie sont venus fortifier la position de la jurisprudence.

Si l'on admet que l'interdit légal peut se marier, et cela n'est pas discutable, comment fera-t-il son contrat de mariage ? On est tenté d'appliquer la maxime « *habilis ad nuptias, habilis ad pacta nuptialia* », mais cette règle, écrite pour le mineur dans l'article 1398 du code civil, n'est formulée nulle part d'une manière générale. Il faut s'en tenir au droit commun : l'interdit ne peut pas faire seul son contrat de mariage. Pour cet acte comme pour les autres il doit être remplacé par son tuteur qui le représentera en se conformant aux règles formulées par le code sur la tutelle des mineurs.

Reste à savoir comment est sanctionnée l'incapacité de l'interdit légal. Quel sera le sort des actes accomplis en l'absence du tuteur ?

C'est une règle certaine de notre droit que si l'interdit exerce, seul, les droits dont la loi a confié l'exercice à son tuteur, ses actes seront nuls d'une nullité absolue. En pareille matière la nullité est une sanction normale, mais d'ordinaire les actes des incapables sont nuls d'une nullité relative. L'interdiction légale n'est qu'une mesure de protection. Le législateur a voulu pourvoir à l'abandon des biens du condamné. Il a voulu aussi, il est vrai, priver le prisonnier de secours en argent ou en nature, mais c'est pour organiser l'exécution de la peine et non à titre de déchéance. Logiquement aucune déchéance ne doit résulter de l'article 29

(1) Paris. 7 août 1837. S. 1838-2-268.

du code pénal qui organise une incapacité d'exercice, une mesure d'ordre et de protection. C'est l'article 28 du code pénal qui prévoit des déchéances en prononçant la dégradation civique. On pouvait normalement admettre que les actes de l'interdit légal étaient nuls d'une nullité relative comme les actes des autres incapables. C'est l'opinion contraire qui a prévalu en jurisprudence. Par une dérogation remarquable à l'article 1125 du code civil il est acquis que les actes faits par l'interdit légal agissant seul sont nuls d'une nullité absolue.

En conséquence la nullité peut être invoquée par l'interdit lui-même après sa libération, par son tuteur pendant sa peine, par ses héritiers ou ayants cause, mais aussi par les tiers avec lesquels il a contracté. De droit commun les personnes capables de s'engager ne peuvent pas opposer l'incapacité du mineur ou de l'interdit avec lequel elles ont contracté. La nullité des actes de l'interdit légal étant absolue échappe à cette règle. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 mars 1852 (1) formulait cette solution de façon très précise dans les termes suivants : « La nullité d'un acte passé avec un interdit par suite d'une condamnation criminelle peut, à la différence d'un acte passé par un interdit ordinaire ou un mineur, être invoqué par ceux qui ont contracté avec lui. »

L'attitude de la jurisprudence, bien que d'apparence anormale, peut être facilement expliquée. La raison et la morale s'opposent à ce que le condamné puisse seul se prévaloir de la nullité. Il est sain d'esprit, aussi bien que les tiers avec qui il contracte ; il serait injuste de l'assimiler en tous points à l'interdit judiciaire. L'interdit légal est capable de volonté et d'intelligence, il est frappé par une incapacité arbitraire tandis que les mineurs ou les aliénés sont dans un état d'incapacité naturelle. Il n'est donc pas excessif d'admettre que les actes d'administration ou de disposition accomplis par l'interdit légal sur ses biens, en l'absence de son tuteur, sont nuls d'une nullité absolue.

(1) Cassation. Ch. Req. 29 mars 1852. S. 1852-1-385. D. 1854-1-392.

Tandis que pour exercer certains droits de famille à caractère strictement personnel le prisonnier interdit peut agir seul, au contraire l'intervention du tuteur est toujours obligatoire et sévèrement sanctionnée lorsqu'il s'agit de la gestion des biens ou tout au moins des actes d'administration et des actes de disposition à titre onéreux.

On s'est demandé si la représentation de l'interdit était nécessaire pour l'exercice des actions en justice. Il faut adopter la même solution que pour les actes extrajudiciaires. L'interdit est incapable d'agir seul. A propos des droits de famille nous avons discuté cette règle, mais nous l'admettons volontiers pour les actions qui ont un but pécuniaire et qui ne sont pas autre chose que des actes de gestion du patrimoine. La jurisprudence fait de cette incapacité d'agir en justice une règle très générale qui s'applique même dans les cas où l'interdit est défendeur. Un arrêt de la Cour de Grenoble, du 14 juin 1892, (1) prescrit que l'action civile en réparation du crime commis par l'interdit doit être exercée contre le tuteur, lorsque la victime saisit les tribunaux civils après que la condamnation criminelle est définitive. L'interdit légal peut faire seul une seule chose, il peut porter plainte devant les tribunaux à raison d'un délit qui lui a causé un préjudice. La Cour de Cassation lui a reconnu ce droit dans un arrêt du 6 novembre 1817. (2)

Il va sans dire que nous nous plaçons seulement au point de vue civil. Il est évident qu'en matière pénale le droit de se défendre est impérissable et que l'interdit peut défendre seul à une action criminelle ou correctionnelle intentée contre lui. Le 24 janvier 1846 la Cour de Poitiers (3) s'exprimait ainsi : « Le condamné placé en état d'interdiction légale par suite d'un arrêt emportant une peine afflictive ou infamante a qualité pour défendre seul, sans l'assistance d'un tuteur, à une poursuite correctionnelle. »

(1) Grenoble. 14 juin 1892. D. 1892-2-436.

(2) Cassation. B. crim. 108.

(3) Poitiers. 24 janv. 1846. D. 1846-2-54.

La Cour de Cassation va même très loin dans ce sens. Dans un arrêt relativement récent, du 14 novembre 1924, (1) elle a permis à l'interdit légal d'agir seul, par action civile, parce qu'il s'agissait d'obtenir par cette action décharge de la condamnation prononcée contre lui et d'où découlait son interdiction. Il s'agissait d'une poursuite en faux témoignage.

SECTION III

Actes à titre gratuit et successions ab intestat

Les droits que nous avons étudiés jusqu'ici ne sont pas les seuls qui concernent le patrimoine. Après la mort de tout individu se pose la question de la transmission de ses biens. Notre droit connaît deux sortes de successions ; les unes sont dévolues selon la volonté du défunt, ce sont les successions testamentaires ; les autres sont dévolues par la loi, on les appelle successions ab intestat. Nous allons étudier les conséquences de ces deux modes de dévolution sur le patrimoine du prisonnier.

Les premiers développements de cette section seront consacrés aux actes gratuits et non aux seules successions testamentaires.

Nous avons pensé qu'il serait plus avantageux pour la clarté de notre exposé de traiter parallèlement les problèmes de la donation et du testament. Ces deux actes ont pour caractère commun d'être gratuits et ils sont soumis le plus souvent aux mêmes règles. Cette observation qui est exacte en général prend dans notre étude une importance

(1) Cassation. 14 nov. 1924. D. H. 1924-719.

particulière, puisque la loi du 31 mai 1854 a réuni dans une même disposition la donation et le testament.

Les prisonniers qui ne sont pas condamnés à des peines criminelles ne sont pas plus incapables de donner ou de tester que des individus libres. Pour ces prisonniers, et ce sont les plus nombreux, le législateur n'a édicté aucune incapacité spéciale. Ils peuvent faire seuls leur testament sans difficulté en utilisant la forme olographe qui n'exige aucune solennité. Tout prisonnier a le droit d'écrire sur un papier quelconque ses dispositions de dernière volonté. La donation est un contrat solennel qui exige des formalités plus nombreuses. Mais nous connaissons déjà d'autres droits qui doivent être consacrés dans des actes authentiques et nous savons que la privation de liberté n'est pas un obstacle à l'intervention du notaire. Le prisonnier peut donc donner ou tester.

Il peut de même recevoir par donation ou par testament. Aucune disposition de notre droit n'empêche le prisonnier d'être donataire ou légataire. Cette règle est vraie pour tous les prisonniers qui ne subissent pas des peines criminelles. Pour eux, seules certaines donations seront prohibées par le règlement de la prison pour des raisons disciplinaires. C'est ainsi que les dons manuels entre détenus sont interdits par l'article 49 du décret du 29 juin 1923. Un prisonnier n'a pas le droit de donner à ses compagnons sa part de cantine.

Par imputation sur son pécule il n'a pas le droit d'envoyer des secours à sa famille. Il ne peut pas davantage en recevoir, à moins que le directeur de l'établissement ne l'autorise. Mais ce n'est alors qu'une faveur. Les secours ne sont tolérés que de la part des parents, des amis, des personnes charitables après enquête sur leur aisance. En général on refuse les secours envoyés à des détenus qui sont en état de se constituer eux-mêmes un pécule. D'ordinaire on remet au destinataire les vêtements qui ne modifient pas le costume pénal et les livres convenables. Mais ce n'est

toujours qu'une faveur laissée à l'appréciation du directeur. Si l'on excepte ces dispositions des règlements intérieurs des prisons, il ne résulte de la privation de liberté qu'une gêne matérielle, mais aucune incapacité juridique de disposer ou de recevoir par donation ou par testament.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces prisonniers capables, s'ils sont les plus nombreux, ne sont pas les plus intéressants parce qu'ils subissent en général un emprisonnement de courte durée. Leur patrimoine n'est délaissé que pour un temps relativement bref.

Au contraire les prisonniers qui subissent des peines criminelles sont séparés longtemps de leurs biens et leur capacité civile doit être clairement définie. Nous distinguerons deux catégories chez ces prisonniers selon qu'ils sont condamnés à des peines temporaires ou emprisonnés à perpétuité.

Les prisonniers condamnés à des peines criminelles temporaires sont en état d'interdiction légale et à ce titre privés de la gestion de leur patrimoine. Nous savons que les actes à titre onéreux leur sont interdits ; en est-il de même des actes de disposition à titre gratuit ? Et tout d'abord l'interdit légal est-il capable de donner un seul, une partie ou la totalité de ses biens ? Nous ne redirons pas les dispositions des règlements intérieurs des prisons qui sont vraies pour tous les prisonniers. La question est beaucoup plus intéressante pour le patrimoine extérieur du prisonnier. L'interdit légal n'a pas le droit de disposer de son patrimoine ; il est donc incapable de faire un acte de donation. Il n'existe aucune raison d'être plus favorable pour les actes à titre gratuit que pour les aliénations onéreuses. Il ne faut pas que par des donations l'interdit puisse adoucir sa peine ou enlever à son tuteur les biens qu'il doit administrer. Il aurait été dangereux de permettre au prisonnier interdit ces appauvrissements sans contrepartie apparente, mais qui auraient servi à payer des complaisances ou des avantages inavouables. Le tuteur ne peut même

pas exercer à la place de son pupille le droit de disposer par donation. C'est dire combien le législateur a compris les dangers de la donation et la gravité de cet acte. Pourtant une prohibition absolue aurait été excessive parce qu'elle aurait pu nuire à des innocents et en particulier aux enfants du condamné. Il fallait permettre à l'interdit de doter ses enfants ou de les établir. On est arrivé à ce résultat en appliquant à l'interdit légal l'article 511 du code civil. En vertu de ce texte, lorsqu'il sera question du mariage d'un enfant de l'interdit, la dot ou l'avancement d'hoirie et les autres conventions matrimoniales seront réglées par un avis du conseil de famille homologué par le tribunal, sur les conclusions du procureur de la République. Une interprétation extensive de cette disposition est conforme à l'intérêt des enfants et à l'esprit de la loi qui encourage toujours les donations en faveur de mariage. La donation n'est permise que dans ce cas et avec le maximum de garanties puisqu'il faut à la fois l'avis du conseil de famille et l'homologation du tribunal.

Le testament est comme la donation un acte gratuit, mais il produit ses effets au décès du testateur et cette différence nous permettra d'expliquer les dispositions originales en matière de testament. Le prisonnier en état d'interdiction légale a le droit de faire seul son testament. Voilà la règle, il nous reste à l'expliquer. Le testament est un acte à cause de mort, or l'interdiction légale prend fin comme la peine principale elle-même par le décès du condamné. De toutes façons, les biens de l'interdit doivent échapper au tuteur. Il n'est donc en rien dérogé aux attributions du tuteur et au but de l'interdiction légale. L'interdit n'est pas privé de la jouissance du droit de tester ; pour ce droit comme pour les autres il est sous le coup d'une incapacité d'exercice. Or le testament est comme le mariage un acte strictement personnel qu'un tuteur ne peut pas accomplir et pour lequel la privation d'exercice équivaut à une privation de jouissance. Il faut chercher la capacité de tester dans des règles spéciales, dans les articles 901 et suivants du code

civil, et non dans les règles relatives à l'interdiction. Ce n'est point parce qu'il est interdit que le dément est incapable de tester, c'est à raison de la cause de son interdiction. On peut soutenir que cette incapacité est absolue, mais cette présomption légale d'insanité d'esprit est tout à fait étrangère à l'interdiction légale. L'article 901 du code civil déclare que pour tester il faut être sain d'esprit. L'interdit légal n'a rien d'un dément, son incapacité est arbitraire et doit cesser pour tous les actes qui ne portent pas atteinte au but de l'interdiction et pour lesquels il ne peut pas être représenté. D'après l'article 902 du code civil, la capacité est la règle : « Toutes personnes peuvent disposer et recevoir soit par donations entre vifs, soit par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables. » Nous ne voyons nulle part la loi qui déclare l'interdit légal incapable de tester. On s'est étonné que le même argument ne soit pas valable pour la donation. Il faut répondre que la donation entre vifs est interdite par l'article 29 du code pénal car c'est un acte de disposition incompatible avec la gestion et l'administration du tuteur. En faisant son testament le condamné ne dessaisit pas son tuteur et ne se procure aucune ressource.

Ces arguments sont sérieux et, malgré l'avis contraire de quelques auteurs, la jurisprudence les a adoptés depuis longtemps. Le 28 décembre 1822 la Cour de Rouen (1) décidait que « le condamné à une peine afflictive et infamante à temps (quoiqu'en état d'interdiction légale pendant la durée de sa peine) conserve la faculté de tester. » Le 16 juin 1835, la Cour de Nîmes (2) déclarait que « le condamné à une peine afflictive et infamante à temps, n'est pas privé de la faculté de tester pendant la durée de sa peine ; l'interdiction légale ne concerne que la gestion et l'administration de ses biens. » Aux termes d'un arrêt de la Cour de Colmar (3) du 1^{er} avril 1846 « le testament fait par un

(1) Rouen. 28 décembre 1822. S. 1823-2-179.

(2) Nîmes. 16 juin 1835. S. 1835-2-485.

(3) Colmar. 1^{er} avril 1846. S. 1846-2-625. D. 1846-2-145.

condamné à la réclusion qui décède pendant la durée de sa peine, est valable. » Le 31 mai 1854 le législateur a créé une incapacité qui n'aurait aucune raison d'être si les interdits légaux auxquels elle s'adresse étaient déjà incapables de tester. Enfin la Cour de Cassation, (1) dans un arrêt de principe en date du 27 février 1883, a formulé nettement la différence de capacité qui existe en matière de testament, entre l'interdit légal et l'interdit judiciaire. « L'interdit judiciairement est incapable de tester même pendant un intervalle lucide. Le condamné à une peine afflictive ou infamante temporaire et frappé, par suite, d'interdiction légale pendant la durée de sa peine, n'est pas pour cela privé de la faculté de tester ; l'interdiction légale prive uniquement le condamné du droit de consentir des actes d'aliénation et de dessaisissement qui porteraient atteinte à l'administration du tuteur. »

Quant aux formes du testament nous n'ajouterons rien à ce que nous avons dit pour les prisonniers pleinement capables. Il est évident que le testament doit rester secret et échapper au contrôle de l'administration. Une circulaire du 15 février 1870 (2) s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « L'administration doit demeurer étrangère aux dispositions testamentaires des prisonniers jouissant de leurs droits civils, ainsi qu'à tous les autres actes de la vie civile. Aux tribunaux seuls il appartient de résoudre les difficultés qui se présenteraient. »

Il se peut d'autre part que le testament d'un individu quelconque contienne des dispositions intéressant un prisonnier en état d'interdiction légale. Il peut arriver aussi que de son vivant une personne ait l'intention de gratifier un interdit. L'interdit peut-il être légataire ou donataire ; est-il capable de recevoir à titre gratuit ?

Aucun texte ne formulant cette incapacité il faut recon-

(1) Cassation. 27 fév. 1883. S. 1884-1-65.

(2) Code des prisons. Tome V, p. 2.

naître que l'interdit légal peut recevoir par donation entre vifs ou par testament. L'acquisition d'un legs ne présente pas de difficulté. La donation par contre est un contrat solennel. Il faut l'acceptation en termes exprès du donataire (article 932, C. civ.). Si cette acceptation émane de l'interdit seul elle sera nulle de nullité absolue conformément à l'article 1339 du code civil. Les donations faites à l'interdit doivent être acceptées par son tuteur avec l'autorisation du conseil de famille. Pour les interdits légaux la capacité de disposer diffère de la capacité de recevoir. Même représentés par leur tuteur ils sont incapables de disposer par donation mais ils conservent le droit de faire seuls leur testament. Leur capacité de recevoir est entière.

Au contraire les prisonniers condamnés à des peines perpétuelles sont traités de la même façon quant aux droits de disposer ou de recevoir à titre gratuit. Ils sont dans les deux cas atteints par une incapacité sévère dont nous avons déjà dit qu'elle avait pour but d'établir une différence entre les peines temporaires et les peines perpétuelles.

Les prisonniers qui subissent des peines perpétuelles ne sont pas extrêmement nombreux, mais pour eux le droit de disposer de leurs biens est exceptionnellement précieux car ils n'ont même pas l'espoir de recouvrer leur capacité après l'exécution de leur peine. Les condamnés à mort sont incapables de disposer et de recevoir jusqu'au jour de leur châtiment. On n'a pas voulu supprimer la mort civile sans en laisser subsister quelques vestiges. Nous les trouvons dans l'article 3 de la loi du 31 mai 1854. « Le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer de ses biens, en tout ou en partie, soit par donation entre vifs, soit par testament, ni recevoir à ce titre si ce n'est pour cause d'aliments. Tout testament par lui fait antérieurement à sa condamnation contradictoire devenue définitive est nul. »

Cette double incapacité est plus dure que l'interdiction légale parce qu'elle porte sur la jouissance du droit.

Pendant sa peine l'individu emprisonné à perpétuité ne

peut faire aucune donation, pas même un don manuel. Il ne peut pas disposer au profit de ses enfants par contrat de mariage. L'article 511 n'est pas applicable. Ce texte permet à l'interdit légal de doter ses enfants par l'intermédiaire de son tuteur, après intervention du conseil de famille et du tribunal, parce que l'interdit est seulement incapable d'exercer ses droits civils. Ici l'incapacité porte sur l'existence du droit lui-même. Cette impossibilité absolue, qui atteint gravement les enfants du condamné est déjà un argument sérieux contre la déchéance du droit de disposer.

Pour le testament la prohibition est aussi dure ; en présence d'un texte formel il n'a pas été possible à la jurisprudence de se montrer aussi bienveillante que pour l'interdit légal. Tout prisonnier condamné à une peine afflictive perpétuelle est incapable de disposer par testament. Le législateur a même aggravé l'incapacité de tester en édictant la nullité de tout testament fait par le condamné avant sa condamnation définitive. De la sorte il ne peut laisser aucun testament valable. C'est une conséquence logique de son incapacité. Il faut non seulement être capable au moment de la confection du testament, il faut aussi être capable au moment du décès, de laisser un testament. La validité de l'acte suppose que la volonté du disposant a persévéré jusqu'à sa mort.

Pour les donations il en va différemment. Les donations entre vifs faites avant la condamnation subsistent parce qu'il y a droit acquis. La solution est la même pour les institutions contractuelles, c'est-à-dire les donations de biens à venir par contrat de mariage et pour les donations entre conjoints par contrat de mariage.

Il est permis d'hésiter pour les donations entre époux pendant le mariage parce qu'elles sont révocables. Cependant ce sont des actes contractuels et des donations entre vifs. On admet qu'elles subsistent.

Bien sûr toutes les donations sont révocables pour ingratitude conformément à l'article 955 du code civil, mais cette

révocation est une institution du droit commun qui s'applique non seulement à tous les prisonniers mais à tous les individus. Les donations entre vifs peuvent être révoquées pour cause d'ingratitude dans trois cas ; nous retiendrons les deux premiers parce qu'ils sont de nature à être sanctionnés par le droit pénal et peuvent atteindre assez souvent des prisonniers.

Les donations peuvent d'abord être révoquées si le donataire a attenté à la vie du donateur (une poursuite pénale n'est pas nécessaire mais le plus souvent l'action publique sera exercée).

En second lieu les donations sont révocables si le donataire s'est rendu coupable envers le donateur de sévices, délits ou injures graves ; on admet la révocation pour délits contre les biens à condition que ces infractions soient graves. (1)

Ajoutons que l'article 1046 du code civil renvoie aux deux premières dispositions de l'article 955 ; c'est dire que les legs sont révocables pour ingratitude dans les mêmes conditions que les donations.

Cette disposition peut s'appliquer aux prisonniers pleinement capables et aux interdits légaux. Pour les condamnés à des peines perpétuelles il faut distinguer. La révocation pour ingratitude ne pourra jamais fonctionner en leur faveur, parce que les legs faits par eux-mêmes avant leur condamnation sont toujours nuls ; mais les donations et les legs dont ils sont les bénéficiaires sont révocables pour ingratitude. Cette deuxième hypothèse est d'ailleurs la seule qui soit pratique. Elle est possible parce que les legs faits au prisonnier avant sa condamnation ne sont pas nuls. Tandis que l'incapacité de disposer par testament est générale et annule les legs antérieurs, l'incapacité de recevoir ne commence qu'avec la condamnation.

Les testaments, comme les donations, sont inattaquables quand ils sont antérieurs à la condamnation contradictoire définitive du bénéficiaire. Le prisonnier condamné à une

(1) Cassation. Ch. Req. 20 octobre 1930. S. 31-1-29.

peine perpétuelle est incapable de recevoir à titre gratuit, pendant sa peine seulement.

Même pendant la peine, l'incapacité n'est pas absolue puisque la loi permet des donations ou des legs à titre d'aliments. Cette exception est très utile lorsque l'individu est dispensé de subir sa peine principale, sans être relevé des incapacités qui en sont la suite. Si le condamné reste en prison pendant toute la durée de sa peine, il bénéficie de ces prestations alimentaires dans la mesure permise par l'administration.

Nous terminerons l'étude de cette double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit par deux remarques. La première concerne l'article 4 de la loi du 31 mai 1854, la deuxième se rapporte à la loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles.

L'article 4 de la loi de 1854 prévoit que le gouvernement peut relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle, de tout ou partie des incapacités de disposer et de recevoir énoncées dans l'article 3. Cette faculté qui a pour but de favoriser la colonisation pénale, n'est pas applicable aux condamnés qui subissent leur peine à la métropole. Elle est donc étrangère aux prisonniers.

La loi du 15 novembre 1887 a formulé quelques règles à propos des dispositions de dernière volonté relatives aux funérailles, en particulier au mode de sépulture et au caractère civil ou religieux des obsèques. Le législateur accorde le droit de régler ses funérailles à tout majeur et au mineur émancipé. Nous pensons que le même droit doit être reconnu à tous les prisonniers, même à ceux qui sont incapables de disposer par testament de leurs biens. Ce droit est reconnu au mineur émancipé. Or le mineur peut être émancipé à partir de 15 ans mais l'article 903 du code civil ne lui permet pas de tester avant l'âge de 16 ans. Pendant une année le mineur émancipé peut régler ses obsèques sans pouvoir disposer de ses biens. On doit, et à notre avis

cela ne présente aucun inconvénient, reconnaître le même droit aux condamnés à des peines perpétuelles.

Certains auteurs vont même plus loin en demandant la suppression de la double incapacité attachée aux peines perpétuelles. Nous adoptons très volontiers leur manière de voir. Cette peine aboutit en pratique à des résultats injustes et contradictoires.

Si l'un des enfants est condamné à une peine perpétuelle le partage d'ascendant est impossible car il doit comprendre tous les enfants.

Le condamné peut contracter mariage mais les donations entre époux ne sont pas permises. Les parents emprisonnés à perpétuité ne peuvent pas établir leurs enfants. La double incapacité de la loi de 1854 est une sanction sans valeur répressive. De nombreux codes étrangers laissent au moins aux condamnés le droit de disposer de leurs biens à cause de mort.

Notre législateur a, dit-on, voulu établir une différence entre les peines temporaires et les peines perpétuelles comme si la durée de la peine, la certitude pour le condamné à perpétuité qu'il ne sera jamais libre ne constituait pas déjà une aggravation suffisante.

Quoiqu'il en soit les dispositions de la loi sont extrêmement nettes et leur application s'impose. Mais alors que deviennent les biens du condamné qui est incapable de tester ? A qui son patrimoine est-il dévolu ? Nous répondrons à cette question en étudiant les successions ab intestat, c'est-à-dire la transmission à cause de mort du patrimoine des individus qui n'ont pas rédigé de testament, ou qui n'ont pas laissé de testament valable, ou qui étaient incapables de tester.

Dans notre législation lorsqu'une personne meurt intestat sa succession est recueillie par ses parents ou par l'un d'eux. La parenté, qu'elle soit légitime, naturelle ou adoptive, crée des droits de successibilité réciproques. Nous

avons vu que les liens de parenté n'étaient pas effacés par l'emprisonnement ni par les condamnations pénales, mais nous ne savons pas si la parenté produit ses effets successoraux lorsque le défunt ou l'héritier est prisonnier au moment de l'ouverture de la succession.

Nous devons tout de suite distinguer deux situations bien différentes selon qu'il s'agit de la transmission du patrimoine du prisonnier ou, au contraire, du droit pour le prisonnier de recueillir le patrimoine d'un parent décédé.

Depuis l'abolition de la mort civile, tout prisonnier est capable de succéder ab intestat. Il n'y a pas d'hérédité jacente, le transfert de propriété s'opère sans aucune intervention de la volonté de l'héritier. Les condamnations pénales ne font pas obstacle à cette transmission du patrimoine au profit des condamnés, qui peuvent seulement être indignes de succéder. L'article 727 du code civil prévoit deux cas où les condamnations pénales font exclure l'héritier comme indigne.

Le paragraphe premier de ce texte déclare indigne de succéder celui qui a été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au de cujus. Il faut qu'il s'agisse d'un homicide volontaire mais peu importe que la peine légale du meurtre n'ait pas été infligée. L'indignité existe même si par le jeu des circonstances atténuantes ou par l'admission d'une excuse légale on a prononcé une peine correctionnelle. Le coupable n'est pas indigne si le fait a dégénéré en délit (coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner).

Le paragraphe deux de l'article 727 prévoit comme deuxième cause d'indignité le fait d'avoir porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse. Il faut une accusation capitale, c'est-à-dire de nature à entraîner la peine de mort. De plus le délit de calomnie doit avoir été constaté par la juridiction correctionnelle. Nous ne discuterons pas la question de savoir si l'indignité a lieu de plein droit ou si elle doit être déclarée. La jurisprudence a adopté la première solution.

Ces deux causes d'indignité sont extrêmement précises et ne peuvent pas être étendues. Elles sont d'une application pratique exceptionnelle. Dans la plus grande partie des cas les prisonniers sont capables de recueillir une succession ab intestat.

Ceux qui sont pleinement capables exercent leur droit d'option en toute liberté. Ils peuvent renoncer à la succession, ou bien l'accepter purement ou simplement ou sous bénéfice d'inventaire. Les interdits légaux ne peuvent pas exercer ce choix. En vertu des articles 461 et 509 du code civil leur tuteur, avec l'autorisation préalable du conseil de famille, peut seul prendre parti. Il ne peut jamais accepter purement et simplement.

De même si le prisonnier interdit n'est pas héritier unique il n'a pas la capacité nécessaire pour procéder seul au partage. Son tuteur autorisé par son conseil de famille le représentera (art. 817, c. civ.). Le partage effectué par l'interdit seul ne vaut même pas comme provisionnel, il est nul de nullité absolue.¹

Si l'un des héritiers est simplement emprisonné, c'est-à-dire s'il est capable mais non présent, il sera représenté par un notaire commis par le tribunal. (1)

Quant aux formes de partage, signalons seulement qu'il doit être fait en justice dans plusieurs cas, que l'article 838 du code civil énumère, en particulier s'il y a parmi les héritiers des interdits ou des non-présents. En pratique, pour le prisonnier qui, sans être interdit, est absent au sens que la langue courante donne à ce mot, il est plus simple de lui faire envoyer une procuration que de s'adresser à la justice.

Pour terminer, disons quelques mots de la dévolution légale du patrimoine du prisonnier qui meurt dans la prison. Tout d'abord, et cela est évident, ce décès met fin à l'application des peines privatives de liberté. Les peines pécuniaires subsistent. Les héritiers du prisonnier défunt

(1) C. civil annoté. Art. 840. N° 63 à 82.

ne pourront recueillir ses biens qu'après avoir payé les amendes et les confiscations prononcées contre leur auteur.

Sous cette réserve ils héritent selon les règles ordinaires du patrimoine extérieur du prisonnier. Il va sans dire que si le défunt était interdit légal, le tuteur doit rendre ses comptes aux héritiers.

Quant au petit patrimoine que le prisonnier possède dans la prison il faut distinguer selon la date de la mort.

Si le détenu meurt avant la fin de sa peine ses héritiers ont droit au pécule disponible, s'ils ont acquitté ses dettes, en particulier les amendes et les frais de justice.

S'il meurt après l'exécution de sa peine, ses héritiers ont droit aux pécules disponible et réservé.

CONCLUSION

Dans les études consacrées aux diverses espèces d'incapables, on ne parle que très exceptionnellement des prisonniers. Il est pourtant impossible de considérer que les détenus ont une personnalité juridique complète. Nous avons voulu décrire leur statut en groupant dans quelques chapitres les règles originales qui s'imposent à eux et qui en font une sorte de catégorie juridique distincte, une classe sociale qui a ses lois propres.

L'emprisonnement est à l'heure actuelle la peine par excellence des sociétés civilisées. Il est la pièce maîtresse de notre système répressif. Il permet à la fois de garder les prévenus et de punir les coupables en essayant de les amender. Mais il ne faut pas oublier que les conceptions théoriques les plus parfaites ne valent que par leur application et que la privation de liberté sera la plus détestable ou la meilleure de toutes les peines suivant son organisation pratique. C'est de son mode d'exécution que l'emprisonnement tire toute sa valeur.

Il n'est pas possible d'adresser un reproche général à tous les établissements pénitentiaires français. Chaque prison constitue un cas d'espèce et ce qui est critiquable dans un établissement est au contraire mieux organisé dans les autres.

On ne peut pas nier l'effort fait depuis un siècle pour améliorer le traitement des prisonniers. De plus en plus l'emprisonnement tend à se réduire à la simple privation de liberté. On enlève à l'individu sa liberté locomotrice, mais on lui laisse autant que possible tous ses autres droits. Le prisonnier reste capable de tous les actes qui ne vont pas à l'encontre du but pénitentiaire que l'on s'est assigné.

Cette conception de l'emprisonnement a l'avantage d'être plus humaine, en ce sens qu'elle respecte l'homme en lui assurant le maximum de liberté physique, intellectuelle et spirituelle. Elle permet d'amender les coupables au lieu de les abandonner définitivement. Elle n'est pas moins intimidante malgré les améliorations de régime dont les détenus bénéficient.

Il faudrait évidemment se garder d'exagérer le confort dans les prisons. Des réformes trop bienveillantes ne sauraient se justifier que si elles accompagnaient des emprisonnements de longue durée au cours desquels on organiserait une tentative rationnelle d'amendement. Avant de tenter dans notre pays les expériences somptuaires qui consistent à doter les prisonniers d'appareils de télégraphie sans fil, ou à organiser pour eux des séances de sport ou de travail à l'extérieur des prisons, il faut leur assurer ce traitement minimum que la Société des Nations propose à tous les Etats.

Nous sommes sans doute beaucoup plus près que d'autres pays de ce minimum qui a été défini à Genève par la Commission d'études pénales et pénitentiaires, mais ce n'est qu'un minimum et nous ne l'avons pas atteint pour tous nos établissements. Nous ne redirons pas ici toutes les améliorations souhaitables dont nous avons fait état dans notre travail ; cependant nous signalerons deux réformes qui à notre avis sont essentielles. Nous voulons parler des locaux et du recrutement du personnel pénitentiaire. Nous savons que le problème financier vient trop souvent contrarier la réalisation des meilleures réformes.

Pourtant un Etat civilisé ne devrait pas, ne serait-ce que dans son propre intérêt, opposer un argument d'ordre budgétaire à la réforme de ses prisons. Leur installation est aussi utile que celle des hôpitaux, des écoles, des asiles et des casernes. En respectant l'homme, on prépare le lendemain de la peine et on défend la société dont le prisonnier n'est pas retranché définitivement.

Le droit pénal le sépare de sa famille et de ses biens,

mais cette séparation n'est pas absolue et même pendant sa détention il conserve certains droits civils.

A ce point de vue le critérium est le même que pour les droits individuels. Le prisonnier conserve tous les droits privés qui sont compatibles avec l'emprisonnement et conformes au but pénitentiaire.

Ce critérium nous explique que l'atteinte la plus grave aux droits du prisonnier résulte de l'interdiction légale. C'est en effet l'incapacité par excellence du prisonnier. Le terme d'incapacité ne signifie, ni protection, ni déchéance ; l'interdiction légale n'est qu'une mesure d'organisation de la peine ; elle est liée à la peine dont elle est une conséquence directe. Ce n'est donc pas une exception à la règle que nous avançons selon laquelle l'emprisonnement consiste de plus en plus à priver le coupable de sa liberté en respectant ses autres droits. Si des droits lui sont enlevés par l'interdiction légale ce n'est pas pour le punir mais c'est une conséquence directe de la privation de liberté et du but pénitentiaire que le législateur a voulu.

Et c'est ce même but pénitentiaire qui nous a permis de faire un départ entre les différents droits civils, et de reconnaître à l'interdit légal certains droits civils comme le mariage, la reconnaissance d'enfant naturel ou le testament.

Les autres peines privatives de droits sont de véritables déchéances mais elle portent surtout sur les droits politiques.

Seule la double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit porte exclusivement sur des droits privés. Mais nous avons dit l'inutilité de cette déchéance et les critiques nombreuses qui lui sont adressées. Ces critiques ne sont pas sans fondement car cette double incapacité ne résulte pas de la privation de liberté avec laquelle elle est compatible, et n'ajoute rien au rôle pénitentiaire et pénal des peines perpétuelles.

Quant aux prisonniers qui sont simplement privés de liberté, ils conservent en principe tous leurs droits civils comme s'ils étaient libres, avec cette différence qu'étant

incarcérés ils ne peuvent les exercer tous indistinctement. Les droits de famille sont compromis dans la mesure où ils ont un caractère strictement personnel, comme la cohabitation des époux.

De même le prisonnier conserve tous les droits qui composent son patrimoine ; dans notre droit les peines atteignent le coupable dans sa personne et non dans ses biens. Les sanctions d'ordre patrimonial ne sont que des accessoires de la répression. Sauf le cas spécial des personnes morales, cette conception est parfaitement justifiée.

Elle s'applique sans difficulté aux droits réels, parce que pour eux l'élément matériel et concret est essentiel ; ce sont les véritables droits sur les biens et le prisonnier les conserve. Les obligations, on les appelle droits personnels, sont d'une nature différente. Ce sont des droits pécuniaires, mais qui s'établissent entre les personnes au lieu de mettre en rapport l'individu et les biens. Dans la mesure où le débiteur ou le créancier devra accomplir des actes matériels pendant son incarcération l'exécution sera impossible. La mesure d'emprisonnement s'adresse à la personne comme l'obligation elle-même. Dès lors les deux choses étant incompatibles, il faut choisir et il va sans dire que l'intérêt de la répression doit l'emporter.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les conséquences de l'emprisonnement sur le statut des individus qui le subissent. On se pose à l'heure actuelle dans certains pays la question de savoir s'il serait opportun de définir le statut des prisonniers et plus généralement de tous les condamnés, en rédigeant à côté du code pénal et du code de procédure pénale, un code d'exécution des peines.

Dans un rapport sur cette question, le D^r Vladimir Solnar (1) faisait très justement remarquer que la question était double. Le premier problème qui se pose est celui de savoir s'il faut réglementer l'exécution des peines par

(1) Revue internationale de Droit pénal. 1931. P. 344.

des prescriptions détaillées contenues dans une loi. Le deuxième problème consiste à se demander si cette loi doit être insérée dans les codes actuels ou si elle doit constituer un code séparé que l'on intitulerait code d'exécution des peines.

Au premier point de vue, nous pouvons constater dans notre pays l'absence presque complète de règles législatives. On a déclaré que le règlement administratif avait sur la loi un avantage de souplesse qui nous a permis de suivre les progrès de la science pénitentiaire. Cet argument n'est autre que celui qui consiste à énoncer les avantages de la coutume sur la loi. Nous pensons qu'en matière pénale surtout, où la légalité et l'interprétation stricte s'imposent, la loi est de beaucoup supérieure aux règlements et aux circulaires.

Nous ne souhaitons pas que l'exécution des peines privatives de liberté soit réglée par le législateur jusque dans ses plus menus détails, mais nous croyons que des règles plus nombreuses et plus précises sont nécessaires pour sauvegarder les droits des prisonniers dans un domaine où la jurisprudence ne peut jouer qu'un rôle insuffisant.

Si nous ouvrons un code pénal, nous pouvons lire sous l'article 39 une note qui nous explique ce texte et qui dit entre autres choses : « L'interdiction légale ne fait pas obstacle au mariage. » On a donc senti le besoin de faire ce que le législateur n'a pas fait.

De même en ce qui concerne la réclusion, l'article 21 du code pénal s'explique sur le lieu de l'incarcération, sur l'obligation au travail et le droit pour le condamné d'être rémunéré. Le reste est contenu dans des dispositions administratives.

L'utilité de la loi dans ce domaine n'est aucunement contestable.

L'ayant admise, nous pouvons alors nous poser le deuxième problème de l'utilité d'un code d'exécution des peines.

C'est une question qui n'est pas purement formelle. Un

pareil code serait évidemment très utile pour les spécialistes des questions pénitentiaires, mais nous pensons qu'il aurait l'inconvénient d'établir une divergence de vue entre les organes d'exécution d'une part et les juridictions d'autre part. Les magistrats chargés d'appliquer le code pénal doivent connaître la portée des peines qu'ils prononcent.

Nous pensons donc qu'il serait préférable de renoncer à la rédaction d'un code d'exécution des peines pour placer la loi relative à l'exécution des peines dans le code pénal au chapitre consacré aux peines et aux mesures de sûreté.

La réforme est souhaitable dans l'intérêt de la répression, mais aussi et surtout dans l'intérêt du prisonnier. La garantie de l'homme normal est dans la loi. Le prisonnier a des droits, ne serait-ce qu'au nom de sa qualité d'homme, et ces droits doivent être garantis par le législateur.

Les prisonniers sont des coupables mais ils doivent pouvoir mener en prison une existence humaine. On ne doit pas pouvoir appliquer à l'une quelconque de nos prisons ces phrases de Dostoïewsky : « C'était une maison de mortsvivants où l'existence était toute autre qu'ailleurs et dont les habitants ressemblaient si peu aux autres humains. Après les avoir retranchés du monde on les préparait à n'y jamais revenir, c'était leur carrière d'être morts. »

Certains peuvent penser qu'un tel raisonnement est empreint d'un idéalisme excessif et témoigne d'une innocente naïveté ou d'une sensibilité qui touche à la sensiblerie romantique, nous ne le pensons pas et nous citerons pour justifier notre conception humaine de l'emprisonnement un passage de Charles Lucas, inspecteur général des prisons, par conséquent d'un homme qui avait vu des prisonniers et qui les connaissait :

« Songeons, disait-il, que de tous ces malheureux que nous jugeons il n'en est pas un qui n'ait eu bien des fois à combattre avant de succomber et auquel il n'en ait plus coûté avant de devenir coupable qu'à nous de rester vertueux. Apprenons donc à nous faire une idée plus juste et plus élevée de notre probité légale et à parler avec moins

d'amertume et de découragement de ces hommes qui ont faibli dans une lutte qui n'existait pas pour nous. » (1)

Cet éloquent témoignage n'est pas suspect : son auteur aurait pu, au contraire, être endurci et injuste à l'égard des prisonniers par l'effet d'une déformation bien connue et à laquelle ceux qui exercent longtemps la même profession n'échappent pas.

Souvenons-nous que la peine ne doit plus être l'expression d'un acte de colère, de haine ou de vengeance ; ce n'est qu'un sacrifice pour le salut commun. Le prisonnier est enlevé pour un temps à la société, il faut le préparer à y revenir.

(1) Charles Lucas. Théorie de l'emprisonnement.

Vu : Montpellier, le 22 janvier 1938.

Le Président de la thèse,

A. LÉGAL.

Vu : Montpellier, le 24 janvier 1938.

Le Doyen,

G. MORIN.

Vu et Permis d'imprimer :

Montpellier, le 25 janvier 1938.

Le Recteur,

PARISELLE.

BIBLIOGRAPHIE

- ACTES DU CONGRÈS DE BRUXELLES 1926. — Travail à l'extérieur : Rapport p. 251. — Discussions p. 603. — Vœux p. 633.
- ALQUIER A. — Les peines privatives de liberté et les mesures de sûreté dans l'avant-projet de Code pénal français. — Thèse Grenoble 1934.
- BEUDANT CH. — Cours de Droit Civil 1896-97. 3 vol. Les droits civils. Tome I, p. 96 et suiv.
- BOISSEAU A. — Le Pécule des Condamnés. Thèse Paris 1892.
- BOISTEL A. — Cours de philosophie du Droit 1899 : Droit individuel. Tome I, livre II, p. 187 et suiv.
- BRETON C. — Prisons et emprisonnement 1875.
- CAHEN R. — Le régime pénitentiaire belge et la loi de défense sociale. Thèse. Paris. 1936.
- CAPITANT H. — Introduction à l'étude du droit civil. 4^e édition. 1923.
- CHAUVEAU A. & FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du code pénal. 5^e édition. 1873.
- CODE DES PRISONS (Recueil des circulaires administratives).
- CUCHE P. — Traité de science et de législation pénitentiaire. 1905.
- DALLÔZ. — Recueil périodique et critique de jurisprudence de législation et de doctrine.
- D. — 1923-4-119. Décret sur le régime de l'emprisonnement individuel (complété par le décret du 27 août 1926. D. 1927-4-25).
- D. — 1923-4-163. Décret sur le régime de l'emprisonnement en commun (modifié par le décret du 17 octobre 1926. D. 1927-4-203).
- DAUBRÉE PAUL. — Des effets de l'interdiction judiciaire et légale. Thèse. Paris. 1880.
- DELMAS. — De la rémunération du travail pénitentiaire et du pécule des détenus. Thèse. Toulouse. 1935.
- DEPEIGES. — Effets civils des condamnations pénales. Thèse. Paris. 1889.
- DONNEDIEU DE VABRES. — Le régime des prisonniers de guerre. 1916.
- DU BOYS (A.). — Histoire du droit criminel des peuples anciens. 1845.

- ESMEIN A. — Histoire du droit français de 1789 à 1814.
Les constitutions, p. 31 et 260.
Les droits individuels, p. 182.
Les lois civiles et les lois pénales, p. 217.
- ESMEIN A. — Eléments de droit constitutionnel français et comparé. 7^e éd. 1921. Les droits individuels. Tome I, p. 539 et Tome II, p. 512.
- FABRE J. — De la contrainte par corps. Thèse. Toulouse. 1933.
- GARÇON E. — Code pénal annoté. 1901.
- GARRAUD R. — Précis de droit criminel. 15^e édition. 1934.
- GARRAUD R. — Traité théorique et pratique du droit pénal français. 3^e édit. 1913. Tome II, p. 134 et 329.
- GIRARD P.-F. — Manuel élémentaire de Droit romain. 8^e édition. 1929.
- HAUSSONVILLE (Vicomte d'). — Les établissements pénitentiaires en France et aux colonies. 1875.
- HUMBERT G.-A. — Des conséquences des condamnations pénales relativement à la capacité des personnes en droit romain et en droit français. Commentaire de la loi portant abolition de la mort civile. Thèse. Paris. 1855.
- JELLINECK G. — La déclaration des droits de l'homme et du citoyen. 1902.
- KRAFT. — Des incapacités et déchéances en droit pénal international. Thèse. Alger. 1929.
- LACAZE T. — L'Administration pénitentiaire en France et aux colonies. Thèse. Poitiers. 1909.
- LOISELEUR. — Les crimes et les peines dans l'antiquité et dans les temps modernes. 1863.
- MAGNOL J. — L'avant-projet de révision du code pénal français. 1934.
- MOSSÉ A. — Introduction à la science pénitentiaire. 1928 et 1929.
- MOSSÉ A. — Les prisons et les institutions d'éducation corrective. Nouvelle édition. 1929.
- MOSSÉ A. — Variétés pénitentiaires. 1932.
- NUSSE E. — Etude sur les droits civils des condamnés aux peines de grand criminel. 1876.
- PELLETAN E. — Droits de l'homme. 2^e édition. 1867.
- PERRIER CH. — Emprisonnement et criminalité. La maison centrale de Nîmes. Ses organes. Ses fonctions. Sa vie. 1896.
- PLANIOL & RIPERT. — Traité élémentaire de droit civil. 12^e édit. 1935.
- PLANIOL & RIPERT. — Traité pratique de droit civil français. 1925.
- POITTEVIN (Le). — Dictionnaire formulaire des Parquets. 1901.
V^o contrainte par corps - détention préventive - emprisonnement - maisons centrales.
- Répertoire analytique et alphabétique des lois, décrets, règlements et décisions, intéressant les services pénitentiaires qui relèvent du ministère de la justice. Melun. 1935.

- ROSSI. — Traité de droit pénal. 4^e éd. 1872.
SIMONNET. — Rôle du juge dans l'exécution des peines. 1934.
TANOVICEANU. — Les mesures de sûreté. Thèse. Paris. 1934.
TISSOT J. — Introduction philosophique et historique à l'étude du droit criminel. 2^e éd. Tome I. 1880.
VIDAL G. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire. 8^e éd. 1935.
ZAMULO. — La libération conditionnelle. Thèse. Paris. 1935.

REVUES ET PERIODIQUES

- AMI (L'). — Journal des prisonniers de la maison centrale de Poissy.
Rapport de M. John Hearne (Etat libre d'Irlande), à la S. D. N., sur les questions pénales et pénitentiaires (septembre 1934).
Revue internationale de droit pénal. — La peine dans le système des sanctions juridiques. 1924, p. 52 et s.
Est-il désirable d'avoir à côté du code pénal et du code de procédure pénale un code d'exécution des peines ? 1931, p. 344 et s. - 1932, p. 83 et s., 335 et s.
Revue pénitentiaire et de droit pénal et études criminologiques (de 1877 à 1891. Bulletin de la Société générale des prisons et de législation criminelle).
Les prisons dans l'ancienne France. A. Desjardins. 1885.
Ecoles de Gardiens : 1892, p. 550 et suiv. 1893, p. 1170.
Rapport de M. Dubois sur le pécule des détenus en France et à l'étranger. 1892, p. 898 et suiv. 1893, p. 12 à 36.
Régime alimentaire. 1894, p. 906 à 911 et p. 1154.
Recrutement du personnel supérieur. 1894, p. 909.
Droits de la partie lésée sur le pécule. 1898, p. 183 et suiv.
Accidents du travail dans les Prisons : 1903, p. 878 et p. 1149 - 1904, p. 43 et p. 223 - 1907, p. 203 et p. 750 - 1908, p. 371.
Projet de loi du 28 janv. 1907 attribuant une indemnité au détenu victime d'un accident du travail. 1907, p. 680 - 1912, p. 744-750.
Régime intérieur des prisons allemandes. 1926, p. 83.
Régime pénitentiaire en Belgique. 1931, p. 424.
Les Prisons aux Etats-Unis. 1932, p. 165.
Rôle des magistrats dans l'exécution des peines. 1932, p. 169, de Barrigue de Montvalon. Rapport et discussion à la Société des prisons.
Les journaux des prisons belges. 1932, p. 478.
Journaux dans les prisons. 1933, p. 189.
Revue trimestrielle de Droit Civil. E.-H. Perreau : Des droits de la personnalité. 1909, p. 501 et suiv., p. 536 et suiv.

ANNEXE

Ensemble de règles pour le traitement des prisonniers ⁽¹⁾

Observations préliminaires.

Les règles contenues dans ce tableau sont conçues dans un but pratique. Elles présentent des directives générales qu'il est recommandable de suivre dans l'application de tout système pénitentiaire, quelles que soient les conditions juridiques, sociales et économiques.

Ces dispositions ne renferment point dans leur ensemble la description d'un état modèle, mais elles tendent seulement à indiquer les *conditions minimales* auxquelles le traitement des prisonniers doit satisfaire du point de vue humanitaire et social.

Si, parmi les règles établies, il y en a dont l'exécution peut être empêchée par des circonstances, notamment dans des prisons très petites, il est évidemment désirable que le nombre de pareilles prisons soit réduit au minimum possible. Cependant, il peut y avoir des conditions, surtout dans des pays peu peuplés, où les distances sont grandes et les communications restreintes, qui rendent le maintien de telles prisons nécessaire. En pareil cas, il y a lieu de s'inspirer des idées fondamentales et d'appliquer les règles dans la mesure du possible. D'autre part, l'exécution de certaines règles, notamment celles relatives au traitement individuel du détenu, sera rendue plus difficile par une très forte agglomération de prisonniers dans un même établissement. Il est donc recommandable d'éviter des prisons trop grandes.

Sous le terme « prisonniers » sont comprises en général toutes les personnes qui sont privées de leur liberté et mises dans une prison pour n'importe quelle raison. Le terme « prisons » est employé dans le sens le plus large du mot.

Si, dans certains pays, les locaux affectés à la détention provisoire de personnes arrêtées par la police ne sont pas visés par ce terme, les idées fondamentales qui sont à la base des règles doivent tout de même être suivies autant que possible.

(1) Société des Nations. Questions pénales et pénitentiaires. 24 septembre 1934. N° Officiel. A. 45-1934-IV.

I. RÉPARTITION ET SÉPARATION.

1. Autant que possible, les diverses catégories et groupes de prisonniers doivent être détenus dans des prisons distinctes. Là où cela ne peut se faire, les prisons doivent être arrangées de manière à permettre de les séparer.

Dans la répartition des prisonniers, il faut tenir compte de la nature de l'infraction.

Les prisonniers du sexe masculin doivent toujours être séparés de ceux du sexe féminin.

Les détenus en prévention doivent toujours être séparés des prisonniers condamnés. Dans les pays où existe l'emprisonnement pour dettes ainsi que la contrainte par corps pour d'autres raisons, les personnes qui sont l'objet d'une telle mesure doivent être séparées du reste de la population de la prison.

Les jeunes prisonniers doivent toujours être tenus séparés de ceux plus âgés. Il conviendra de séparer, en outre, les détenus encore moralement indemnes de ceux dont le caractère, vu leur vie passée, la nature de leur crime ou d'autres raisons, fait craindre qu'ils n'exercent une nouvelle influence sur leurs co-détenus.

2. D'ordinaire, il convient de faire dormir les prisonniers dans des cellules séparées.

Si cela n'est pas possible, il est recommandable de les faire dormir dans des dortoirs aménagés de manière à assurer leur séparation.

Lorsque les dortoirs communs sont employés, il faut pourvoir à une surveillance spéciale pendant la nuit.

II. TRAITEMENT.

Généralités.

3. Dans le traitement des prisonniers, il faut tenir compte de la nature de l'infraction.

Les prisonniers de la même catégorie doivent en principe être soumis à un traitement identique.

Dans l'application de ce traitement, il convient de considérer l'individualité de chacun d'eux. A cette fin, il faut que les détenus, lorsqu'il s'agit de peines dont la durée n'est pas trop courte, soient soumis à un examen physique et mental par un médecin particulièrement qualifié.

4. Le traitement des prisonniers doit avoir pour but principal de les habituer à l'ordre et au travail et de les fortifier moralement.

Le traitement des jeunes détenus doit s'inspirer dans une mesure toute spéciale du souci de servir à leur éducation et à leur formation générale. En tant qu'ils sont encore à l'âge du développement physique, celui-ci doit également faire l'objet de soins particuliers.

Des aggravations et des atténuations de traitement ne doivent être admises que suivant les règles tracées par la loi ou par des arrêtés des autorités administratives compétentes. Les prisonniers qui ont à subir une détention d'une durée suffisamment

longue doivent être amenés à s'intéresser à leur propre relèvement pendant la période de détention ; à cet effet, on doit leur octroyer, progressivement, une certaine responsabilité, en leur accordant des privilèges découlant de cette responsabilité et en les faisant participer à la détermination de leur avenir pendant la détention, pendant la période de libération conditionnelle éventuelle et après la libération définitive.

Dès leur entrée dans la prison, les prisonniers doivent être instruits des règles concernant leur conduite et leurs devoirs.

Il paraît recommandable que la possibilité soit créée d'une libération temporaire lorsque l'état de santé du prisonnier ou d'autres raisons graves l'exigent.

Catégories spéciales.

5. Le traitement des détenus en prévention ainsi que des personnes emprisonnées pour dettes et des autres contraints par corps dans les pays où telles mesures existent, doit exclure toute restriction de liberté et toute rigueur qui ne sont pas exigées par la nature spéciale de la détention ou par le maintien de l'ordre.

Dépôt de valeurs.

6. Tout argent ou tout objet de valeur apporté par un prisonnier doit être pris en dépôt par le directeur ou par un fonctionnaire autorisé par celui-ci. Après qu'une liste précise en a été dressée, ils doivent être gardés dans un endroit sûr pour être rendus au prisonnier quand il sera élargi, pour autant que l'argent n'aura pas servi à des dépenses qui lui auront été permises. Il en est de même de l'argent que, au cours de sa détention, il peut recevoir du dehors.

Vêtements et literie.

7. Les vêtements et la literie doivent être fournis par l'administration, sauf dans le cas où le prisonnier est autorisé à utiliser ses propres effets. Ils doivent être appropriés au climat et à l'état de santé des détenus.

Alimentation.

8. L'administration est tenue de fournir aux prisonniers la nourriture en qualité et en quantité propres à maintenir leur santé et leurs forces ordinaires.

Tout prisonnier doit, à toute heure, avoir la possibilité de se pourvoir d'eau potable.

L'alimentation des prisonniers est placée sous la surveillance du médecin de l'établissement.

Travail.

9. Les prisonniers astreints au travail doivent toujours être pourvus d'ouvrage.

Les autres détenus doivent avoir la possibilité de travailler, s'ils le demandent.

10. Autant que possible, le travail doit être instructif et d'un genre qui permette aux prisonniers de gagner leur vie après leur libération.

En astreignant les détenus aux travaux, il doit être tenu compte, dans la mesure du possible, de leurs capacités physi-

ques et intellectuelles, de la profession qu'ils exerçaient avant leur internement, et, s'il y a lieu, de leur inclination.

Le travail à exécuter par les jeunes détenus doit avoir un caractère éducatif, et, autant que possible, servir à leur enseigner un métier.

11. Les exploitations de travail créées dans les prisons doivent être organisées, autant que possible, sur le modèle des exploitations libres.

Parmi les diverses formes d'organisation du travail pénitentiaire, il paraît y avoir lieu de préférer d'ordinaire, notamment au point de vue de l'instruction professionnelle du détenu, le système de la régie.

Les prescriptions édictées en vue de protéger la vie et la santé des ouvriers libres doivent être également observées dans les prisons.

12. En ce qui concerne les temps de travail quotidien des prisonniers, durant les jours ouvrables, un maximum d'heures doit être fixé, qui peut varier selon les différentes catégories de détenus et le genre de travail à effectuer.

Le temps de travail doit être établi de façon à ce qu'il reste toujours des loisirs pour les tâches spéciales de l'éducation et de la réadaptation sociale.

13. Il importe d'accorder aux prisonniers une rémunération pour le travail accompli.

Soins relatifs à la santé.

14. Les établissements servant à la détention des prisonniers doivent toujours se trouver dans un état qui ne présente aucun danger pour la santé des détenus.

15. Dans chaque prison, le logement doit être approprié aux conditions climatiques et correspondre aux exigences de l'hygiène. Durant les périodes de froid, une certaine température minimum doit toujours être maintenue. La construction et l'utilisation des bâtiments doivent toujours assurer une quantité convenable d'air et d'espace.

16. Les locaux ou cellules où des prisonniers sont détenus doivent avoir des fenêtres assez grandes pour bien permettre de lire et de travailler à la lumière du jour.

Lorsque des prisonniers doivent lire ou travailler à une lumière artificielle, celle-ci doit être assez claire pour permettre la lecture ou le travail sans faire de tort aux yeux.

17. Tous les locaux ou cellules habités, soit le jour, soit la nuit, doivent toujours être rigoureusement propres. Tous les autres locaux de l'établissement doivent être tenus aussi propres que les circonstances le permettent.

18. Toutes les pièces ou cellules où des prisonniers sont détenus doivent être suffisamment aérées. Les fenêtres doivent être construites de manière qu'on puisse les ouvrir pour laisser entrer l'air frais, qu'il y ait ou non une ventilation artificielle.

19. L'administration de la prison doit mettre à la disposition de tout prisonnier l'eau et les objets nécessaires pour les soins de propreté corporelle.

Des installations doivent être faites qui permettent à chaque prisonnier de satisfaire aux besoins de la nature d'une manière

qui ne soit ni nuisible à sa santé ni propre à heurter les sentiments des autres détenus.

20. Les autorités de la prison doivent veiller à ce que les prisonniers, ainsi que leurs vêtements — au cas où ceux-ci ne sont pas fournis par l'administration — soient bien propres dès qu'ils sont logés dans la prison.

21. Les vêtements, de dessus et de dessous, fournis aux prisonniers doivent être propres lorsqu'ils leur sont remis. Les sous-vêtements portés sur la peau doivent être lavés dans la règle une fois par semaine.

De la literie propre doit être fournie aux intervalles fixés d'après les exigences de la propreté à maintenir ou d'après les prescriptions des autorités médicales en vue de la santé à soigner.

22. A son arrivée à la prison, chaque prisonnier doit être examiné par le médecin, afin que tout cas de maladie physique ou mentale soit découvert et que les mesures nécessaires soient prises.

23. Il convient de veiller à la conservation de la santé corporelle et intellectuelle des prisonniers. A cet effet, le médecin doit voir tous les prisonniers à des intervalles réguliers. L'examen médical doit porter, entre autres, sur les questions de savoir si le prisonnier est capable de travailler et si le régime de l'isolement constitue un danger pour sa santé, ainsi que sur l'existence de maladies contagieuses, notamment la tuberculose et les maladies vénériennes.

24. Le médecin doit faire dans la règle la ronde chaque jour, pour visiter les prisonniers malades qui en ont besoin et tout prisonnier qui se plaint de maladie.

Aux prisonniers malades, ainsi qu'aux femmes enceintes, le traitement médical et les soins nécessaires doivent être accordés. Il doit y avoir un logement spécial et approprié pour ceux dont l'état le réclame.

Une réserve suffisante de médicaments doit être disponible pour les besoins du service médical.

25. A tout prisonnier qui n'est pas employé à un travail au dehors, on doit procurer au moins une demi-heure par jour de mouvement en plein air, si la température le permet.

Un temps plus long d'exercice en plein air doit être accordé aux jeunes détenus qui se trouvent encore à l'âge du développement physique et à ceux pour lesquels le médecin jugerait cette prolongation nécessaire en raison de leur état de santé.

Il est recommandable d'instituer des exercices gymnastiques pour les prisonniers pour lesquels il paraît qu'ils sont désirables, et spécialement pour les jeunes détenus.

26. Le médecin doit veiller à ce que les services sanitaires de la prison fonctionnent bien et faire rapport au directeur sur toute défectuosité, afin qu'il y soit remédié.

Relèvement moral et intellectuel.

27. Tout prisonnier doit avoir régulièrement la possibilité de satisfaire aux besoins de sa vie religieuse, pour autant que les circonstances le permettent.

Le contact avec un représentant qualifié de sa confession ne doit être refusé à aucun prisonnier.

Si la prison contient un assez grand nombre de prisonniers de la même religion, un ministère spirituel régulier doit leur être assuré.

28. Les prisonniers subissant des peines assez longues doivent recevoir une instruction intellectuelle, pour autant que cet enseignement paraisse être utile.

Tous les jeunes détenus doivent recevoir une instruction appropriée à leur âge.

29. Chaque prison doit avoir une bibliothèque suffisante de livres appropriés à l'usage des détenus. Les livres devraient être surtout de caractère instructif et récréatif et leur lecture doit être permise aux détenus dès le commencement de leur internement.

30. L'administration doit fournir aux prisonniers la possibilité de se tenir au courant des événements les plus importants qui se passent dans le monde. Ce principe s'applique surtout aux prisonniers subissant une longue détention.

Relations avec le monde libre.

31. Les prisonniers doivent avoir des occasions de communiquer avec leurs parents et avec des amis dignes de confiance, sous le contrôle nécessaire. Des arrangements doivent être pris pour permettre cette communication à des intervalles réguliers, tant en recevant des visites que par la correspondance.

32. Les prisonniers de nationalité étrangère doivent être autorisés à entretenir des relations avec les représentants diplomatiques et consulaires de l'Etat dont ils sont ressortissants.

III. DISCIPLINE.

Punitions disciplinaires.

33. Les peines disciplinaires ne doivent jamais, ni par leur nature ni par leur application, s'écarter des dispositions de la loi ou d'un arrêté des autorités administratives compétentes.

34. La loi ou un arrêté du pouvoir administratif compétent doit déterminer la personne ou l'autorité à laquelle appartiendra le droit d'infliger des peines disciplinaires.

35. Avant d'infliger une punition, il doit être procédé de manière à ce que l'affaire soit examinée à fond et que le prisonnier ait l'occasion d'exprimer tout ce qu'il veut dire pour sa défense.

Si la personne ou l'autorité compétente pour infliger des peines disciplinaires ne parle pas la langue du prisonnier, elle doit donner à ce dernier, avant de le punir, l'occasion de lui adresser sa défense par un interprète.

36. Il est désirable que l'on parvienne à ne plus comprendre le châtimement corporel parmi les punitions disciplinaires.

Si, dans certains pays, pour des cas exceptionnels, le châtimement corporel est encore admis, le mode d'exécution doit être réglé par la loi.

Le châtimement corporel, s'il est admis, ne doit jamais être exécuté sans que le médecin ait constaté que le prisonnier peut le supporter. L'exécution ne doit avoir lieu que par un fonctionnaire et sous le contrôle personnel du directeur et du médecin.

37. Il est désirable que l'on parvienne à ne plus comprendre la mise dans une cellule privée de lumière parmi les punitions disciplinaires.

Si, dans certains pays, pour des cas exceptionnels, la mise dans une cellule privée de lumière est encore admise, les restrictions qu'elle comporte doivent être réglées par la loi.

38. Les peines disciplinaires qui, par leur nature ou par l'état du prisonnier, peuvent avoir des conséquences préjudiciables à la santé, telles que la réduction de la nourriture au-dessous de la ration ordinaire et la privation ou la réduction du mouvement en plein air, ne doivent pas être appliquées pour plus d'une période strictement limitée et en accord avec l'avis du médecin; la durée maximum pour laquelle ces punitions peuvent être infligées doit être prescrite par la loi.

Instruments de contrainte.

39. Les instruments de contrainte, tels que menottes, chaînes et camisoles de force, ne doivent pas être appliqués à titre de punition, mais servir uniquement au contrôle temporaire de prisonniers violents et seulement quand ils sont nécessaires pour empêcher ces derniers de porter préjudice à eux-mêmes ou à autrui ou de continuer à causer des dégâts. Ils doivent être enlevés aussitôt que les circonstances le permettent et ne doivent être appliqués de nouveau que lorsque le prisonnier recommence ses violences.

Les instruments de ce genre doivent être construits d'après des modèles approuvés par l'administration pénitentiaire centrale.

40. Des chaînes ou entraves qui n'ont pas pour but de priver le prisonnier de l'usage de ses membres, mais seulement de l'empêcher de s'enfuir, doivent toujours être légères et construites d'après des modèles approuvés par l'administration pénitentiaire centrale.

Quand ces articles sont employés, le directeur et les autres fonctionnaires doivent veiller à ce qu'ils soient appliqués de manière à ne pas causer de blessures ou de contusions.

Requêtes et réclamations.

41. Tout prisonnier doit avoir chaque jour la possibilité d'adresser des demandes ou plaintes au directeur de la prison ou à son substitut.

42. Tout prisonnier doit avoir la faculté d'adresser des plaintes par la voie régulière aux autorités supérieures en dehors de la prison.

IV. PERSONNEL.

43. Le choix du personnel entier de la prison doit être fait avec le plus grand soin, non seulement en ce qui concerne les aptitudes, mais aussi et surtout en ce qui concerne le caractère.

Il est recommandable d'organiser des cours théoriques et pratiques pour le personnel, ainsi que des réunions périodiques où seraient traités des sujets pénitentiaires.

44. Tous les fonctionnaires de la prison doivent remplir leur service d'une manière exemplaire. Leur devoir n'est pas seulement de tenir les prisonniers en garde sûre, mais d'exercer sur eux une influence éducative par leur propre conduite.

45. Dans tous les grands établissements, le directeur doit résider sur le terrain même ou à proximité immédiate de la prison et sa fonction doit être incompatible avec d'autres fonctions.

Lorsque plusieurs petits établissements sont soumis à un seul directeur, celui-ci doit les visiter tous à de fréquentes reprises. Chacun de ces établissements doit avoir à sa tête un fonctionnaire responsable y résidant.

46. Le directeur doit parler la langue des prisonniers du pays, de manière qu'il puisse s'entretenir avec eux sans se servir d'un interprète.

Le substitut du directeur et, autant que possible, les autres fonctionnaires de la prison doivent savoir parler la langue de la plupart des prisonniers.

Aussitôt qu'il y a lieu, on doit recourir aux services d'un interprète.

47. En vue de procurer à chaque prisonnier des occasions régulières de culte dans sa propre religion, un ministre de sa confession doit avoir régulièrement accès à la prison et, dans la mesure du possible, y trouver des facilités pour célébrer son culte. En plus, ce ministre doit pouvoir régulièrement converser en particulier avec chaque prisonnier de sa confession.

48. Un médecin doit être attaché à chaque prison.

Dans les grands établissements, il doit résider sur le terrain ou à proximité immédiate de la prison. Dans ceux qui sont trop petits pour justifier la nomination d'un médecin exclusivement destiné au service de la prison, il doit faire des visites fréquentes et il doit demeurer assez près, pour qu'en cas d'urgence il puisse être présent sans délai.

Il convient que les médecins de prison, surtout ceux qui sont destinés exclusivement à ce service, aient des connaissances spéciales de la psychiatrie.

49. Dans les prisons où il y a lieu d'organiser un enseignement à suivre par les prisonniers, des personnes qualifiées doivent être engagées à cet effet.

Dans les établissements destinés aux jeunes détenus, le personnel doit comprendre un ou plusieurs fonctionnaires chargés de donner un enseignement approprié.

En outre, il est recommandable d'avoir, dans les établissements qui s'y prêtent, des personnes chargées de préparer la réadaptation sociale des condamnés.

50. La surveillance des prisonniers féminins doit être confiée, autant que possible sans exception, à des fonctionnaires féminins.

L'entrée des prisons ou des sections de prison pour femmes doit être interdite à tout fonctionnaire masculin, quel que soit son rang, sauf lorsqu'il y est appelé par les devoirs de son service. En ce cas, il doit, s'il ne s'agit pas du directeur, du médecin ou du ministre d'un culte, toujours être accompagné d'un fonctionnaire féminin.

51. Les fonctionnaires ne doivent jamais faire usage de leurs armes ni se livrer à des voies de fait à l'égard d'un prisonnier,

sauf en cas de légitime défense ou en cas de tentative d'évasion, lorsque celle-ci ne peut être empêchée d'une autre manière. Ce recours à la force doit toujours se limiter à ce qui est strictement nécessaire.

52. Avant que la surveillance de prisonniers leur soit confiée, les fonctionnaires nouvellement entrés dans le service doivent être instruits pendant un temps suffisant des devoirs et des responsabilités de leur profession.

53. L'administration doit mettre tout en œuvre pour éveiller chez les fonctionnaires, ainsi que dans l'opinion publique, la conviction fondée que ce service impose de lourdes responsabilités et qu'il a une importance sociale considérable.

V. ASSISTANCE DES PRISONNIERS LIBÉRÉS.

54. L'assistance pour la période ultérieure à la libération mérite la plus sérieuse attention. Cette assistance doit commencer déjà pendant la période de détention et doit être organisée sur la base d'une étude exacte de la personnalité du prisonnier, de ses conditions de vie, ainsi que de celles de ses parents. Elle doit avoir pour but de donner au libéré la possibilité de mener désormais une vie loyale et régulière.

55. Il convient de favoriser, autant que possible, la création, dans toute localité qui est le siège d'un ou plusieurs établissements, d'un comité de patronage qui s'occupe de l'assistance des prisonniers libérés, notamment en les visitant et en les aidant à rentrer dans la société et à retrouver une place parmi les honnêtes citoyens.

Il est souhaitable que les divers comités locaux entretiennent des rapports réguliers en vue de coordonner leurs efforts.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	3
Section I. — Historique	6
Section II. — Les prisonniers	21
Section III. — Les prisons	25
Section IV. — Les peines privatives de droits.....	30

PREMIÈRE PARTIE

DROITS DE LA PERSONNALITE

CHAPITRE I. — Droits du prisonnier sur sa personne physique	39
Section I. — Droit pour le prisonnier de vivre dans des conditions matérielles normales pour un être humain	40
Section II. — Droit à l'intégrité du corps et à la santé	48
CHAPITRE II. — Liberté du travail.....	60
Section I. — Obligation au travail.....	60
Section II. — Organisation du travail.....	63
Section III. — Droits reconnus au prisonnier à l'occasion de son travail.....	68

	Pages
CHAPITRE III. — Droits intellectuels et spirituels du prisonnier	75
Section I. — Droit pour le prisonnier d'exprimer sa pensée librement	76
Section II. — Droit à l'instruction et au développement intellectuel	86
Section III. — Liberté spirituelle.....	94

DEUXIÈME PARTIE

DROITS PRIVÉS

CHAPITRE I. — Droits privés relatifs à la personne du prisonnier	109
Section I. — Du domicile des prisonniers.....	109
Section II. — Le mariage	111
Section III. — Parenté et alliance	124
Section IV. — Les incapables	136
CHAPITRE II. — Droits du prisonnier sur son patrimoine	151
Section I. — Conservation par le prisonnier des droits réels et personnels qui constituent son patrimoine	153
Section II. — Droit d'administrer et de disposer à titre onéreux	160
Section III. — Actes à titre gratuit et successions ab intestat	168
CONCLUSION	183
Bibliographie	191
Annexe	195
Table des Matières	205

Société Anonyme
des Imprimeries
AZÉMARD COUSINS
NIMES
